

CÔTE D'IVOIRE

**Au-delà d'un bilan,
une fierté !**



LSi

AFRICA

S'INFORMER SIMPLEMENT

Disponible sur:



Contact:

info@lsi-africa.com



PORTEO G R O U P

Pour l'Afrique de demain

PORTEO est un groupe panafricain né en Côte d'Ivoire, engagé dans la construction d'infrastructures stratégiques qui transforment durablement les territoires. Présent dans sept pays, nous maîtrisons toute la chaîne de valeur, du sol à la solution. Nous accompagnons l'émergence d'une Afrique souveraine, connectée et résiliente.

www.porteo-group.com

 **PORTEO**
ARCHITECTURE • INGENIERIE

PORTEO
CONSTRUCTION

PORTEO
AGROINDUSTRY

PORTEO
MINES & ENERGY

 **PORTEO**
IMMOBILIER

 **PORTEO**
BTP
MÂITRE JARDIN

 **EKACICO**

 **PAO**
Poudre d'Afrique du Nord

 **axe**deco **CONCIERGERIE⁺**

 **ADRESS**
IMMOBILIER

 **BWOOD**

BGLASS

 **B-STEEL**

 **GRAVEL**

 **Technic**
Béton



Sommaire



06

**Téné Birahima Ouattara :
Efficace jusqu'au bout !**



84

**RSE et ISR : Deux leviers
stratégiques pour une
économie durable en Afrique**

06 Éditorial

07 En hausse

10 En brèves

Développement

14 Adama Coulibaly, Ministre ivoirien des Finances et du Budget : « Le social reste une priorité pour le président Alassane Ouattara »

21 Venance KONAN, Journaliste-écrivain, cadre du RHDP : « Le bilan du Président Alassane Ouattara est largement positif »

24 La Côte d'Ivoire : croissance florissante, défis persistants

26 De la route à la souveraineté : L'ascension de PORTEO en champion panafricain

30 Rapport 2025 de la BAD : L'économie ivoirienne reste positive avec une croissance soutenue et une inflation maîtrisée

32 Marché financier de l'UEMOA : La Côte d'Ivoire confirme sa position dominante

36 Tour F : Le sommet de l'ambition immobilière ivoirienne

41 Côte d'Ivoire : ISIS Immobilier, pionnier d'un secteur en pleine transformation

Agriculture

47 Kobenan Kouassi ADJOUmani, Ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières de Côte d'Ivoire : « Il n'y a plus d'insécurité alimentaire sévère en Côte d'Ivoire »

55 Cacao ivoirien : De la fève à la valeur ajoutée

57 Secteur de l'anacarde ivoirien : Place à la transformation

Energie

60 Industrie extractive : Une accélération vers le cercle des pays producteurs

63 Côte d'Ivoire : Le hub énergétique se met en place

Champions du mois

72 Habyba THIERO, Femme d'impact !

76 ALICE GNAPA, Une entrepreneure inspirante pour la jeunesse africaine

Ports & Aéroports

79 Port d'Abidjan : 75 ans d'histoire, 13 ans de transformation

RSE & Développement Durable

81 7^{ème} édition des Rencontres de la RSE : Pari gagné pour le cabinet MinDo Consultants et ses partenaires

Zone Franche

98 Stabilité politique et développement économique

Administration / Marketing

Président Directeur Général
Léon Anjorin KOBODE

**Directeur du
Développement
Conseil Spécial de l'éditeur,
Contributeur**
Noël YAO

Responsable Relation Client
Séphora Laurie ADOMOU

RÉDACTION

Directeur de la Publication
Mamadou Lamine DIATTA

**Directeur des Réditions,
Chargé des Suppléments**
Josué Blaise MBANGA KACK

Directeur Éditorial

Eric CHINJE

Conseiller Editorial

Jean Victor NKOLO

Rédactrice en Chef

Ronie Floride AGAMMA

Secrétaire de Rédaction

Jesdias LIKPETE

Direction artistique /

Maquette

Isidore Cossi AZA

IMPACT BUSINESS est édité

**par
MINDO CONSULTANTS,
imprimé à 10.000
exemplaires**

Tél : 00229 0197304383

Whatsapp : 0033 651154655
Maro militaire, rue 203,
proche Bâtimat, Cotonou



IMPACT BUSINESS

LE MAGAZINE DES ÉCONOMIES AFRICAINES

Ce numéro Hors-Série sur la Côte d'Ivoire a été réalisé grâce au concours du :

- * DG Conseil du Café-Cacao
- * PDG PORTEO Group
- * PDG SOROUBAT
- * PDG Groupe EBOMAF
- * DG LONACI

Merci à tous ces partenaires et à tous les annonceurs.



Éditorial



Par Léon Anjorin KOBODE
Éditeur d'Impact Business



OBV, la fierté africaine

La Côte d'Ivoire n'est pas seulement un carrefour africain de l'ambiance ou de la création artistique. C'est aussi le pays de la résilience et de l'espoir. Ce pays sait rebondir après les épreuves. Les Éléphants, lors de leur épopee à la CAN 2023, nous ont offert de beaux spectacles, mais surtout de belles leçons d'humilité et de résilience. Oui, l'histoire de ces dernières décennies du pays est jalonnée d'épreuves et de résilience : Une scène politique agitée, des joutes électorales à l'issue incertaine, une jeunesse longtemps en quête de repères, une guerre civile, puis un long processus de réconciliation. Le pays a frôlé le chaos avant d'amorcer, dès 2012, une relance structurée.

Près de 15 ans après l'arrivée au pouvoir de l'actuel Président de la République, faire le bilan ne devrait pas être un simple exercice politicien. Aller au-delà est une exigence morale. Quel est aujourd'hui le profil de l'Ivoirien, fruit de cette transformation impulsée par la gouvernance du Président Alassane Ouattara ? Voilà la question essentielle.

La gouvernance du Président ivoirien a attaqué la pauvreté à la racine, modernisé l'administration publique, restauré la confiance des partenaires internationaux, lancé un vaste programme de développement des infrastructures et remis sur pied un système éducatif en grande difficulté.

Plus concrètement : les Filets sociaux productifs

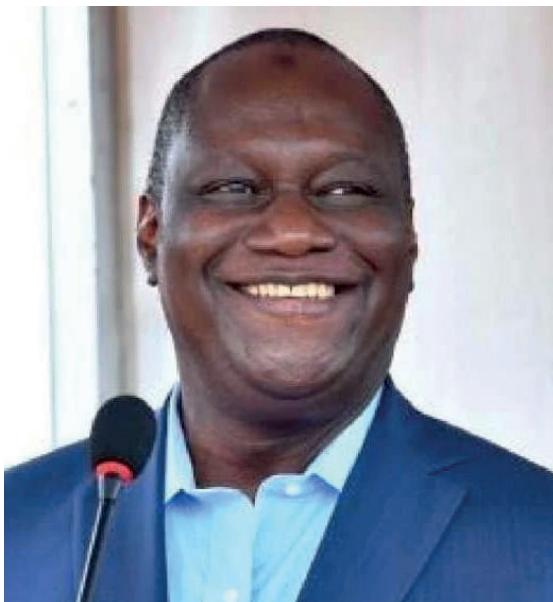
ont bénéficié directement aux ménages ; les investissements massifs dans les infrastructures, l'extension du réseau électrique via le programme Électricité Pour Tous, l'élargissement de l'accès à l'eau potable à une majorité de la population, sans oublier les mesures concrètes en faveur du pouvoir d'achat des couches les plus vulnérables. Le bilan économique et social du Président Alassane Ouattara qui se défend de lui-même. Sans artifices ni manœuvres politiques.

Dans ce hors-série consacré au pays de Félix Houphouët-Boigny, une interview exclusive du Ministre du Budget et des Finances apporte des données chiffrées sur la croissance, les progrès et les performances du pays. Sans occulter les défis. C'est tout le sens de cette édition spéciale : montrer les performances économiques, mais aussi saluer l'état d'esprit conquérant du Orange-Blanc-Vert (les couleurs du drapeau de la Côte d'Ivoire). La Côte d'Ivoire est aujourd'hui un point de fierté sur la carte africaine.

Une fierté que nous appelons les Ivoiriens à préserver, en faisant primer la paix, quelles que soient les divergences ou les frustrations politiques.

Ce hors-série est aussi une manière de souhaiter un joyeux anniversaire à la Nation ivoirienne, qui fête, ce 7 août 2025, ses 65 ans — un âge de sagesse, qualité précieuse dans un contexte international incertain.

Téné Birahima Ouattara : Efficace jusqu'au bout !



Fidèle parmi les fidèles dans l'entourage res-treint du président ivoirien, Téné Birahima Ouattara cultive le secret. Frère cadet du Chef de l'État, il est un homme discret, et ses proches reconnaissent ce trait de caractère chez l'ancien tré-

sorier du RDR. « Son tempérament colle bien avec son poste ministériel », commente un journaliste français. Au palais présidentiel, ses anciens collaborateurs se souviennent de ce gestionnaire rigoureux des ressources financières. Certains ajoutent qu'il a su garder la rigueur du banquier, son métier de base. Élu de la région de Tchologo, ancien ministre des Affaires présidentielles et actuel ministre de la Défense dans le gouvernement du Premier ministre Robert Beugré Mambé, « Photocopie », en raison de sa ressemblance physique avec son aîné, il ne cherche pas à se faire une place sous les feux de la rampe. Pourtant, il est loin d'être inactif dans son département ministériel. Grâce à un dispositif de lutte contre la violence des groupes armés, ses équipes peuvent se targuer de réussir leur mission. Bien qu'il soit très occupé sur le front militaire, Téné Birahima Ouattara reste une voix influente sur les dossiers politiques. Considéré comme un baron du RHDP, il aura un rôle de premier plan à jouer dans la réélection de Alassane Ouattara à l'issue de la présidentielle d'octobre 2025. « Photocopie » pourra surtout mobiliser ses équipes de militants sur le terrain.

Jean-Louis Moulot : Les résultats d'abord

En début d'année 2025, Jean-Louis Moulot, directeur général de la Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (SODEXAM), entreprise ivoirienne, a annoncé que sa structure avait enregistré un résultat net de « 1,613 milliard FCFA en 2024 » contre « 1,661 milliard en 2023 ». Jean-Louis Moulot a expliqué que la baisse du résultat net entre 2023 et 2024 « est due aux investissements importants consentis sur les plateformes domestiques pour s'assurer que les aéroports et stations météorologiques répondent aux normes internationales ». Spécialiste en management public, le directeur général de la SODEXAM est titulaire d'un master en aménagement du territoire et développement local ainsi que d'un bachelor en sciences politiques obtenus à l'Université du Québec à Montréal. De 2010 à 2019, il a été conseiller, puis directeur de cabinet adjoint et conseiller spécial du président de la République de Côte d'Ivoire. Dans



la ville de Grand-Bassam, dont il est le maire, ses administrés lui vouent admiration et respect.

Mohamed-Ali Hachicha : Bâtisseur engagé et entrepreneur à succès



A la tête du groupe SOROUBAT, leader du BTP en Tunisie, Mohamed-Ali Hachicha a su internationaliser son entreprise en s'implantant avec succès dans plusieurs pays africains. Entrepreneur bien établi à Abidjan depuis 2007, il doit cette installation à son père, Noureddine, originaire de Sfax et fondateur en 1974 du groupe Soroubat (Société de routes et de bâtiments), basé à Tunis. Ce dernier s'est tourné vers les marchés ouest-africains à partir de 2004. Visionnaire et profondément engagé dans le développement économique et social de l'Afrique, Mohamed-Ali Hachicha ne se limite pas au secteur du BTP. Il investit également dans d'autres secteurs comme le sport, l'agriculture, et l'imprimerie via NOURMONY HOLDING. Passionné de football, il est le président du FC San Pedro, un club évoluant en première division du championnat ivoirien. Sous son impulsion, le club a remporté plusieurs titres et participé à de nombreuses compétitions africaines. Il est également à l'origine de l'un des plus grands centres de formation de football en Afrique, situé à Brofodoumé, à 25 km d'Abidjan. Ce centre sportif moderne couvre une superficie de 26 hectares.

Malékah Mourad Condé : A fond dans la promotion touristique…

Nommée en septembre 2021 directrice générale de Côte d'Ivoire Tourisme, Malékah Mourad Condé a redonné une nouvelle impulsion à ce secteur au potentiel remarquable. Après avoir instauré un dialogue permanent avec les acteurs touristiques, reformulé les offres et impliqué les artistes dans la promotion de la destination Côte d'Ivoire, elle a redynamisé Côte d'Ivoire Tourisme. Un exemple frappant : la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN) 2023. Le pays n'a pas seulement remporté le trophée, la compétition a également boosté la promotion touristique. « La CAN a permis de désaisonnalisier l'activité touristique de notre destination », avait reconnu la directrice générale de Côte d'Ivoire Tourisme, Malékah Mourad Condé, au lendemain du tournoi continental. Comment maintenir la promotion des villes de l'intérieur du pays ? Comment améliorer la disponibilité des informations touristiques ? Voici quelques-uns des défis auxquels fait face CIT dans un contexte où l'accès aux sites



touristiques et les investissements durables sont des conditions impératives pour une promotion efficace et globale de la destination Côte d'Ivoire.



Au cœur
de vos constructions.

Scannez moi pour
plus d'informations



• Béton prêt à l'emploi

- CENTRALE À BÉTON PK 22
- CENTRALE À BÉTON PK 24
- CENTRALE À BÉTON BINGERVILLE
- CENTRALE À BÉTON AKWABA ANANI

• Béton préfabriqué à notre usine sis au PK27 (50.000m²)

- CANIVEAU EN BÉTON ARMÉ
- BUSE EN BÉTON ARMÉ
- DALOT EN BÉTON ARMÉ
- POTEAU ÉLECTRIQUE
- DISPOSITIF BARRIÈRE AUTOROUTIÈRE
- ÉCAILLES DE PONT
- BRIQUES • PAVÉS
- BUSES • CANIVEAUX
- MUR EN BÉTON PRÉFABRIqué



+280
Collaborateurs

+150
Matériels

Côte d'Ivoire

Un cadre de financement lié à la durabilité lancé avec la Banque mondiale

Le 1er juillet 2025, la Côte d'Ivoire a annoncé le lancement de son cadre innovant de financement lié à la durabilité ("Sustainability-Linked Financing"), développé en partenariat avec le groupe de la Banque mondiale. Ce mécanisme lie directement le coût d'emprunt de la Côte d'Ivoire à la réalisation d'objectifs en matière d'environnement et de climat, notamment dans les secteurs de l'énergie renouvelable et de la gestion forestière. Il introduit un mécanisme de tarification à double sens pour les financements, offrant une réduction des taux d'intérêt si la Côte d'Ivoire dépasse ses objectifs ambitieux, et une augmentation si les objectifs ne sont pas atteints. La mise en œuvre de ce cadre vise à poser les bases de la première opération de prêt lié à la durabilité ("Sustainability-Linked Loan"), qui marque la première utilisation combinée des produits de garantie de la BIRD et de la MIGA sous un mécanisme de 1ère perte/2ème perte.



Financement du budget

La Côte d'Ivoire dépasse de plus de 500 milliards ses prévisions de ressources propres mobilisées à fin mars 2025



Au terme du premier trimestre de l'année 2025, les ressources mobilisées pour le financement du budget de l'État s'élèvent à 3 707 milliards FCFA, pour une prévision de 3 200,7 milliards FCFA, soit un taux

de réalisation de 115,8 %, selon les informations rendues publiques le 2 juillet 2025 par le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly. Avec un excédent de plus de 500 milliards de FCFA, ces ressources comprennent 1 647,8 milliards FCFA de recettes budgétaires, constituées de recettes fiscales, de recettes non fiscales et de dons, ainsi que 2 059,2 milliards FCFA de ressources de trésorerie.

D'après Amadou Coulibaly, l'exécution du budget de l'État a été marquée par une mobilisation relativement satisfaisante des recettes et une gestion rigoureuse des dépenses, qui ont été contenues dans les prévisions.



Ivoire Tech Forum 2025

100 milliards FCFA pour la création du Fonds Ivoirien de l'Innovation Technologique (F2IT)

La première édition de l'Ivoire Tech Forum s'est tenue du 10 au 11 juillet 2025 à Abidjan, sous le thème "Le numérique au service de tous : comment les nouvelles technologies transforment notre quotidien". L'événement, organisé par le ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation, a réuni des startups, des experts, des investisseurs et des représentants d'institutions locales et internationales. Parmi les principales annonces, le ministre a annoncé la création

du Fonds Ivoirien de l'Innovation Technologique (F2IT), doté d'un capital initial de 100 milliards FCFA (soit 152,4 millions d'euros), destiné à financer et structurer les startups à fort potentiel.

Ce fonds sera mis en œuvre sous la forme d'une société à participation publique minoritaire, avec une gouvernance alignée sur les standards du secteur privé. Par ailleurs, un comité de labellisation sera chargé d'identifier les projets les plus prometteurs.



Infrastructures routières

Comment la Côte d'Ivoire se transforme

La Côte d'Ivoire est engagée dans une transformation infrastructurelle sans précédent. Depuis plus d'une décennie, le pays fait des infrastructures routières un pilier central de sa stratégie de développement.

► Par Alakagni HALA

En Côte d'Ivoire, les infrastructures routières sont en pleine expansion. L'ampleur des travaux est impressionnante. Sous l'impulsion du président Alassane Ouattara, le gouvernement a consenti des

investissements massifs dans le secteur. Le réseau de routes bitumées est passé de 6 500 km en 2011 à 8 100 km en 2024. Jusqu'en 2011, le pays ne comptait que 145 km d'autoroutes, avec l'Autoroute du Nord reliant Abidjan à Singrobo. Depuis

août 2023, cette infrastructure s'étend désormais sur 344 km, jusqu'à Bouaké, deuxième grande ville du pays. Aujourd'hui, le réseau autoroutier atteint 410 km, contre 150 km il y a une dizaine d'années. Le programme se poursuit avec



le prolongement de l'Autoroute du Nord jusqu'aux frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Pour les autorités, cette infrastructure constitue l'épine dorsale du réseau routier national. Elle soutient la stratégie de la Côte d'Ivoire de se maintenir comme hub logistique régional, au service des pays sans façade maritime et de consolider sa position de leader économique en Afrique de l'Ouest. S'il est une ville où l'impact des infrastructures routières est particulièrement visible, c'est bien Abidjan. Face à une congestion chronique, le gouvernement a misé sur des ouvrages structurants : ponts, échangeurs et voies de contournement. Le pont Henri Konan Bédié (HKB), par exemple, a profondément transformé la mobilité entre la grande commune de Cocody et celles de Marcory, Koumassi et Port-Bouët, en

réduisant considérablement le temps de trajet. Des échangeurs complexes comme celui de Marcory ont fluidifié les axes routiers et atténué les embouteillages aux heures de pointe. Le 4e pont d'Abidjan a également marqué un tournant. Ce viaduc de 1,4 km relie Yopougon au Plateau, le quartier des affaires. L'infrastructure, accompagnée d'échangeurs modernes, a transformé les flux de circulation entre les deux pôles urbains. Parmi les ouvrages les plus emblématiques figurent l'échangeur de Solibra (financé par le Japon), l'échangeur du grand carrefour de Koumassi, et celui du carrefour Akwaba, sur la route de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny. La voie de contournement d'Abidjan, ou Y4, toujours en cours de réalisation fait partie aussi des nouveaux bijoux de la capitale économique. Ces infrastructures

symbolisent la volonté du pays de s'inscrire dans une modernité urbaine et logistique. Mais au-delà du béton et du bitume, leur impact économique est tangible : réduction des temps de transport, baisse des coûts logistiques, et amélioration de la compétitivité des entreprises. C'est dans cette logique que le gouvernement poursuit son programme infrastructurel, tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays. Le Plan national de développement (PND) maintient les infrastructures routières parmi ses priorités. Les nouvelles voies rapides ne se contentent pas de relier les grandes villes. Elles dé-senclavent également les zones rurales, véritables réservoirs de production agricole et facilitent l'écoulement des récoltes vers les marchés et les ports, renforçant ainsi l'intégration territoriale et économique.



Créée par le décret n°97-228 du 16 avril 1997, la SODEXAM est responsable de la gestion, de l'exploitation et du développement des aéroports, de la météorologie et des activités aéronautiques en Côte d'Ivoire. A ce titre, elle est chargée de toutes les opérations industrielles, commerciales, mobilières, immobilières et financières permettant de **développer 8 aéroports et 14 stations météorologiques** de l'intérieur du pays et/ou se rattachant directement ou indirectement à son activité. Et ce à travers : la mise en œuvre de la réglementation relative à l'aviation civile et à la météorologie dans les domaines d'activités ci-après :

la navigation aérienne

le suivi et le contrôle des concessions d'aéroports

la médecine aéronautique et aéroportuaire

la sûreté et facilitation aéroportuaire

la météorologie et les secteurs y afférents(ex:agrométéorologie, hydrologie, changement climatique, etc)

Les Grandes réalisations Aéroports



Aéroport de Korhogo



Aéroport de San Pedro



Nos Stations météo

Abidjan	Korhogo
Adiaqué	Man
Bouaké	Odienné
Bondoukou	San Pedro
Daloa	Sassandra
Dimbokro	Tabou
Gagnoa	Yamoussoukro



Nos Aéroports

Bouaké	Korhogo	San Pedro	Sassandra
Man	Odienné	Tabou	Yamoussoukro

Médecine Aéronautique et Aéroportuaire



Radiologie

Ophtalmologie

Psychiatrie

Otorhinolaryngologie

Kinésithérapie

Laboratoire

Cardiologie

Expertise médicale

Météorologie

Les Projets **VIGICLIMM** et **SPAP-PARU** sont déployés concomitamment entre 2024 et 2027 et Ils vont permettre de renforcer les capacités des acteurs institutionnels de la chaîne d'alerte précoce. Les deux projets sont complémentaires et ont une seule et même finalité, celle d'améliorer la résilience de la population et de l'économie ivoirienne aux événements météorologiques et climatiques.

C'est un projet de construction du 1er centre régional en Afrique subsaharienne francophone pour la vigilance, les alertes et un centre de maintenance comprenant:

•La fourniture et l'installation d'équipements d'observation météorologique comprenant 30 stations météorologiques;

•La fourniture, l'installation et la réception de systèmes d'informations météorologiques, système de prévision et d'utilisation améliorée de modèles de prévisions météorologiques et climatiques;

*Développement d'applications dédiées à la fourniture de services agro-météo et aux alertes aux inondations.



Depuis le 3 juin, la SODEXAM a lancé sa politique RSE et ESG, dans l'optique d'affirmer son engagement responsable dans le secteur aéroportuaire, aéronautique et météorologique en Côte d'Ivoire, la SODEXAM a entrepris depuis 2022, sa démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE).

Adama Coulibaly, Ministre ivoirien des Finances et du Budget

« Le social reste une priorité pour le président Alassane Ouattara »

Le budget 2025, les politiques publiques en faveur du social et de la jeunesse, la dette du pays. Le Ministre ivoirien des Finances et du Budget, Adama Coulibaly, n'élude aucune question dans cet entretien grand format exceptionnel avec Impact Business.

► Propos recueillis par Léon Anjorin KOBOUDE et Mamadou Lamine DIATTA



77,3 % des populations ont moins de 35 ans... Quelle est la stratégie de développement prévue pour faire de cette jeunesse un atout afin de capturer le dividende démographique ?

Avec 77,3 % de la population âgée de moins de 35 ans, la Côte d'Ivoire a élaboré un plan d'action visant à placer la jeunesse au centre de sa politique de développement. C'est ainsi que le Président de la République a décrété l'année 2023 « Année de la Jeunesse ». Cette vision du Chef de l'Etat a été matérialisée par la mise en place du Programme jeu-

nesse du gouvernement (PJ-Gouv) 2023-2025. Ce programme vise à renforcer l'autonomisation et l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Doté d'un budget de 1118 milliards de FCFA, il prévoit d'impacter 1500 000 jeunes sur trois ans. Ce programme couvre les domaines tels que la formation, l'emploi, l'entrepreneuriat et l'engagement citoyen, tout en améliorant leurs conditions de vie et leur bien-être. Par ailleurs, l'Etat soutient l'entrepreneuriat et la création d'emplois grâce à des mécanismes tels que les incubateurs et le financement des projets innovants, qui ont permis de lancer plusieurs centaines d'entreprises dirigées par des jeunes en 2023. Le document Côte d'Ivoire Solidaire pré-

Ces investissements massifs dans les infrastructures visent à réduire les disparités territoriales, améliorer l'accès des populations rurales aux services de base ...

voit en outre la création de 8 millions d'emplois d'ici 2030, ce qui contribuera à réduire significativement le chômage des jeunes.

En discutant avec l'Ivoirien lambda, on constate une amélioration progressive du pouvoir d'achat malgré l'inflation. Peut-on affirmer que le social est au cœur des politiques économiques de S.E.M. Alassane Ouattara ?

Oui, il est tout à fait pertinent de dire que le social est au cœur des politiques économiques de S.E.M. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, et ce, pour plusieurs raisons, notamment les actions concrètes mises en place sous sa présidence. Ainsi, bien que la Côte d'Ivoire ait été confrontée à des défis économiques nationaux et mondiaux, l'inflation fléchit néanmoins de 4,4 % en 2023 à 3,5 % en 2024 grâce à la mise en œuvre des mesures contre la cherté de la vie. En effet, plusieurs initiatives politiques et économiques ont été prises pour améliorer la vie des citoyens, en particulier les plus vulnérables. Avec la mise en œuvre du programme social du gouvernement (PSGouv) depuis 2019, l'amélioration de la protection sociale par l'instauration de la couverture maladie universelle est une priorité. Pour l'année 2024, le PSGouv a été exécuté à hauteur de 962,6 milliards de FCFA. Quant aux Filets Sociaux Productifs, de 2016 à 2024, 457 000 ménages vulnérables ciblés ont bénéficié de transferts monétaires trimestriels assortis de mesures d'accompagnement pour une meilleure inclusion sociale. Le coût budgétaire de cette activité est estimé à 155,844 milliards de FCFA pour l'année 2024. Par ailleurs, des investissements massifs dans les infrastructures ont été réalisés, en particulier dans les zones rurales, pour réduire les inégalités géographiques en matière de développement. Ces infrastructures incluent les projets routiers pour connecter les zones rurales aux grands centres éco-

nomiques, l'extension du réseau électrique à travers le Programme Électricité Pour Tous, d'un montant de 3 milliards de FCFA en 2024, et le renforcement de l'accès à l'eau potable pour toucher une majorité de la population. De plus, au niveau de l'éducation et de la formation, 2 122 salles de classe ont été construites au préscolaire et au primaire, ainsi que 85 collèges de proximité. Par ailleurs, 20 hôpitaux ont été réhabilités et équipés, avec 242 nouveaux établissements ouverts, offrant des services de nutrition à travers les unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires fonctionnelles (UNTA) pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) dans les 113 districts sanitaires. De même, 12 000 logements sociaux, pour un coût estimé à 5 milliards de FCFA, ont été construits en 2024. Pour soutenir le pouvoir d'achat, plusieurs mesures d'ordre salarial ont été prises, notamment la revalorisation des salaires des fonctionnaires, des agents de l'État et des forces de défense et de sécurité. La mise en œuvre de ces mesures représente un effort additionnel d'environ 227 milliards de FCFA par an. Dans ce même ordre d'idées, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) a été revu à la hausse et est passé, depuis trois ans désormais, de 60 000 FCFA à 75 000 FCFA, pour soulager les travailleurs confrontés à la cherté de la vie. En outre, le président de la République a procédé à l'octroi d'une prime exceptionnelle de fin d'année aux fonctionnaires et agents de l'État, ainsi qu'à la revalorisation de leurs indemnités de logement. Par ailleurs, l'État a procédé au plafonnement des prix des produits essentiels comme le riz, l'huile et le sucre, à la subvention des carburants, à des exonérations fiscales sur certains produits importés et à des aides directes aux populations vulnérables. Il convient de souligner que les efforts du gouvernement ont permis de faire baisser le taux de pauvreté de 51,5 % en 2011 à 37,5 % en 2023, grâce à des politiques de redistribution des richesses et à un développement économique qui, bien que marqué par la croissance, intègre des dimensions sociales. En 2024, dans l'élan de l'amélioration des conditions de vie des populations, un montant de 3 404,8 milliards de FCFA est consacré aux dépenses pro-pauvres, en hausse de 3 % par rapport à 2023 (+87,2 milliards). Il est donc légitime d'affirmer que le social est au cœur des politiques économiques du président Alassane Ouattara.

La Côte d'Ivoire est le moteur économique de l'espace UEMOA, dont les pays connaissent l'inflation. Le taux d'inflation de votre pays est légèrement supé-

rieur au seuil communautaire, fixé à 3 %. Comment réussissez-vous à contenir l'envolée inflationniste ?

Depuis 2022, la Côte d'Ivoire a connu une évolution notable de son taux d'inflation, influencé par divers chocs exogènes, notamment la crise en Ukraine et les crises sécuritaires dans la sous-région. En 2022, le taux d'inflation a atteint 5,2 %, principalement en raison de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques, conséquence de la conjoncture internationale. Grâce aux mesures prises par le gouvernement pour lutter contre la vie chère, ce taux a connu une légère baisse en 2023, se situant à 4,4 %. En 2024, ce taux est ressorti à 3,5 % grâce à une combinaison de mesures ciblées et efficaces mises en œuvre. Ces mesures ont concerné la stabilisation des prix des produits de première nécessité, rendue possible par des subventions sur des biens essentiels tels que le riz, l'huile, le sucre et les hydrocarbures, permettant de limiter leur impact sur le pouvoir d'achat des ménages. En parallèle, nous avons pris des mesures pour réduire les coûts des transports et soutenir le secteur agricole, ce qui a contribué à maîtriser les coûts des intrants agricoles et à stabiliser les prix des produits alimentaires. Par ailleurs, une lutte active contre les pratiques spéculatives a été menée, notamment par le contrôle des prix et des marges commerciales, ainsi que par la sensibilisation des opérateurs économiques afin de promouvoir des pratiques commerciales responsables. Grâce à cet ensemble de mesures, nous avons réussi à maintenir l'inflation à un niveau relativement bas, malgré un contexte mondial marqué par des perturbations économiques. Notre objectif à moyen terme reste de ramener l'inflation sous le seuil de 3 % fixé par l'UEMOA, tout en poursuivant nos efforts pour protéger les populations les plus fragiles et renforcer leur résilience face aux chocs économiques. Au niveau régional, la tendance baissière observée résulte également des effets de la politique monétaire conduite par la Banque centrale, qui s'est traduite par un relèvement des taux directeurs de 2,25 % en 2022 à 3,5 % en 2024.

Parlons de l'attractivité de l'économie ivoirienne. Quelles sont les récentes réformes gouvernementales pour attirer davantage les investissements étrangers?

Le gouvernement a entrepris plusieurs réformes pour faciliter la création d'entreprises, notamment

Pour soutenir le pouvoir d'achat, plusieurs mesures d'ordre salarial ont été prises, notamment la revalorisation des salaires des fonctionnaires, des agents de l'État et des forces de défense et de sécurité.

la simplification des procédures administratives par la création d'un guichet unique de création d'entreprises (CEPICI) et la dématérialisation des démarches administratives. De plus, un nouveau Code des investissements, visant à améliorer la compétitivité du pays en offrant de meilleures incitations fiscales et en réduisant les barrières à l'entrée pour les investisseurs étrangers, a été adopté en 2020. Par ailleurs, le gouvernement a fait de l'amélioration et de la modernisation des infrastructures économiques un axe central de son plan de développement, ce qui contribue à attirer plus d'investissements directs étrangers. La Côte d'Ivoire a également mis en place plusieurs zones économiques spéciales (ZES) et parcs industriels pour favoriser l'implantation d'entreprises étrangères dans des secteurs stratégiques. Cette volonté a été marquée par la création de parcs industriels agroalimentaires et de zones franches, telles que le parc industriel d'Akoupé-Zeudji et la zone franche industrielle de Yamoussoukro, qui attirent des investisseurs dans des secteurs comme l'agro-industrie, le textile et les nouvelles technologies. En outre, le gouvernement a entrepris des réformes du secteur financier, notamment le renforcement de la régulation du marché financier, les mesures de protection des investisseurs et la création de nouveaux instruments financiers pour attirer les investisseurs étrangers. Cela a permis l'augmentation de l'activité de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). En définitive, les réformes mises en place par le gouvernement ont permis de rendre le pays plus attractif pour les investisseurs étrangers.

Plusieurs agences de notation reconnaissent que la Côte d'Ivoire est dans la catégorie des pays à risque faible. C'est certainement un motif de satisfaction pour le ministre des

Finances et du Budget que vous êtes...

Effectivement, la Côte d'Ivoire a fait d'énormes progrès ces dernières années en matière de renforcement du cadre macroéconomique et d'assainissement de la gestion financière. Le fait que plusieurs agences de notation classent la Côte d'Ivoire parmi les pays à risque faible est un signe de reconnaissance du travail effectué par le gouvernement pour maintenir un environnement économique favorable. Ces agences de notation évaluent positivement la situation financière du pays, faisant de nous le 3ème État le mieux noté d'Afrique subsaharienne après le Botswana et l'île Maurice. Moody's a relevé la notation à Ba2 avec des perspectives positives en mars 2024, grâce aux avancées économiques et fiscales enregistrées. Quant à l'agence Standard & Poor's, elle a accordé à la Côte d'Ivoire une notation BB stable en septembre 2024, confirmant la solidité de l'économie. En ce qui concerne l'agence de notation financière Fitch Ratings, elle a confirmé, en janvier 2025, la note de la Côte d'Ivoire à BB, avec une perspective stable. L'OCDE a rehaussé la classification risque-pays de 6 à 5, illustrant la confiance dans la stabilité économique du pays. Cette perception positive du crédit de la Côte d'Ivoire est le fruit d'une approche prudente et stratégique vis-à-vis de sa dette, du respect des meilleures pratiques internationales en matière de gestion de la dette, ainsi que de la mise en œuvre de réformes économiques structurelles ambitieuses en matière d'assainissement des finances publiques, de renforcement du climat des affaires et de compétitivité économique. En effet, la mise en place de politiques budgétaires rigoureuses, associée à une réforme fiscale audacieuse visant à accroître les recettes publiques, a permis à la Côte d'Ivoire de maintenir la viabilité de ses finances publiques. Le gouvernement a également veillé à optimiser les dépenses publiques et à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques. Toutefois, maintenir cette position exige de poursuivre les réformes structurelles et de renforcer les fondements économiques pour garantir une croissance inclusive et une stabilité à long terme.

Malgré les performances de l'économie ivoirienne, les critiques pleuvent (notamment dans le rang des opposants) en ce qui concerne la dette du pays. Qu'en dites-vous ?

À ce propos, il faut dire d'entrée de jeu que l'appréciation du niveau de la dette publique, qui se limiterait à une simple analyse de l'évolution du stock

nominal de la dette, est insuffisante. En effet, si vous voulez évaluer le niveau d'augmentation du stock de la dette, il vous faut obligatoirement établir un parallèle entre cette évolution et celle de la richesse créée, c'est-à-dire le produit intérieur brut (PIB), qui est passé de 12 324,7 milliards de FCFA en 2010 à 47 790,9 milliards de FCFA à fin 2023, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 11 %. Cette précision faite, il faut dire que la gestion de la dette publique de l'État de Côte d'Ivoire s'est considérablement améliorée ces dix dernières années. La situation actuelle est peu alarmante, non seulement du fait du quantum, mais aussi de la composition de la dette. En 2011, le ratio de la dette rapporté au PIB était de 69,2 %. À la faveur de l'initiative PPTE, ce ratio est tombé à 34,2 % en 2012, avant de progressivement remonter à 58,1 % à fin 2023, bien en deçà du seuil de 70 % défini pour l'UEMOA. Le FMI situe notre taux d'endettement bien en deçà de celui de pays tels que l'Afrique du Sud (73,4 %), le Kenya (73,1 %) ou le Brésil (81,2 %). Cette hausse s'explique principalement par la mise en œuvre de vastes programmes de relance et par la mise en place successive de plans nationaux de développement (PND), dont la mise en œuvre a nécessité le recours à l'endettement. Quant à la composition de la dette ivoirienne, les trois principaux risques du portefeuille sont maîtrisés grâce à la mise en œuvre régulière de la gestion

... nous avons réussi à maintenir l'inflation à un niveau relativement bas, malgré un contexte mondial marqué par des perturbations économiques.

des passifs, dont l'objectif est de couvrir les risques liés à l'endettement, notamment les swaps de devises, swaps de taux, swaps de dette et le reprofilage à travers les opérations de rachat, afin de couvrir respectivement le risque de change, le risque de taux d'intérêt, les lignes de dette et le refinancement. Il faudrait aussi noter que seulement 10,6 % du portefeuille est exposé à des fluctuations de change. En effet, le FCFA de l'UEMOA (XOF) demeure la monnaie dominante dans la dette ivoirienne (45,0 % du stock), suivie par l'euro (44,4 %) et le dollar U.S. (6,7 %). En outre, seulement 10,2 % du portefeuille de la dette est à des taux d'intérêt variables, et la maturité moyenne de l'en-

semble du portefeuille de dette est de 7,1 ans. Pour mémoire, la récente émission d'eurobonds a été un succès et a achevé de convaincre tous les observateurs des performances de la Côte d'Ivoire en la matière, car elle a servi principalement à la gestion des passifs en vue de maintenir un risque de surendettement modéré. Cette opération a valu à la Côte d'Ivoire le prix du meilleur gestionnaire de risque de dette souveraine au monde, décerné par le prestigieux magazine financier international RISK. En outre, le pays, avec le concours de la Banque mondiale, a réalisé la première opération de debt swap for development, qui a permis d'améliorer le profil de la dette publique et de générer d'importantes économies budgétaires. Le FMI a confirmé en décembre 2024 que la Côte d'Ivoire reste classée dans la catégorie de « risque modéré de surendettement », ce qui signifie que le pays dispose d'une capacité de remboursement solide malgré les différents chocs exogènes liés à la COVID-19 et à la guerre en Ukraine. Cela démontre que la gestion de la dette est robuste. Au total, nous avons une trajectoire d'endet-

... la gestion de la dette publique de l'État de Côte d'Ivoire s'est considérablement améliorée ces dix dernières années. La situation actuelle est peu alarmante, non seulement du fait du quantum, mais aussi de la composition de la dette.

tement maîtrisée. La stratégie budgétaire actuelle prévoit une réduction progressive du déficit public, qui passera de 4,0 % du PIB en 2024 à 3,0 % en 2025, respectant ainsi les normes de convergence de l'UEMOA et garantissant une trajectoire d'endettement maîtrisée.

En tant que puissance économique ouest-africaine, la Côte d'Ivoire est confrontée à un grave défi humanitaire à la frontière du voisin burkinabé. Qu'est-ce que le gouvernement prévoit pour endiguer cette problématique dans



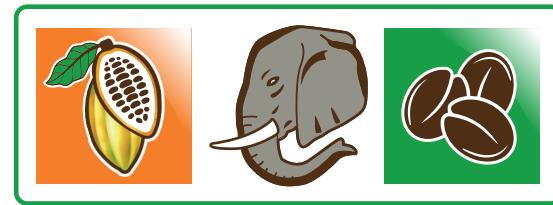
le cadre de son Plan national de développement ?

Environ 67 000 personnes ont trouvé refuge au nord-ouest de la Côte d'Ivoire à cause des attaques djihadistes au Burkina Faso. Ces mouvements de population ont mis sous pression les capacités d'accueil et de gestion des réfugiés. La crise humanitaire aux frontières du Burkina Faso a conduit le gouvernement ivoirien à adopter plusieurs stratégies pour y répondre efficacement. Il a mis en place des programmes d'accueil hu-



manitaire pour les réfugiés burkinabés fuyant les violences, notamment en mettant en œuvre des dispositifs d'accueil dans des camps et sites d'hébergement temporaires, tout en garantissant l'accès aux services de base tels que l'eau potable, la santé, l'éducation et l'alimentation. Des mesures de sécurité renforcées ont également été mises en place à la frontière pour protéger les populations vulnérables et assurer leur sécurité face à l'insécurité. Dans le cadre d'un renforcement de la coordination avec les partenaires internationaux, la Côte d'Ivoire

travaille en étroite collaboration avec des organisations telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), la Croix-Rouge internationale et d'autres agences humanitaires. La Côte d'Ivoire, face à la crise humanitaire à sa frontière avec le Burkina Faso, met en œuvre un ensemble de mesures pour accueillir, protéger et intégrer les populations déplacées, tout en soutenant les communautés locales et en contribuant au renforcement de la stabilité régionale.



Le Conseil du Café-Cacao

La Côte d'Ivoire au rendez-vous du café et du cacao **DURABLES et TRACABLES**





Venance KONAN, Journaliste-écrivain, cadre du RHDP

« Le bilan du Président Alassane Ouattara est largement positif »

Journaliste et ancien directeur général du grand et célèbre quotidien gouvernemental Fraternité-Matin, Venance Konan s'est prêté aux questions d'Impact Business sur le bilan global du Président Alassane Ouattara.

► Propos recueillis par YAO Noël

Venance Konan, quel regard portez-vous sur les 15 ans de pouvoir du Président Ouattara ?

Le bilan est largement positif. Je vois tout ce qui a été réalisé, et comme j'ai eu la chance de connaître tous les régimes qui ont gouverné

notre pays depuis notre indépendance, je peux faire des comparaisons. Et il n'y a pas photo, comme on dit. Mes diverses activités m'amènent à voyager souvent à l'intérieur du pays, et je constate de façon évidente comment nos villes et nos villages se développent depuis quinze ans. Bien sûr, il y a encore de nombreux domaines où



les efforts doivent être intensifiés, mais je sais aussi d'où nous venons. Je me rends également souvent hors du pays et je peux constater la différence. On dit souvent que « comparaison n'est pas raison », mais il serait utile que les détracteurs du Président Ouattara prennent le temps de voir comment les choses évoluent chez nos voisins, notamment ceux dotés des mêmes potentialités que nous.

En vous écoutant, peut-on en déduire que le Président Alassane Ouattara mérite l'appellation de "Grand Bâtisseur" dont nombreux Ivoiriens l'affublent ?

Oui, le Président Ouattara mérite amplement d'être appelé « le Grand Bâtisseur », à l'instar du premier Président Félix Houphouët-Boigny. Au regard de tout ce que nous voyons autour de nous et de ce que j'ai mentionné plus haut, je dirais qu'Houphouët-Boigny a jeté les fondations et réalisé le gros œuvre de l'État de Côte d'Ivoire. Ces fondations étaient tellement solides que, malgré les différents coups que le pays a subis, elles n'ont pas été ébranlées. Ouattara est actuellement en train de parfaire le gros œuvre tout en s'occupant des finitions.

Vous faites ces affirmations, certainement en raison des nombreuses infrastructures construites sous son

pouvoir. Mais, avec leur humour "légendaire", les Ivoiriens ironisent en disant : « on ne mange pas routes, on ne mange pas goudron », etc. Qu'avez-vous à répondre à cela ?

On ne mange certes pas les routes ni les ponts, mais ils font manger. On a toujours dit que la route précède le développement. Comment évacue-t-on les produits agricoles d'une région à une autre sans de bonnes routes et des ponts solides permettant de franchir les cours d'eau ? L'ivoirien désœuvré peut ne pas saisir le sens de l'expression « le temps, c'est de l'argent ». Mais quand on est transporteur ou opérateur économique, on comprend bien ce que permet un trajet rapide entre Abidjan et Korhogo ou San Pedro grâce à une bonne route. Allez demander aux populations de ma région, à Dimbokro, Bocanda, Ananda, Mbatto ou Anoumaba, si la route ne fait pas leur bonheur. Vous risquez d'être pris pour un fou ! (Rires)

Venance Konan, vous êtes journaliste. Revenons à vos premières amours. Sous le Président Alassane Ouattara, la liberté de la presse a-t-elle connu des avancées positives ou un recul regrettable ?

Je crois que la liberté de la presse s'apprécie au regard des tendances des journaux que l'on

trouve dans les kiosques. Toutes les opinions s'expriment dans les différents titres disponibles sur le marché, et je ne connais aucun journaliste qui ait été inquiété pour ce qu'il écrit, tant que cela ne viole pas les lois de la République. Si l'on fait la part des journaux qui soutiennent le pouvoir et ceux qui le combattent, je pense que ces derniers sont en réalité les plus nombreux. À la télévision également, je suis les débats politiques et je constate que toutes les tendances participent activement à ces échanges. Je me souviens d'une époque pas si lointaine, sous la présidence de M. Gbagbo pour être plus précis, où des sièges de journaux ont été incendiés, sacqués, et où le patron de la télévision a été débarqué manu militari. M. Tiémoko Assalé, aujourd'hui candidat à la présidence de la République, avait passé un an en prison pour un article qu'il avait écrit dans Le Nouveau Réveil. Sous M. Bédié, nombreux sont les journalistes qui ont connu la prison.

Allons maintenant sur le terrain politique, délicat et sensible en Côte d'Ivoire. Des candidats de l'opposition ont été radiés ou recalés par la Commission électorale indépendante, une institution que beaucoup estiment être à la botte ou à la solde du pouvoir actuel. Quel est votre jugement sur ce processus, qui suscite tant de polémique et d'accusations ?

Sur le plan juridique, c'est le Conseil constitutionnel qui tranche et il l'a fait. Je n'ai pas de commentaires à faire sur cette question. Sur le plan politique, je constate que depuis l'avènement du pouvoir du Président Ouattara, notre pays a connu quinze années de stabilité remarquable, troublée uniquement en 2020 par le mot d'ordre de boycott actif lancé par l'opposition, dirigée par M. Bédié. Je remarque aussi que notre pays a été préservé des attaques terroristes qui sont en train de détruire complètement nos voisins du nord et touchent également des pays côtiers comme le Togo et le Bénin. Sur le plan économique, ce climat de paix, de stabilité et de sécurité favorise les investissements et la création d'emplois. Prenez les avions en provenance d'Europe, et vous verrez qu'ils sont toujours pleins à craquer. Certaines compagnies aériennes ont même doublé leurs fréquences. Ce sont des indices très clairs.



TRIBUNE

Par Sophonie Jed KOBODE
Directeur de la recherche économique
chez Interglobe Conseils



La Côte d'Ivoire : croissance florissante, défis persistants

Depuis quinze ans, la Côte d'Ivoire impressionne par sa trajectoire économique : entre 2012 et 2019, le PIB réel a progressé en moyenne de 8,2 % par an, l'une des progressions les plus élevées au monde. Cette performance s'est maintenue après la pandémie, avec une croissance de 6,5 % entre 2021 et 2023, puis d'environ 6,1 % en 2024. Les projections tablent sur 6,3 % en 2025-2026. Mais derrière ces chiffres éclatants se profilent plusieurs fragilités à surveiller de près. La frénésie de dépenses publiques, couplée à un déficit commercial structurel, a enfanté ce que les économistes appellent les « déficits jumeaux ». D'un côté, le déficit budgétaire reste élevé : 6,8 % du PIB en 2022 (contre environ 2,3 % en 2019), ramené à environ 5,2 % en 2023 grâce à un effort de consolidation, et attendu autour de 4 % en 2024. De l'autre, le déficit de la balance courante demeure chronique, atteignant près de 8 % du PIB en 2023, stabilisé à 7,9 %. En valeur, cela représente environ 4,4 milliards de dollars. Cette croissance coexistant avec des déséquilibres budgétaires masque une réalité préoccupante : l'État continue de creuser ses déficits. Le moindre choc sur les cours du cacao pourrait faire vaciller ce beau château de cartes.

Conséquence directe de ces déséquilibres persistants : la position extérieure nette du pays se détériore. Le stock d'avoirs extérieurs

nets est passé de -46 % du PIB fin 2022 à -50 % en 2023. En d'autres termes, la Côte d'Ivoire doit davantage au reste du monde qu'elle ne possède d'actifs à l'étranger. C'est une ombre au tableau : une croissance ne vaut rien si elle ne renforce pas la souveraineté financière du pays.

Et la population dans tout cela ? La croissance est là, nous dit-on. Mais la pauvreté, elle aussi, demeure obstinément présente. Le taux de pauvreté national, bien qu'en recul, atteignait encore 39,5 % en 2018 selon la Banque mondiale. Des données plus récentes tardent à venir, mais le sentiment général reste celui d'une vie chère où les fruits de la croissance peinent à ruisseler jusqu'au plus grand nombre. L'inflation, notamment sur les produits alimentaires, érode le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables.

Le véritable capital d'une nation, ce ne sont ni ses ponts ni ses routes, mais ses hommes et ses femmes. Si la Côte d'Ivoire affiche de solides performances économiques, son capital humain reste faible. Son Human Capital Index s'établit à seulement 0,38 (2020), soit une perte estimée à plus de 60 % du potentiel de vie productive d'un enfant né aujourd'hui. La scolarisation secondaire reste insuffisante, et les dépenses en recherche et développement plafonnent à 0,13 % du PIB. Résultat : un vivier

de main-d'œuvre peu qualifiée, facteur limitant pour sortir du statut d'exportateur de matières premières et grimper dans les chaînes de valeur.

Ne nous y trompons pas : la performance ivoirienne n'est pas une illusion. Il existe une dynamique réelle, une énergie entrepreneuriale tangible. Mais le modèle actuel, reposant sur l'impulsion étatique et l'endettement extérieur, atteint ses limites. Il crée une croissance visible, spectaculaire, mais qui ne résout pas les problèmes de fond : dépendance financière, pauvreté de masse persistante, et faiblesse du capital humain.

Le véritable développement, celui qui est durable et qui profite à tous, ne se décrète pas à coups de plans d'investissement financés par la dette. Il naît de la liberté d'entreprendre, d'un État de droit garantissant la propriété privée, et d'un système éducatif qui donne à chacun les moyens de son autonomie. Plutôt que de s'enivrer des chiffres flatteurs de la croissance, les architectes de la



politique économique ivoirienne seraient bien inspirés de méditer la leçon de Bastiat : les véritables richesses sont celles que créent des individus libres et responsables, et non celles, ostentatoires, que l'État met en scène en hypothéquant l'avenir.



De la route à la souveraineté

L'ascension de PORTEO en champion panafricain

L'histoire de PORTEO Group est intimement liée à l'essor de l'infrastructure en Afrique de l'Ouest et illustre à merveille la trajectoire d'un champion africain émergent. En un peu plus d'une décennie, cette entreprise ivoirienne est passée du statut de nouveau venu audacieux dans la construction à celui de groupe panafricain intégré, multipliant les projets structurants et diversifiant ses activités stratégiques.

► Par Les fondations du succès



C'est en 2010 (environ) qu'Hassan Dakhllalah, jeune entrepreneur visionnaire, crée PORTEO BTP en Côte d'Ivoire. À l'époque, le pays sort de crise et a un besoin urgent de reconstruire routes, ponts, bâtiments. PORTEO se positionne sur ce créneau avec une ambition affichée : « bâtrir l'Afrique de demain ». Ses débuts sont marqués par une grande flexibilité opérationnelle et une politique d'investissement agressive. Plutôt que de sous-traiter l'équipement, le groupe investit dans

son propre parc de machines. Rapidement, on voit fleurir sur les chantiers ivoiriens la marque Porteo sur des bulldozers, fendeurs, grues... (environ 2 000 engins seraient en activité sous ses couleurs d'après un classement de The Africa Report). Ce choix s'avère payant : il permet à PORTEO d'intervenir vite et à moindre coût, se forgeant une réputation de fiabilité et de respect des délais. Sur un marché BTP ivoirien dominé jusque-là par quelques majors étrangères et groupes locaux établis, cette agilité fait la différence. En

2012, PORTEO décroche ses premiers gros contrats publics en Côte d'Ivoire, surfant sur le vaste programme de développement des infrastructures lancé par le gouvernement. Un autre atout clé se dessine : d'étroites relations de confiance, bâties sur la qualité du travail rendu. À Abidjan, on loue la capacité de PORTEO à livrer des tronçons routiers en un temps record, ou à reprendre des chantiers en difficulté. « La clé de son succès réside dans sa flexibilité opérationnelle, ses solides connexions et ses

investissements massifs » notait The Africa Report, résumant les premières années du groupe. En effet, PORTEO a très vite réinvesti ses profits pour grandir à l'échelle, passant de quelques dizaines d'employés à plus de 10 000 collaborateurs aujourd'hui.

De champion national à acteur panafricain

Forte de sa position en Côte d'Ivoire, l'entreprise ne tarde pas à regarder au-delà des frontières. À partir de 2015-2016, PORTEO entame son expansion en Afrique de l'Ouest et centrale, épousant ainsi la vocation d'un champion africain. Le Sénégal et le Bénin font partie de ses premiers terrains d'expansion, suivis du Togo et de la Guinée. Dans ces pays, le groupe s'insère souvent via des marchés obtenus en groupement ou en partenariat public-privé (PPP). Par exemple, au Bénin, PORTEO a participé à la réhabilitation de routes dans le cadre du Programme d'Actions du Gouvernement. En Guinée, la contribution se fera entre autres via des travaux des voiries urbaines à Conakry. Chaque nouveau projet lui permet d'implanter une filiale ou une base locale, constituant peu à peu un véritable réseau régional. À l'approche de 2020, PORTEO est désormais perçu comme un groupe ouest-africain plus qu'ivoirien : il intervient de Dakar à Cotonou, en passant par Lomé, Conakry, et son chiffre d'affaires explose. D'après Africa Business+, PORTEO BTP affichait 285,5 milliards de FCFA de revenus en 2023, soit environ 436 millions d'euros, alors qu'il n'avait que 13 années d'existence. Cette progression fulgurante lui vaut d'intégrer le classement des 500 plus grandes entreprises africaines et d'être reconnu comme un champion en devenir. Le groupe se structure pour soutenir sa croissance : création

d'une Division Routes, avec entre autres des solutions pour des projets d'ouvrages d'art, renforcement des fonctions support (bureau d'études, logistique), ainsi la maintenance de son énorme flotte d'engins. Surtout, PORTEO Group adopte un modèle intégré en développant de nouvelles branches d'activité. Il lance une Division Industrie, investissant dans des unités de production de matériaux de construction (béton, préfabrication, carrières). Cela lui permet de sécuriser l'approvisionnement de ses chantiers et de monter en qualité. Parallèlement, une Division Services voit le jour, la formation du personnel, et même des activités immobilières (via sa filiale Adress Immobilier). En internalisant ainsi divers maillons, PORTEO gagne en autonomie et en polyvalence sur ses projets. Cette intégration verticale maison rappelle celle qu'ont pratiquée avant lui les grands groupes internationaux de BTP – mais adaptée au contexte africain, où l'accès aux intrants et aux compétences est souvent un défi. À l'aube des années 2020, PORTEO est présent dans cinq pays d'Afrique (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin, Togo, Gabon) et vise de nouveaux marchés. Il incarne déjà cette nouvelle génération d'acteurs économiques africains « intégrés, fiables et souverains », comme l'a salué l'Agence de presse africaine. Avec plus de 3 000 km d'infrastructures réalisées et un portefeuille de projets de 5,8 milliards USD en cours, PORTEO pèse désormais lourd dans le paysage continental.

Diversification stratégique – Vers une Afrique souveraine

Conscient des enjeux futurs du continent, PORTEO ne s'est pas arrêté au domaine de la construction pure. Dans une logique de champion africain

engagé pour la souveraineté, le groupe a amorcé depuis 2021 une diversification de ses activités vers des secteurs stratégiques pour l'Afrique : l'agro-industrie, le numérique et la logistique/énergie. Cette évolution répond à la vision de son fondateur qui veut « façonner l'Afrique dans toutes ses dimensions » et s'inscrit dans la tendance globale où les champions locaux adressent les grands défis du continent.

- Agribusiness et sécurité alimentaire :** PORTEO a annoncé son intention d'investir dans des projets agro-industriels, conscient que la souveraineté alimentaire est un pilier de l'émergence africaine. Lors du sommet USA-Afrique à Luanda en 2025, ses représentants ont mis en avant la diversification vers l'agribusiness et les corridors logistiques pour l'acheminement des produits agricoles. L'objectif est de contribuer à la transformation locale des récoltes, réduire les pertes post-récolte via de meilleures infrastructures, et créer des synergies entre la construction de routes et le désenclavement des zones agricoles. En somme, appliquer la recette de l'intégration au secteur rural : lier la terre aux marchés. Cette orientation agribusiness fait écho au constat de nombreux leaders africains sur la nécessité de champions dans l'agro-alimentaire pour nourrir le continent. PORTEO, fort de son expertise logistique, pourrait devenir un acteur majeur de chaînes de valeur agroalimentaires intégrées en Afrique de l'Ouest/Centrale.

- Numérique et souveraineté des données :** un autre volet prometteur est le digital. PORTEO a saisi l'importance de l'économie numérique et de la localisation des infrastructures critiques (data centers, solutions

IA et blockchain). En 2024, le groupe a signé un accord avec l'État gabonais pour la réalisation d'un grand centre de données national à Libreville, visant à doter l'Afrique centrale d'une capacité de stockage locale des données et de services cloud de pointe. Ce « datacenter » s'inscrit dans l'initiative du Gabon pour la souveraineté numérique et est soutenu par l'AFD et d'autres bailleurs. Une photo publiée par PORTEO montre son PDG signant ce projet aux côtés des autorités gabonaises – une image forte symbolisant la confiance placée dans un opérateur africain pour un enjeu technologique critique. Ce positionnement sur le numérique montre qu'un champion du BTP peut se muer en acteur de la transformation digitale. À terme, en combinant génie civil et IT, PORTEO pourra proposer des infrastructures intégrées (routes équipées de capteurs, gestions de trafic intelligent, etc.) – comblant le fossé entre construction traditionnelle et innovation high-tech sur le continent.

• **Énergie et écologie** : bien que moins mis en avant, le secteur énergétique intéresse le groupe. Son expansion dans les corridors logistiques inclut potentiellement des projets d'infrastructures portuaires ou ferroviaires liés aux mines et à l'énergie. Sa fondation reflète déjà une sensibilité environnementale forte – l'entreprise s'engage à bâtir en minimisant son empreinte carbone et en promouvant l'économie circulaire. Cette dimension développement durable est aujourd'hui indissociable de la notion de champion africain, l'Afrique ne voulant pas sacrifier l'environnement dans sa marche vers l'émergence. Le fait que PORTEO soit convié, en 2025, au sommet économique U.S.-Afrique en Angola



n'est pas anodin. Aux côtés de 1 500 décideurs internationaux, le groupe a pu afficher son leadership continental et renforcer ses partenariats avec des institutions comme DFC (USA), la BAD ou Eximbank. Son Directeur du Pôle Industries, Antoine Sarkis, et son Chef de Cabinet du Président, Ibrahim Kerim, y ont représenté le groupe pour établir des alliances stratégiques. À la tribune, Hassan Dakhlallah a insisté sur l'intégration des développeurs africains dans les grands financements : « Tant que les développeurs locaux ne font pas partie de l'équation, il y aura toujours un écart entre la vision politique, les financements disponibles et l'impact concret ». Cette phrase résume bien l'enjeu : impliquer les champions africains (développeurs locaux) pour transformer les fonds en projets réels et bénéfiques. PORTEO, par son parcours, démontre justement comment un acteur local peut combler cet écart et traduire la vision en action tangible.

Impacts et perspectives : PORTEO, un modèle de champion africain
Aujourd'hui, PORTEO se

positionne comme un modèle de champion africain en Côte d'Ivoire et au-delà :

• **Impact économique direct** : Avec plus de 10 000 emplois directs créés et plusieurs milliers d'emplois indirects chez ses sous-traitants et fournisseurs, le groupe contribue significativement à l'emploi local. Son chiffre d'affaires en croissance (hausse de +36 % sur les 5 dernières années selon le site du groupe) génère des recettes fiscales importantes pour les États où il opère. En Côte d'Ivoire, PORTEO est devenu l'un des premiers contributeurs du BTP au PIB national. Son succès a aussi un effet démonstration pour d'autres entrepreneurs africains, prouvant qu'il est possible de bâtir un grand groupe depuis l'Afrique francophone et de rivaliser avec les conglomérats étrangers.

• **Impact social et humain** : À travers la Fondation PORTEO, l'entreprise investit dans la formation des jeunes (centres de formation aux métiers du BTP, partenariats avec des universités locales), le soutien à l'entrepreneuriat local (programmes pour



artisans et PME du bâtiment), ainsi que dans des actions communautaires (construction d'écoles, de centres de santé, accès à l'eau potable). Ces initiatives participent au développement local et renforcent l'acceptabilité de ses projets par les populations. En interne, PORTEO mise sur la montée en compétences de ses employés africains : nombre d'ingénieurs ou chefs de chantier ivoiriens formés « sur le tas » chez PORTEO pilotent aujourd'hui des projets dans d'autres pays, constituant une diaspora de compétences africaines mobiles. Cela rejoint l'idée de transfert de savoir-faire Sud-Sud indispensable à l'autonomisation du continent.

- Impact continental :** Les réalisations de PORTEO améliorent concrètement l'intégration africaine. Par exemple, la route Alembé–Mykouyi au Gabon, que PORTEO va construire avec un financement de BGFI Bank, va désenclaver plusieurs provinces et faciliter les échanges agricoles dans la sous-région. En Côte d'Ivoire, ses travaux routiers autour d'Abidjan fluidifient le corridor logistique jusqu'à

Ouagadougou (Burkina Faso). Chaque infrastructure livrée est un maillon de plus dans la chaîne d'unification du continent. Aussi, en tenant les délais et budgets, PORTEO donne confiance aux bailleurs africains comme internationaux pour lancer d'autres projets structurants. C'est un cercle vertueux : la réussite d'un champion local incite à lui confier davantage de responsabilités, ce qui accélère encore le développement. On peut imaginer qu'à terme PORTEO, et d'autres comme lui, puissent piloter des projets multi-pays (ex: autoroutes transfrontalières, chemins de fer régionaux) jadis réservés aux firmes étrangères. En se projetant, quelles sont les perspectives pour PORTEO et les champions africains en général ? D'une part, l'ère de la ZLECAF offre un terrain de jeu élargi : les champions auront accès à un marché de 1,3 milliard de consommateurs, ce qui justifie les investissements pour grandir encore. D'autre part, la communauté internationale semble déterminée à mobiliser des financements massifs vers l'Afrique (on parle d'un cadre d'investissement afro-champions de 1000 milliards de \$ sur 10 ans). Mais pour que cet argent transforme réellement le continent, il faut des vecteurs efficaces – c'est là qu'interviennent les champions. Comme le soulignait Paulo Gomes, co-président de l'Initiative AfroChampions, il existe déjà plus de 200 entreprises africaines milliardaires en dollars, et doubler ce nombre en une décennie est envisageable. PORTEO pourrait bien faire partie de ces futurs « éléphants africains » dans son secteur, aux côtés d'autres champions émergents en Afrique francophone. Le message final qu'envoie l'essor de champions comme PORTEO est porteur d'espoir : l'Afrique n'est plus seulement un réceptacle de projets conçus

et financés d'ailleurs, elle génère ses propres géants capables de prendre en main son destin. Ces champions made in Africa apportent des solutions adaptées aux réalités locales tout en rassurant les partenaires internationaux par leur professionnalisme. Ils prouvent qu'avec une vision stratégique (intégration verticale, diversification judicieuse) et un engagement sociétal, une entreprise africaine peut devenir un pilier du développement continental. Pour les investisseurs internationaux à la recherche d'impact et de ROI sécurisé, s'allier à de tels champions est sans doute le pari le plus sûr pour « transformer les milliards en résultats ». Pour les décideurs africains, encourager l'émergence de nouveaux champions (via des politiques d'industrialisation, de commande publique intelligemment orientée, de protection raisonnable des industries naissantes) est un moyen d'accélérer l'industrialisation et l'intégration. En Côte d'Ivoire, la success-story de PORTEO inspire déjà d'autres entrepreneurs ambitieux. Le prochain défi sera de consolider cette réussite dans la durée : gouvernance transparente, financement de la croissance, et compétition internationale à affronter. Mais l'« effet champion » joue à plein : chaque succès de PORTEO encourage l'écosystème autour d'eux, crée des vocations et renforce l'idée qu'une Afrique prospère et souveraine se construit avant tout par ses propres champions. Comme le dit un proverbe : « quand les éléphants marchent, c'est la savane entière qui en ressent la vibration. » Les champions africains sont ces éléphants économiques qui font désormais vibrer la terre africaine d'un pas confiant vers l'avenir.



Rapport 2025 de la BAD

L'économie ivoirienne reste positive avec une croissance soutenue et une inflation maîtrisée

Acteur majeur de la sous-région ouest-africaine, la Côte d'Ivoire poursuit une trajectoire de croissance impressionnante. Elle se distingue par un PIB réel estimé à 6,1 % en 2024, avec des prévisions stables pour les années 2025-2026, selon le nouveau Rapport pays de la Banque africaine de développement (BAD) publié le 23 juin dernier.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Intitulé « Tirer le meilleur parti du capital de la Côte d'Ivoire pour favoriser son développement », le document s'inscrit dans une série de rapports économiques portant sur 54 pays, élaborés en 2025 par le groupe de la BAD. Leur publication a été annoncée lors des Assemblées annuelles de l'institution panafricaine, tenues à Abidjan du 26 au 30 mai.

L'objectif principal de ces rapports est de fournir une analyse approfondie des performances économiques et des perspectives de développement de chaque pays membre de la banque. Ces documents visent à informer les décideurs politiques, les partenaires au développement, les investisseurs et autres parties prenantes des défis et opportunités spécifiques

à chaque pays, afin de faciliter la prise de décision et d'orienter les politiques publiques. Concernant plus spécifiquement l'économie ivoirienne, le rapport dresse un tableau globalement positif. La Côte d'Ivoire continue d'afficher un dynamisme économique remarquable, avec des perspectives de croissance solides et une réduction notable du déficit

budgétaire. Toutefois, plusieurs défis restent à relever pour garantir une croissance inclusive et durable, notamment les tensions tarifaires mondiales et la réduction potentielle de l'aide publique au développement.

Croissance économique soutenue et inflation maîtrisée

Soutenue par les investissements et la consommation, l'économie ivoirienne maintient une trajectoire de croissance robuste. Les projections de la BAD confirment une croissance vigoureuse et une inflation contenue. Le PIB réel devrait croître de 6,1 % en 2024, avec une progression attendue de 6,3 % en 2025-2026. En 2025, les efforts de mobilisation des recettes domestiques devraient se poursuivre pour faire passer le taux de pression fiscale à 13,8 % du PIB, contre 13,5 % en 2023. Par ailleurs, les tensions tarifaires mondiales pourraient peser sur les perspectives économiques, entraînant une révision à la baisse du solde du compte courant de 0,8 point en moyenne sur 2025-2026 par rapport aux prévisions antérieures. L'inflation, quant à elle, est estimée à 3,5 % en 2024, en baisse par rapport aux 4,4 % de 2023. Un recul qui, d'après le rapport, est attribuable à la politique monétaire restrictive et aux mesures gouvernementales. Le déficit budgétaire a été ramené à 4 % du PIB en 2024, contre 5,2 % l'année précédente, marquant une amélioration notable. Toutefois, la mobilisation des ressources reste insuffisante. Le taux de pression fiscale, plafonnant à 13,8 %, demeure bien en deçà du seuil communautaire de 20 %. Le poids du secteur informel et une exploitation limitée de certains leviers fiscaux, tels que l'impôt foncier ou le commerce électronique, freinent les recettes de l'État.

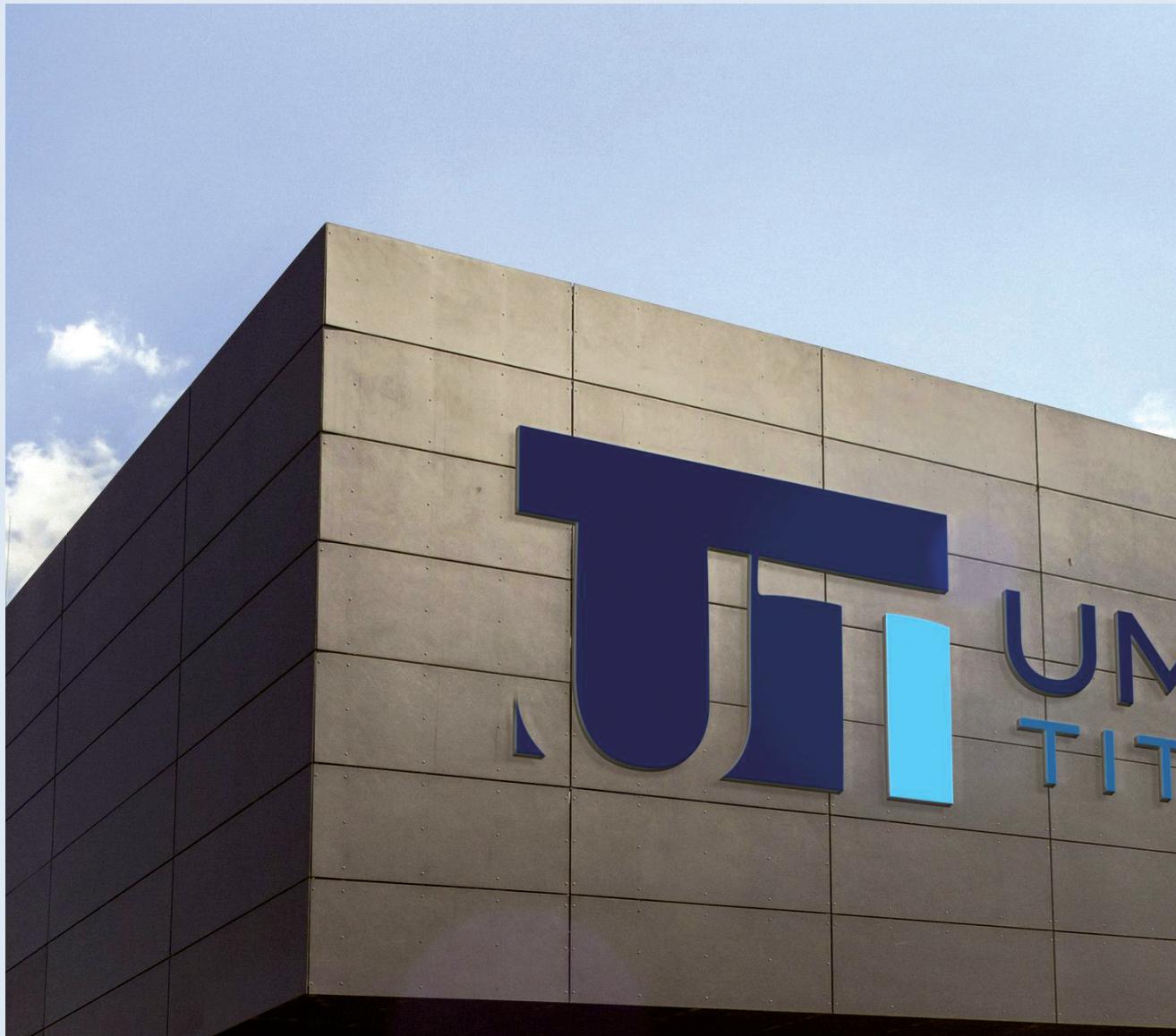
Priorités au développement

Malgré les progrès économiques réalisés, il est impératif de consolider l'État de droit, les institutions et la gouvernance, afin de stimuler la mobilisation des capitaux et soutenir un développement durable sur le long terme. À cet égard, le rapport 2025 de la BAD recommande d'améliorer le climat des affaires en réformant le système judiciaire et commercial, tout en renforçant l'administration fiscale. La sécurisation des titres fonciers apparaît également essentielle pour attirer des investissements dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture et les infrastructures. L'instauration de mesures fermes contre la corruption et la promotion d'une gouvernance transparente sont également jugées cruciales pour renforcer la confiance des investisseurs et assurer un climat des affaires plus stable. Le rapport met en lumière la forte présence du secteur informel en Côte d'Ivoire, un phénomène répandu en Afrique qui freine la mobilisation des ressources domestiques et limite l'investissement dans le capital humain. Il recommande donc la formalisation progressive de ce secteur. Une réforme qui permettrait à l'État de dégager des ressources supplémentaires pour financer l'éducation, la santé et la formation, dans une logique de développement humain plus inclusif et durable.

Défis

Pour accéder au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030, la Côte d'Ivoire devra relever plusieurs défis liés à la mobilisation et à l'utilisation efficace de ses ressources. Selon la Banque (PEA, 2024), le déficit de financement annuel nécessaire à l'accélération de la transformation structurelle du

pays est estimé à 3,2 milliards de dollars USD, soit environ 3,5 % du PIB en 2024, dans le cadre de l'atteinte des ODD à l'horizon 2030. Dans cette optique, le rapport de la BAD souligne l'urgence de renforcer la gouvernance, d'investir dans le capital humain et d'améliorer l'environnement des affaires. La sécurisation du foncier et un meilleur climat d'investissement sont des leviers prioritaires pour consolider la confiance des investisseurs et soutenir le développement économique. Les experts de la BAD recommandent également à la Côte d'Ivoire de mieux valoriser son capital naturel, largement sous-exploité malgré la prédominance de ressources renouvelables (95 %). Une meilleure comptabilité environnementale est également recommandée pour une gestion plus stratégique de ce potentiel. Par ailleurs, le pays est invité à créer un environnement socio-économique stable et à améliorer le taux de bancarisation. Un secteur bancaire plus inclusif permettrait de faciliter l'accès au financement, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME), et de dynamiser l'économie réelle. Le rapport souligne aussi l'importance de la digitalisation et de la formation. Il appelle à miser sur les technologies numériques pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Cette orientation s'appuie sur l'idée que les compétences constituent un levier clé de réussite pour la jeunesse africaine, et qu'une formation adéquate pourrait transformer ce « désavantage démographique » en véritable atout économique. Il en va de même pour la revalorisation de certains métiers peu visibles mais essentiels, comme ceux liés aux statistiques et à l'économie appliquée.



**Marché financier de l'UEMOA
La Côte d'Ivoire confirme sa
position dominante**

Durant le premier semestre de l'année 2025, la Côte d'Ivoire a confirmé son statut de premier émetteur souverain de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), avec des levées de fonds record et une attractivité croissante auprès des investisseurs locaux et régionaux.

► Par Dorcas Davier AHOUANGAN



Au cours des six premiers mois de 2025, la Côte d'Ivoire a mobilisé des montants considérables sur le marché financier régional, avec plusieurs opérations marquantes. La plus notable a été la levée de 297 milliards FCFA, réalisée le 8 juillet 2025, dépassant largement l'objectif initial de 270 milliards FCFA. Cette opération a été rendue possible grâce à une émission mixte de Bons du Trésor (BAT) et d'Obligations

Assimilables du Trésor (OAT). Par ailleurs, le pays a collecté 110 milliards FCFA le 10 juin 2025, avec un taux de couverture de 110,87 %, confirmant ainsi la confiance des investisseurs dans les titres publics ivoiriens. Au total, 154 milliards FCFA ont été mobilisés fin avril 2025, dans le cadre d'une semaine record où les pays de l'UEMOA ont collecté 606 milliards FCFA. Ces succès répétés ont permis à la Côte d'Ivoire de représenter à elle seule 44 % des émissions totales de la région, avec 3 131 milliards FCFA levés sur la période.

Une demande soutenue et diversifiée

Les investisseurs ont montré un intérêt marqué pour les titres ivoiriens, avec des taux de couverture souvent supérieurs à 100 %. Par exemple, les OAT à long terme (3, 5 et 7 ans) ont rencontré un franc succès, témoignant de la confiance dans la stabilité économique du pays. Les rendements moyens sont restés compétitifs, variant entre 6,64 % pour les OAT de 7 ans et 7,61 % pour les OAT de 5 ans, attirant ainsi aussi bien les investisseurs locaux que régionaux. La participation locale a été particulièrement forte, avec 283,34 milliards FCFA souscrits par des investisseurs ivoiriens lors de l'émission de juillet. Les pays voisins, comme le Sénégal et le Togo, ont également contribué, bien que dans une moindre mesure.

Une stratégie de financement prudente et efficace

La Côte d'Ivoire a su tirer parti des conditions favorables du marché pour diversifier ses sources de financement. La priorité a été donnée aux émissions à long terme. Les OAT ont dominé les levées, représentant jusqu'à 62 % des fonds collectés, permettant ainsi de sécuriser des financements stables pour

les projets de développement. La maîtrise des coûts d'emprunt a également joué un rôle crucial. En effet, les taux ivoiriens restent inférieurs à ceux d'autres pays de la région, comme le Niger (10,94 % pour les BAT à 364 jours), grâce à la crédibilité financière du pays. Cette approche a permis à l'État ivoirien de financer ses projets tout en maintenant une gestion rigoureuse de sa dette publique.

Un contexte régional dynamique

La Côte d'Ivoire se distingue dans un marché régional en plein essor. Les pays de l'UEMOA ont collecté 6 993 milliards FCFA au premier semestre 2025, soit une hausse de 84,3 % par rapport à 2024. Le retour des obligations à long terme (+154,9 % en un an) et la baisse du taux directeur de la BCEAO à 3,25 % ont créé un environnement favorable aux emprunts souverains. Cependant, la Côte d'Ivoire reste le principal bénéficiaire de cette dynamique, grâce à sa stabilité politique et sa discipline budgétaire.

Perspectives pour le second semestre

Avec des taux maîtrisés et une demande toujours soutenue, la Côte d'Ivoire est bien placée pour poursuivre ses émissions sur le marché de l'UEMOA. Les experts anticipent une possible baisse supplémentaire des taux, renforçant l'attractivité des titres ivoiriens et permettant à la Côte d'Ivoire de maintenir une stratégie de financement équilibrée, combinant court et long terme. Le premier semestre de 2025 a confirmé la position dominante de la Côte d'Ivoire sur le marché financier régional, tout en mettant en lumière la résilience de son économie. Cette performance ouvre des perspectives prometteuses pour les mois à venir, tant pour le pays que pour l'ensemble de l'UEMOA.



“PARTENAIRE DE LA CROISSANCE AFRICAINE”

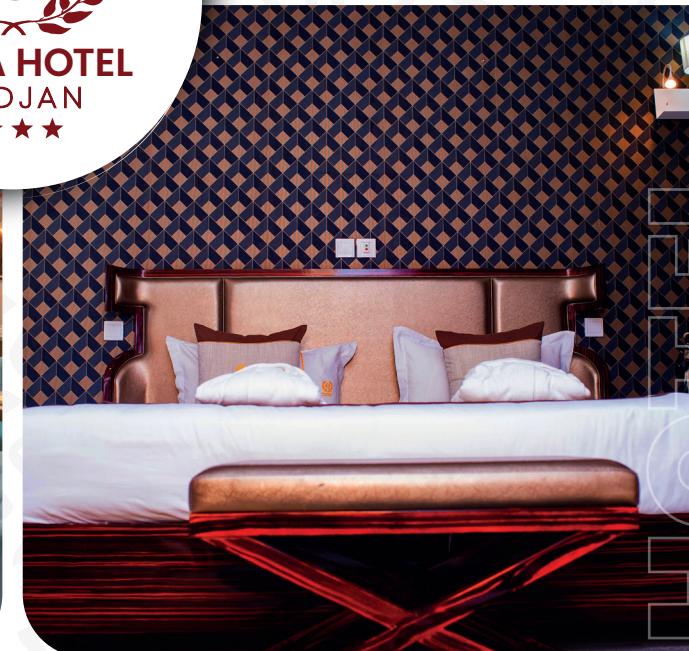
- Construction et exploitation minière
- Location d'équipements pour les secteurs :
BTP - Manutention - Minier - Transport




+330
Collaborateurs


+180
Matériels

Tél. : (+225) 07 89 89 12 12
Site web : www.camequipement.com
Email : assistante.direction@camequipement.com



Vous souhaite
Bienvenue
Welcome - Akwaba

SANA Hôtel vous propose des chambres élégantes, alliant confort et modernité :

**09 Suites Exécutives
09 Suites Junior
17 Chambres Deluxe
12 Chambres Supérieures
12 Chambres Standards**

Découvrez des espaces stylés et contemporains,

**une piscine , jet, Cascade
un spa
un lounge, club cigares
Un restaurant gastronomique.
06 salles evenementielles**



L'hotellerie autrement
www.hotelsana.net

+225 07 67 67 67 15 / +225 27 24 56 24 62

Cocody, Riviera Triangle , Face au Nouveau CAMP Info@hotelsana.net / Infos.sanahotel@gmail.com



Tour F

Le sommet de l'ambition immobilière ivoirienne

La Côte d'Ivoire connaît un boom immobilier sans précédent, marqué par la multiplication de projets d'envergure, dont le plus haut gratte-ciel du continent africain.

► Par Alakagni HALA

Que l'on arrive en voiture ou à pied, il est impossible de ne pas lever les yeux pour apprécier la vertigineuse Tour F, encore en chantier dans la commune du Plateau, mais déjà visible depuis tous les points d'Abidjan. Sa silhouette élancée, inspirée, dit-on, des masques traditionnels africains, attire tous les regards. Les travaux, entamés en 2020, ne sont pas encore achevés. Pourtant, les Ivoiriens se disent déjà fiers d'accueillir sur leur sol le gratte-ciel le plus haut d'Afrique : 400 mètres, 75 étages.

Ce projet est le fruit d'une vision ambitieuse portée par le président de la République, Alassane Ouattara, et de l'engagement du Groupe PFO Africa, dirigé par l'architecte ivoirien Pierre Fakhoury. C'est d'ailleurs ce groupe qui assure le préfinancement du chantier, estimé à 250 milliards de FCFA (environ 450 millions d'euros). Bien plus qu'un empilement de béton et d'acier, cette merveille architecturale incarne le dynamisme et l'effervescence du secteur immobilier ivoirien, en plein essor depuis une décennie. Elle en est le fer de lance. Son impact

dépasse donc largement le cadre de son envergure physique. Cette embellie immobilière est portée par plusieurs facteurs convergents : la stabilité politique et la croissance économique soutenue du pays ont instauré un climat de confiance favorable aux investissements. Cela a attiré de nombreuses entreprises internationales, ainsi la demande en bureaux modernes et logements haut de gamme. Abidjan, en tant que hub économique de l'Afrique de l'Ouest, connaît une urbanisation rapide. L'exode vers la capitale économique a intensifié la pres-

sion sur les infrastructures et accru les besoins en logements. La Tour F s'inscrit dans cette dynamique, avec l'objectif clair de proposer des bureaux de catégorie A, équipés des dernières technologies et conformes aux standards internationaux les plus exigeants. L'enjeu est de séduire multinationales, institutions financières et entreprises de services pour renforcer le positionnement d'Abidjan comme centre d'affaires régional. Ce projet n'est pas un cas isolé. Partout à Abidjan, des centaines d'immeubles sont en cours de construction : complexes résidentiels de luxe, centres commerciaux modernes, hôtels haut de gamme. Sur ce dernier segment, de grands groupes tels qu'Accor ou Teliam se sont implantés en développant plusieurs établissements prestigieux dans la capitale économique. Résultat : Abidjan et sa périphérie sont en pleine trans-

formation. Marcory (Biétry, Zone 4C, Marcory résidentiel), Bingerville, Grand-Bassam, Cocody... ces quartiers affichent une croissance fulgurante, marquée par l'émergence rapide de bâtiments résidentiels, commerciaux et de bureaux.

Un vaste programme d'habitat social

Le boom immobilier ivoirien repose également sur un ambitieux programme de logements économiques et sociaux lancé par le gouvernement en 2012, destiné à combler un déficit estimé à plus de 836 000 unités en 2024. L'objectif initial prévoyait la construction de 150 000 logements entre 2012 et 2020. Si ce programme a rencontré plusieurs obstacles, il a néanmoins permis de poser les premières pierres. Des avancées concrètes ont vu le jour : plus de 30 000 logements ont été réalisés en périphérie d'Abidjan,

donnant naissance à de nouvelles zones urbaines (chiffres de novembre 2023). Toutefois, les résultats demeurent en deçà des attentes initiales. Après une période d'incertitude, l'espoir renaît avec la relance du programme et de nouveaux projets structurants. Les Ivoiriens suivent avec attention la construction de 4 300 logements à proximité de la nouvelle zone industrielle du PK 24, sur l'autoroute du Nord. Ils observent également le lancement, en juillet 2024, d'un projet de 25 000 logements sociaux à Yopougon, la commune la plus peuplée d'Abidjan. En mai 2025, un partenariat stratégique a également été conclu pour la réalisation de 10 000 nouveaux logements, dont une large part sera répartie dans les grandes villes de l'intérieur du pays.

75 étages de bureaux

La Tour F comptera 75 étages dédiés aux bureaux. Elle comprendra un auditorium de plus de 200 places au premier étage, ainsi que des espaces commerciaux et des zones privatives. Certifiée selon les normes Edge – une référence en matière de construction durable et d'efficacité énergétique – la tour sera équipée de systèmes intelligents de gestion de l'eau et de l'énergie. La livraison du chantier est attendue pour fin 2026. La structure des 75 étages est quasiment achevée. Le vitrage des façades est posé à plus de 75 %. À l'intérieur, les travaux de second œuvre – électricité, climatisation, ventilation, acoustique, plomberie – avancent à un rythme soutenu. Fin avril 2025, le taux d'exécution global du projet atteignait 65 %. Inscrite depuis 1970 dans les plans d'urbanisme, la Tour F fait partie d'un ensemble de six tours

prévues dans le périmètre administratif du Plateau. Sa réalisation marque un tournant. Au-delà de ses dimensions économiques et architecturales, elle symbolise une fierté nationale. Située au bord de la lagune Ébrié, elle témoigne de la capacité de la Côte d'Ivoire à concrétiser des projets ambitieux. Le message est clair : l'Afrique avance, et la Côte d'Ivoire en est l'un des fers de lance. La Tour F n'est pas un simple édifice. C'est un manifeste. Un manifeste du potentiel économique ivoirien, de son attractivité et de sa volonté de s'affirmer comme un acteur central sur la scène africaine. Ce gratte-ciel est le phare d'un boom immobilier qui, malgré les défis, traduit avant tout une Côte d'Ivoire en pleine ascension.

Par A. HALA

Des courses sûres A des prix **Kdooo!**



Notre présence en Afrique :



Nous contacter :

Tél : 00228 91 65 66 66 / 00221 77 717 24 24
E-mail : combkg-speed@gmail.com

Disponible sur :



Suivez-nous sur :





Transports urbains

Abidjan mise sur le métro et le BRT

Fini les embouteillages à rallonge ? Abidjan s'apprête à accueillir deux projets structurants pour transformer la mobilité urbaine : le métro et le BRT.

► Par Alakagni HALA

Prévue pour relier la commune de Yopougon à celle de Bingerville – une localité de la banlieue abidjanaise à l'est –, la future ligne de Bus Rapid Transit (BRT) traversera la capitale économique d'est en ouest sur une voie dédiée et sécurisée de 20 km. Les travaux d'aménagement ont débuté fin 2024. Encore peu connu des Ivoiriens, ce mode de transport devrait

faciliter les déplacements de près de 500 000 passagers par jour, grâce à 100 bus climatisés et à une fréquence de passage élevée. Le principal avantage pour les usagers est une réduction considérable du temps de trajet, qui passera d'environ trois heures à seulement 45 minutes entre Yopougon et Bingerville. D'un coût global de 242 milliards de FCFA (environ 440 millions de dollars), le système comprendra 21 stations, deux dépôts de

bus et plusieurs pôles d'échange avec les autres modes de transport, dont le futur métro. L'appel d'offres pour la mise en place de cette première ligne a été lancé en mai 2025, et la fin des travaux est prévue pour 2027. À l'instar de la Ligne 1 du métro, le BRT fait partie intégrante du Projet de Mobilité Urbaine d'Abidjan (PMUA), soutenu par plusieurs bailleurs de fonds, notamment la Banque mondiale. Le métro d'Abidjan, autre pilier



de la révolution de la mobilité urbaine en Côte d'Ivoire, est sans conteste le projet dont les Ivoiriens ont le plus entendu parler. Après les travaux préparatoires entamés en 2018, le chantier est désormais en phase active, avec des travaux de génie civil en cours depuis trois ans. L'un des ouvrages les plus emblématiques en construction est le viaduc qui traversera la lagune, reliant les communes du Plateau et de Treichville. Projet d'envergure, le métro d'Abidjan est présenté comme la plus grande infrastructure construite dans le pays ces cinquante dernières années. Son coût est estimé à environ 1 000 milliards de FCFA. Officiellement baptisée « Ligne 1 du Métro d'Abidjan », cette première ligne s'étendra sur 37 km. Elle reliera la commune d'Anyama, au nord d'Abidjan, à celle de Port-Bouët, au sud, en passant par le Plateau, le quartier des affaires. Elle comptera 18 stations. Cette ligne est conçue pour transporter entre 540 000 et 1 million de passagers

par jour, à pleine capacité. En attendant sa mise en service, prévue pour fin 2028, les Ivoiriens peuvent déjà contempler une maquette grandeur nature arrivée récemment au Port autonome d'Abidjan. Elle sera exposée dans différents lieux de la ville afin de permettre aux futurs usagers de se familiariser avec le matériel.

Métro et BRT s'imposent comme les projets phares d'une transformation en profondeur de la mobilité dans la capitale économique ivoirienne. Les habitants d'Abidjan, quant à eux, sont impatients d'emprunter ces nouvelles rames et bus climatisés, synonymes de confort et de gain de temps dans un contexte d'embouteillages persistants.

STAR, l'opérateur principal du métro

L'opérateur principal du métro d'Abidjan est la Société des Transports Abidjanais sur Rail (STAR). Il s'agit d'un consortium d'entreprises françaises chargé de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et de la maintenance du projet. Cette joint-venture est composée des sociétés suivantes :

- Bouygues Travaux Publics : en charge des infrastructures, du génie civil, des ouvrages d'art et des bâtiments ;
- Colas Rail : responsable de la voie, de l'énergie, de la caténaire et de la traction ;
- Alstom : en charge du matériel roulant, des équipements industriels des ateliers et dépôts, de la signalisation CBTC, des systèmes courants faibles et de la billettique ;
- Keolis : en charge de la pré-exploitation, de l'exploitation et de la maintenance.

A. H.

Côte d'Ivoire

ISIS Immobilier, pionnier d'un secteur en pleine transformation

Depuis sa création en 2011, ISIS Immobilier s'est imposée comme un acteur majeur du secteur immobilier en Côte d'Ivoire.

► Par Jesdias LIKPETE

Avec une approche résolument orientée vers l'écoute du client, la rigueur et l'innovation, l'agence, fondée par Patricia Guerrier et son associé Olivier Chauveau, a su se bâtir une solide réputation dans la gestion locative, les transactions immobilières, la vente et la promotion personnalisée de biens. Basée à Abidjan, ISIS Immobilier est bien plus qu'une simple agence immobilière. C'est une entreprise qui place l'humain et l'innovation au cœur de ses préoccupations. Forte de son équipe jeune et dynamique, avec une moyenne d'âge de 27 ans, l'agence se distingue par son approche moderne et professionnelle. Comptant aujourd'hui 60 employés, elle offre un cadre de travail stimulant et forme régulièrement des stagiaires, contribuant ainsi à l'épanouissement des jeunes talents ivoiriens. En à peine plus d'une décennie, ISIS Immobilier a réussi à se hisser parmi les leaders du marché grâce à un taux d'occupation supérieur à 90% des biens qu'elle gère, et une réputation bâtie sur des valeurs solides telles que l'excellence, l'intégrité et le professionnalisme. Ce succès est également salué par diverses distinctions nationales et internationales reçues depuis 2018, témoignant de l'impact croissant de l'entreprise.



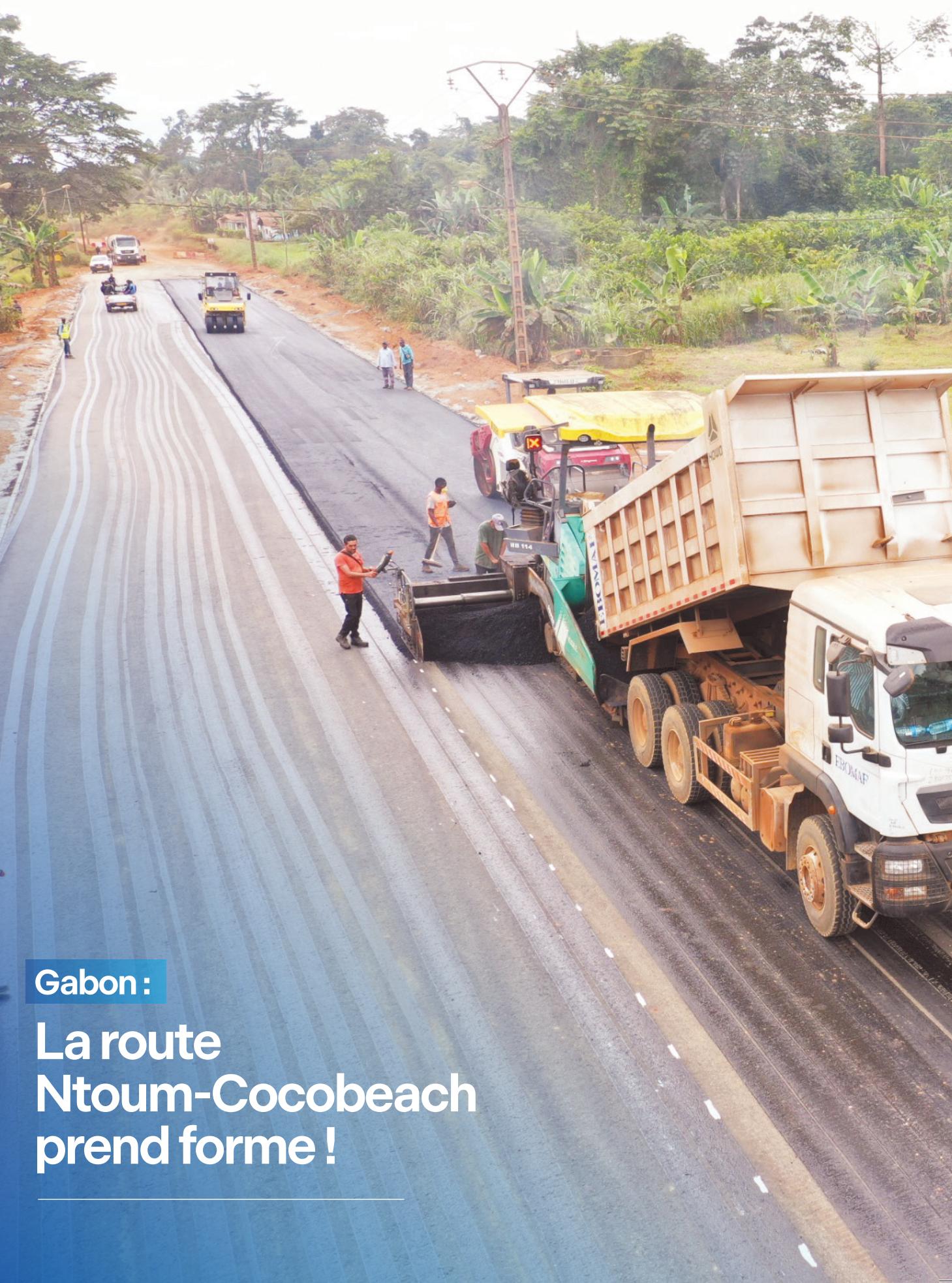
Construire une Afrique moderne et solidaire

Sous la direction de Patricia Guerrier, ISIS Immobilier a élargi ses horizons bien au-delà de la gestion de biens immobiliers. Lors de la première édition du Build Expo en juin 2025, l'agence a pris part à cet événement majeur, affirmant sa vision d'un urbanisme durable et inclusif pour l'Afrique. À travers des échanges constructifs avec des partenaires publics et privés, ISIS Immobilier a réaffirmé son engagement à faire de l'immobilier un levier de croissance et de transformation pour la Côte d'Ivoire et le reste du continent. ISIS Immobilier se distingue par son approche complète et sur mesure des besoins de ses clients. Que ce soit pour la location, la vente, la gestion locative, ou encore pour un accompagnement professionnel en conseil immobilier, l'agence met son expertise au service de ses clients avec un haut

degré de personnalisation.

Une récompense pour l'excellence

Le Gala des PME-CI 2025, qui a eu lieu le 20 juin dernier au Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan, a été un moment fort pour l'agence, qui y a été distinguée en reconnaissance de son dynamisme, son engagement et son impact dans l'immobilier. Madame Guerrier, émue, a dédié cette récompense à toute son équipe et à ses proches, soulignant que ce prix était le fruit d'un travail collectif et de valeurs partagées. Loin de se reposer sur ses lauriers, ISIS Immobilier a déjà une vision claire pour l'avenir. L'innovation est au cœur de cette vision, avec des projets visant à proposer des logements durables et à optimiser les coûts pour rendre l'immobilier plus accessible. Patricia Guerrier ne cache pas sa volonté de voir l'immobilier ivoirien devenir une vitrine avant-gardiste, tant au niveau national qu'international.



Gabon :

**La route
Ntoum-Cocobeach
prend forme !**



Notre mission :
Unifier l'Afrique
en **simplifiant** ses
mouvements
& transactions.

www.imoney.africa



i-Money

Une fintech panafricaine pour l'inclusion financière

La fintech i-Money vient apporter des solutions innovantes et nécessaires pour favoriser l'inclusion financière sur tout le continent africain.

► Par Jesdias LIKPETE

Fondée en 2021, i-Money est une fintech éco-responsable qui se positionne comme un catalyseur de l'inclusion financière en Afrique, avec un accent particulier sur la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). L'entreprise a pour objectif ambitieux d'unifier l'Afrique, en simplifiant les transactions financières à travers des solutions entièrement numériques, adaptées aux besoins du continent. Avec sa vision claire de devenir

le moteur de la croissance inclusive à travers l'accès universel aux services financiers, i-Money se distingue par son approche innovante, qui cherche à rendre les services financiers accessibles à tous les Africains, quel que soit leur niveau socio-économique. Elle ambitionne ainsi de permettre à chaque individu, à chaque entreprise, de prospérer grâce à des solutions financières modernes, sécurisées et efficaces. i-Money met en avant des valeurs fondamentales telles que

le respect, l'unicité, le panafricanisme, l'accessibilité, la progression et l'humanité. Ces principes guident son développement, et elle aspire à être un acteur clé dans la transformation digitale des économies africaines.

IZY : La solution phare d'inclusion financière

Au cœur de l'offre d'i-Money se trouve IZY, une solution de paiement révolutionnaire dédiée à la digitalisation des transactions financières en Afrique. Elle est une réponse directe aux défis



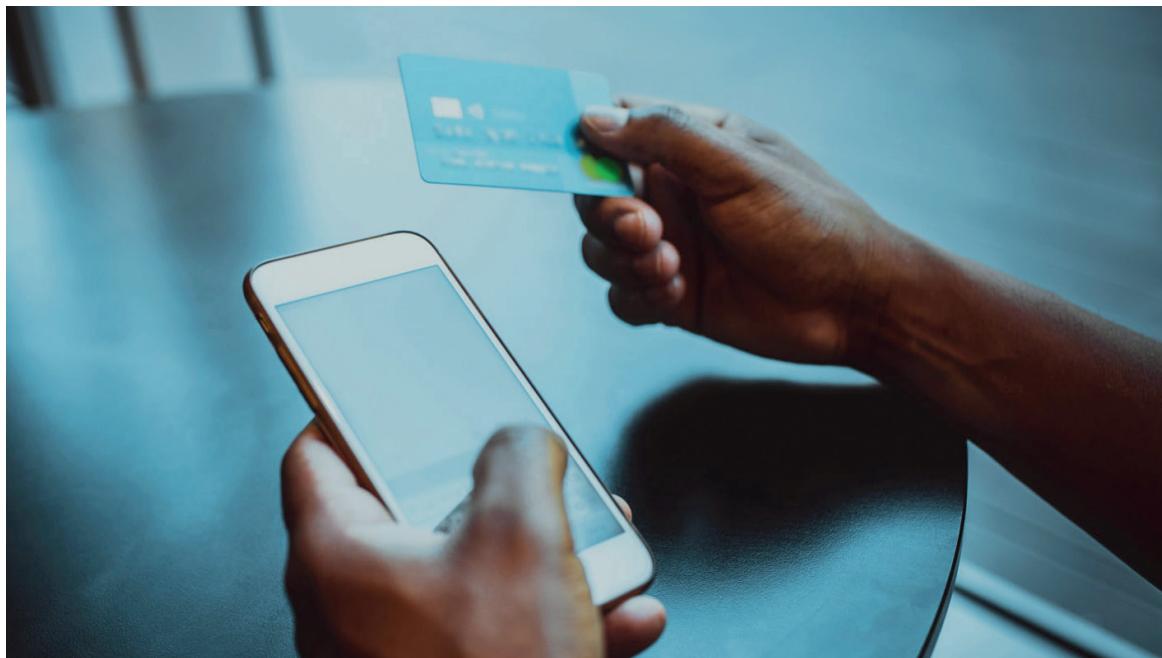
posés par l'économie informelle du continent, qui, selon les estimations, représente plus de 70 % des activités économiques en Afrique. Cette solution panafricaine permet de structurer l'économie informelle, de fournir une traçabilité complète des transactions et de créer des données exploitables, particulièrement utiles pour les secteurs du financement, de la fiscalité et de la protection sociale. Conçue pour les Très Petites Entreprises (TPEs), les travailleurs informels, les collectivités locales et les institutions sociales et financières, IZY se veut une solution simple, rapide et sécurisée. Elle facilite l'accès aux services financiers essentiels, tout en respectant les exigences réglementaires en vigueur. Grâce à une interface mobile intuitive et

une capacité d'interopérabilité avec les systèmes bancaires et institutionnels existants, IZY se positionne comme une passerelle stratégique entre les acteurs économiques de terrain et les institutions établies. IZY n'est pas seulement une plateforme de paiement, mais un véritable outil de structuration économique, apportant des solutions pour l'inclusion financière à une échelle continentale. Elle génère des données exploitables qui ouvrent des possibilités pour un meilleur financement des TPEs, une fiscalité plus efficace et une protection sociale améliorée. Cela permet aux banques, institutions publiques et acteurs privés (comme OLAM, CNPS, CGRAE) de mieux accompagner les petites entreprises et de créer des produits financiers

adaptés aux réalités locales.

Un modèle adapté aux réalités africaines

Ce qui distingue IZY des solutions de paiement traditionnelles, c'est sa capacité à intégrer les spécificités du marché africain. En s'appuyant sur un modèle modulaire, IZY garantit une flexibilité et une adaptabilité optimales aux contextes locaux, tout en répondant aux standards de conformité et d'interopérabilité nécessaires. En ce sens, elle représente une nouvelle génération de services financiers : accessibles, responsables et durables, créés spécifiquement pour les besoins et les réalités africaines. Les banques jouent un rôle central dans le fonctionnement d'IZY, en assurant la conformité réglementaire, l'interopérabilité financière et en développant des produits adaptés aux utilisateurs finaux. Cette collaboration entre le secteur public et privé permet à IZY de se positionner comme un acteur clé de l'inclusion financière et du développement économique en Afrique.



Construisez sans compromis

Les meilleurs matériaux,
au service de votre projet.



Électricité



Plomberie



Carrelage



Étanchéité



Outilage



Sanitaire

Présent à Cotonou depuis plus de **30 ans**, Batimat Bénin s'impose comme un acteur incontournable de la **distribution de matériaux de construction**. Construction ou rénovation, gros chantier ou petits projets d'aménagement : Batimat accompagne les professionnels et les particuliers avec des solutions fiables, techniques et durables.

S'appuyant sur l'expertise du groupe Batimat – présent dans **8 pays d'Afrique**, avec **12 points de vente et plus de 50 000 clients** – la filiale béninoise propose une offre complète, couvrant les besoins clés du chantier : de l'étanchéité à la plomberie, en passant par l'électricité, la quincaillerie et l'outillage, jusqu'aux finitions comme le carrelage, la peinture, les sanitaires, les luminaires et bien plus encore.

Batimat Bénin s'appuie sur un portefeuille de marques reconnues pour leur **fiableté**, leur **innovation** et leur **exigence technique**. Parmi elles : Les Câbleries du Sénégal, Ingelec, Legrand et Schneider Electric pour l'électricité, Jacob Delafon, Grohe et Roca pour la robinetterie et le sanitaire, ou encore Novoceram et Pamesa pour le carrelage. Cette sélection pointue permet d'offrir à chaque client des produits performants et durables, soutenus par un conseil technique expert et un accompagnement personnalisé.

En quête de qualité ou porteurs de projets exigeants, Batimat vous accompagne à chaque étape, avec un oeil expert, des produits fiables et des solutions pensées pour durer.

Découvrez nos deux showrooms à Cotonou et contactez dès à présent nos experts.

Batimat
Bienvenue chez vous

Missebo
En face de l'HOMEL
📞 01 99 01 65 77

Maro-militaire
En face de Toxilabo
📞 01 63 07 56 61

f @ Batimat Bénin



Kobenan Kouassi ADJOUMANI, Ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières de Côte d'Ivoire

« Il n'y a plus d'insécurité alimentaire sévère en Côte d'Ivoire »

Dans cet entretien, le Ministre d'État Kobenan Kouassi ADJOUMANI revient, en partie, sur le bilan et les ambitions du secteur agricole sous la gouvernance du Président Alassane Ouattara.

► Propos recueillis par Léon Anjorin KOBOUDE

Bonne nouvelle pour les producteurs ! Pour cette campagne intermédiaire, le prix bord champ du kg de cacao, bien fermenté, bien séché et bien trié, a été fixé à 2 200 FCFA contre 1 800 FCFA lors de la campagne principale, soit une hausse de 400 FCFA, représentant un taux de 22,2 %. Qu'est-ce qui justifie ce geste important du gouvernement ?

La hausse du prix bord champ garanti est liée à la hausse des cours sur le marché mondial du cacao. La Côte d'Ivoire a un mécanisme de commercialisation du cacao basé sur les ventes à terme. Une grande part (+ de 50 %) est généralement vendue 6 à 12 mois avant la commercialisation des produits effectivement récoltés. Ainsi, le prix du cacao en Côte d'Ivoire est corrélé avec les cours mondiaux, avec un décalage de 6 mois au moins.

Vous avez remis, il y a quelques mois, un chèque de 952 millions de F CFA à la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour offrir la Couverture Maladie Universelle (CMU) à plus de 850 000 producteurs de café-cacao. Pourquoi avoir décidé d'apporter cet accompagnement aux producteurs ?

Le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence M. Alassane OUATTARA, est soucieux de la bonne santé de sa population depuis son arrivée au pouvoir. Le système de sécurité sociale réservé initialement à une minorité de fonctionnaires et d'employés formels a été généralisé à l'ensemble de la population avec une Couverture Maladie Universelle (CMU), rendue obligatoire depuis le 1er janvier 2019. Pour permettre aux producteurs de café-cacao, chevilles ouvrières de l'économie ivoirienne, de bénéficier des soins de santé, le gouvernement a décidé de prendre en charge leur cotisation sociale mensuelle. Le chèque dont vous parlez est le premier remis à la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour démarrer la prise en charge effective des producteurs. Ainsi, depuis le 1er avril 2025, ce sont plus de 1 000 producteurs sur l'ensemble de la zone de production qui ont bénéficié effectivement de la prise en charge de leurs soins de santé (actes médicaux et médicaments).

Pour certains opposants, ces actions à forte portée sociale du gouvernement

sont purement « électoralistes ». Que leur répondez-vous ?

La prise en charge des producteurs a commencé en 2019 avec un processus de recensement et d'identification, le développement des mécanismes de prise en charge et le renforcement des capacités techniques des hôpitaux et centres de santé. L'acte symbolique qui a été posé est juste l'aboutissement de tous les travaux techniques qui ont mobilisé des centaines d'experts depuis 2019.

Les investissements dans le secteur agricole contribuent à l'augmentation de la part de l'agriculture au PIB en Côte d'Ivoire. Pourriez-vous nous parler de quelques résultats phares du Programme national d'investissement agricole après avoir rappelé ses objectifs stratégiques ?

Les objectifs stratégiques du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2) sont : développer la valeur ajoutée agro-sylvopastorale et halieutique, renforcer les systèmes de production agro-sylvopastorale et halieutique respectueux de l'environnement, et enfin parvenir à une croissance inclusive, garante du développement rural et du bien-être des populations. En ce qui concerne la mise en œuvre du PNIA, l'approche adoptée depuis 2018 est le déploiement de neuf pôles de Développement Agricole Intégrés ou agro-pôles sur l'ensemble du territoire ivoirien. À ce jour, deux agro-pôles sont en cours, notamment dans la région du Bélier et au niveau des régions du Nord. En marge de ceux-ci, des projets d'envergure ont été financés au niveau du secteur agricole. Toutes ces initiatives ont permis d'enregistrer des résultats satisfaisants, parmi lesquels : la production de 23,6 millions de tonnes de produits vivriers, du fait des appuis en intrants agricoles, de l'aménagement de sites de production, mais également de l'appui-conseil apporté aux producteurs ; la réhabilitation et l'aménagement de 29 743 km de pistes rurales ; la construction de 397 magasins de stockage d'une capacité de 38 000 tonnes ; la construction de 6 centres de groupage et 15 marchés ruraux. Au-delà de ces résultats physiques, la mise en œuvre du PNIA a permis de contribuer à la baisse de la pauvreté en milieu rural, passant de 56,8 % en 2018 à 54,5 % en 2021. Par ailleurs, concernant la contribution à la réduction de l'insécurité alimentaire, il convient de noter qu'il n'y a plus d'insécurité alimentaire sévère depuis la mise en œuvre du PNIA.



SEAM

Filiale de
NOURMONY
HOLDING

Nos produits issus de notre **FERME** à Toumodi

Pourquoi importer quand on peut **consommer localement** ?



LE PANIER DE LA FERME, TOUT EST FRAIS.

IVO
frais

Opter pour une viande bovine et ovine tendre, savoureuses de qualité supérieur parce que la qualité ne se discute pas, sans doute choisissez l'excellence de notre viande.

Élevage durable, bovin et ovin de races améliorées : technologie, bien-être animal et performance.

+175
Collaborateurs

+3100
Bovins

+2640
Ovins

Accédez à
notre plaquette



Ivofrais



(+225) 07 15 99 99 99
(+225) 05 84 64 64 64



Notre boucherie, non loin de
la station Total 2 plateaux vallon





Brahima Yves KONE, Directeur Général du Conseil du Café-Cacao

« Nous assistons à une évolution majeure de la filière, qui est loin d'être terminée »

À la tête du Conseil du Café-Cacao de Côte d'Ivoire depuis 2017, Brahim Yves KONE fait le point sur les avancées majeures de la filière café-cacao. Sous sa direction, des réformes audacieuses ont été mises en place, visant à garantir un meilleur revenu aux producteurs tout en assurant la durabilité de la filière.

► Propos recueillis par Léon Anjorin KOBOUDE

Monsieur KONE Brahim Yves, parlez-nous du Conseil du Café-Cacao et de la filière café-cacao en Côte d'Ivoire ?

Le Conseil de Régulation, de Stabilisation et de Développement de la filière Café-Cacao, en abré-

gé « Le Conseil du Café-Cacao », a été créé par ordonnance le 28 décembre 2011, modifiée le 26 septembre 2018. Cette ordonnance fixe les règles relatives à la commercialisation du café-cacao et à la régulation de la filière café-cacao en Côte d'Ivoire.

Avec plus d'un million de producteurs et environ deux millions de tonnes de fèves produites chaque année, soit 40% de la production mondiale, la filière café-cacao contribue de manière significative aux performances économiques du pays. Elle représente 15% du PIB et 40% des recettes d'exportation ivoiriennes. La filière joue donc un rôle stratégique dans la politique du gouvernement ivoirien. Elle est pourvoyeuse de ressources, d'emplois et, de ce fait, contribue de manière majeure au développement et à la lutte contre la pauvreté.

En août 2017, le Président de la République, SEM Alassane OUATTARA, vous a nommé Directeur Général du Conseil du Café-Cacao. Quelles étaient vos missions ?

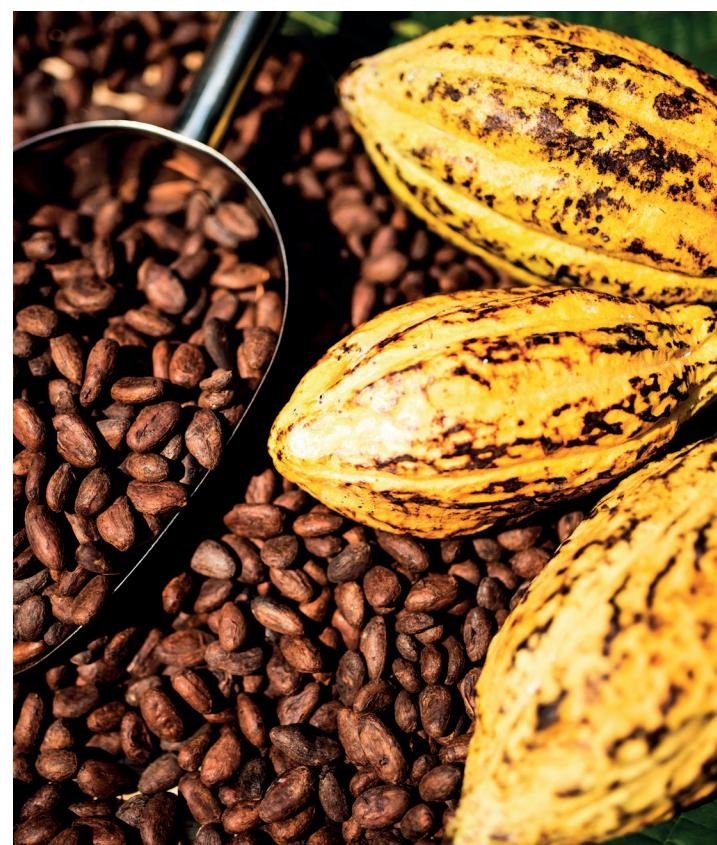
Avant tout, permettez-nous d'exprimer notre infinie gratitude à SEM Alassane OUATTARA, le Président de la République, pour la confiance qu'il a placée en nous et pour son soutien sans faille pour mener à bien nos missions. Pour répondre à votre question, sachez qu'à notre prise de fonction, le chemin tracé par le Chef de l'État était très clair : bien produire et bien vendre, afin de garantir aux producteurs un meilleur prix et ainsi améliorer leurs conditions de vie. Telle est la principale et constante préoccupation du Président de la République. Pour cela, conformément aux missions qui sont dévolues au Conseil du Café-Cacao (réguler, stabiliser et développer la filière), il s'agissait de renforcer la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion des ressources ; de développer une économie cacaoyère et caférière durable, à travers la réorganisation de la production et l'amélioration de la productivité ; et enfin, de promouvoir l'industrialisation.

Quelles sont les grandes réalisations que vous retenez pour le développement de la filière café-cacao de Côte d'Ivoire ?

Sous le leadership du Président Alassane OUATTARA, beaucoup a été accompli, et nous assistons à une évolution majeure de la filière, qui est loin d'être terminée. Tout d'abord, la volonté du Chef de l'État d'assurer un mieux-être aux producteurs de café et de cacao de Côte d'Ivoire s'est concrétisée, depuis 2011, par le choix d'octroyer, au moins 60% du prix CAF pour le kilogramme de café et de cacao, à travers un système stabilisé. Grâce à cela, depuis 2017, nous nous réjouissons de l'augmentation significative et continue du prix bord-champ, qui a atteint un niveau record pour

...la filière café-cacao contribue de manière significative aux performances économiques du pays. Elle représente 15% du PIB et 40% des recettes d'exportation ivoiriennes.

la campagne 2024/2025, fixé à 2200 FCFA le kilo. Le Président de la République a souhaité que nous ne nous contentions pas d'offrir aux producteurs un prix en hausse constante. Désormais, les producteurs bénéficient d'une prise en charge médicale dans tous les centres de santé de la Couverture Maladie Universelle (CMU) du territoire national. Ils peuvent donc se faire soigner gratuitement, leur assurance étant intégralement réglée par le Conseil du Café-Cacao, pour un montant annuel d'un peu plus de 17 milliards de FCFA. Parmi les grandes réalisations, nous ne manque-



La filière Café-cacao ivoirienne représente 40% de la production mondiale



Vue aérienne du tout nouveau complexe industriel de TRANSCAO Côte d'Ivoire

rons pas de citer aussi la mise en œuvre de l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCG). En mars 2018, face aux contraintes structurelles et conjoncturelles majeures pesant sur le secteur cacao, SEM Alassane OUATTARA et SEM Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, alors Président de la République du Ghana, se sont rencontrés pour discuter de l'économie du cacao, dont les deux pays assurent plus de 60% de l'offre mondiale. Cette rencontre a donné lieu à la « Déclaration d'Abidjan », dans laquelle les deux Chefs d'État ont réaffirmé leur volonté de définir une stratégie commune pour trouver une solution durable à l'amélioration des prix perçus par les producteurs de cacao de leurs pays respectifs. Dans ce cadre, à l'issue des différentes réunions qui ont eu lieu alternativement à Abidjan et à Accra, il a été proposé la mise en place d'une organisation régionale dénommée Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCG). C'est dans le cadre de l'ICCG qu'en 2019, nous avons instauré une prime de 400 dollars la tonne

métrique de cacao, applicable à tout contrat de vente conclu avec les deux pays. Cette prime, appelée Différentiel de Revenu Décent (DRD), est exemptée de toute fiscalité et parafiscalité et est entièrement reversée aux producteurs. Autre réalisation majeure : le recensement des producteurs et de leurs vergers comme instrument de planification et de développement de la filière café-cacao. D'avril 2019 à décembre 2020, le Conseil du Café-Cacao a réalisé le recensement des producteurs de café-cacao et de leurs vergers (RPCCV), dont le but était de mieux connaître l'appareil productif de la filière. Cela nous a permis, à ce jour, de recenser 1 100 000 producteurs de café-cacao – dont 8% sont des femmes –, de connaître leur âge moyen, le nombre d'enfants, le taux de scolarisation, ainsi que le nombre de personnes vivant dans leurs ménages, la superficie totale des parcelles de café et de cacao, ainsi que leur géolocalisation. À partir de ces données, le Conseil du Café-Cacao a pu produire et distribuer une carte d'identifi-

...la volonté du Chef de l'État d'assurer un mieux-être aux producteurs de café et de cacao de Côte d'Ivoire s'est concrétisée, depuis 2011, par le choix d'octroyer, au moins 60% du prix CAF pour le kilogramme de café et de cacao...

cation multifonctions et électronique à chaque producteur. Cette carte est équipée d'un QR code contenant toutes les informations sur le producteur et son verger, ainsi que d'une puce bancaire permettant des transactions financières liées à la commercialisation des produits (vérification du respect des prix garantis et sécurisation du revenu des producteurs). Elle comporte également le matricule attribué par le Conseil du Café-Cacao, qui sert d'identifiant unique pour le producteur et est utilisé par l'ensemble des acteurs de la chaîne de commercialisation dans toutes les transactions avec ce dernier. À ce jour, près de 900 000 cartes ont été distribuées aux producteurs de café et de cacao. Ce système national de traçabilité vise à garantir la transparence quant à l'origine du produit, afin de certifier qu'il respecte les normes environnementales, sociales et économiques de durabilité. À cet égard, la Norme ARS 1000 pour le cacao durable est une autre réalisation essentielle pour l'avenir de la filière. Il s'agit d'une norme d'application obligatoire, comprenant des exigences relatives aux systèmes de gestion des producteurs de cacao, à la qualité et à la traçabilité du cacao, ainsi qu'aux systèmes de certification. Cette certification devrait permettre d'améliorer les revenus des producteurs. Il est important de noter que la Norme ARS 1000 rend l'agroforesterie obligatoire. En conséquence, toutes les plantations de cacao en Côte d'Ivoire devront, à terme, être transformées en systèmes agroforestiers. Avec l'appui du Conseil du Café-Cacao, chaque producteur doit obligatoirement planter, au minimum, 25 arbres par hectare dans son champ. Depuis 2019, dans le cadre de la lutte contre la déforestation et pour atténuer les effets du changement climatique, le Conseil du Café-Cacao a lancé un vaste programme de contribution à la reforestation. Tous ces efforts de l'État de Côte d'Ivoire visent à assurer la durabilité économique, sociale et environnementale de la production de cacao. Une production durable est une condition

essentielle pour garantir l'approvisionnement des usines et assurer la viabilité de la filière. Cependant, malgré les efforts déployés jusqu'à ce jour, nous déplorons que moins de 6% de la richesse générée par la chaîne de valeur cacaoyère revienne aux pays producteurs; environ 24% de la richesse va à la première transformation (broyage), et 70% est captée par la chocolaterie, les marques et la distribution. Face à ce constat, le Gouvernement a décidé de créer les conditions favorables pour transformer localement le maximum de notre production. La création de TRANSCAOCI par le Conseil du Café-Cacao est une réponse à l'accélération de la transformation locale.

Quelle est votre vision pour le futur de la production ivoirienne de café et de cacao ?

Chaque jour, nous nous efforçons de mieux produire et de mieux vendre, pour garantir un meilleur prix et de meilleures conditions de vie aux producteurs. S'agissant des défis futurs, l'un des enjeux les plus importants sera de nous adapter aux changements climatiques. Grâce à la recherche scientifique, nous devrons proposer aux planteurs des semences plus productives et performantes, capables de résister à la sécheresse et aux maladies.





Le Conseil du Café-Cacao



Caisse Nationale d'Assurance Maladie

COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU) DES PRODUCTEURS DE CAFÉ-CACAO

Chers producteurs de café-cacao,
sur présentation de votre carte du producteur,
bénéficiez de la Couverture Maladie
Universelle (CMU) gratuitement !

- 100% de prise en charge
par Le Conseil du Café-Cacao
- 0 F CFA à payer
- Soins gratuits dans tous
les centres de santé agréés
de la CMU



Infoline ☎

800 00 900 / 27 20 20 27 05



Cacao ivoirien

De la fève à la valeur ajoutée

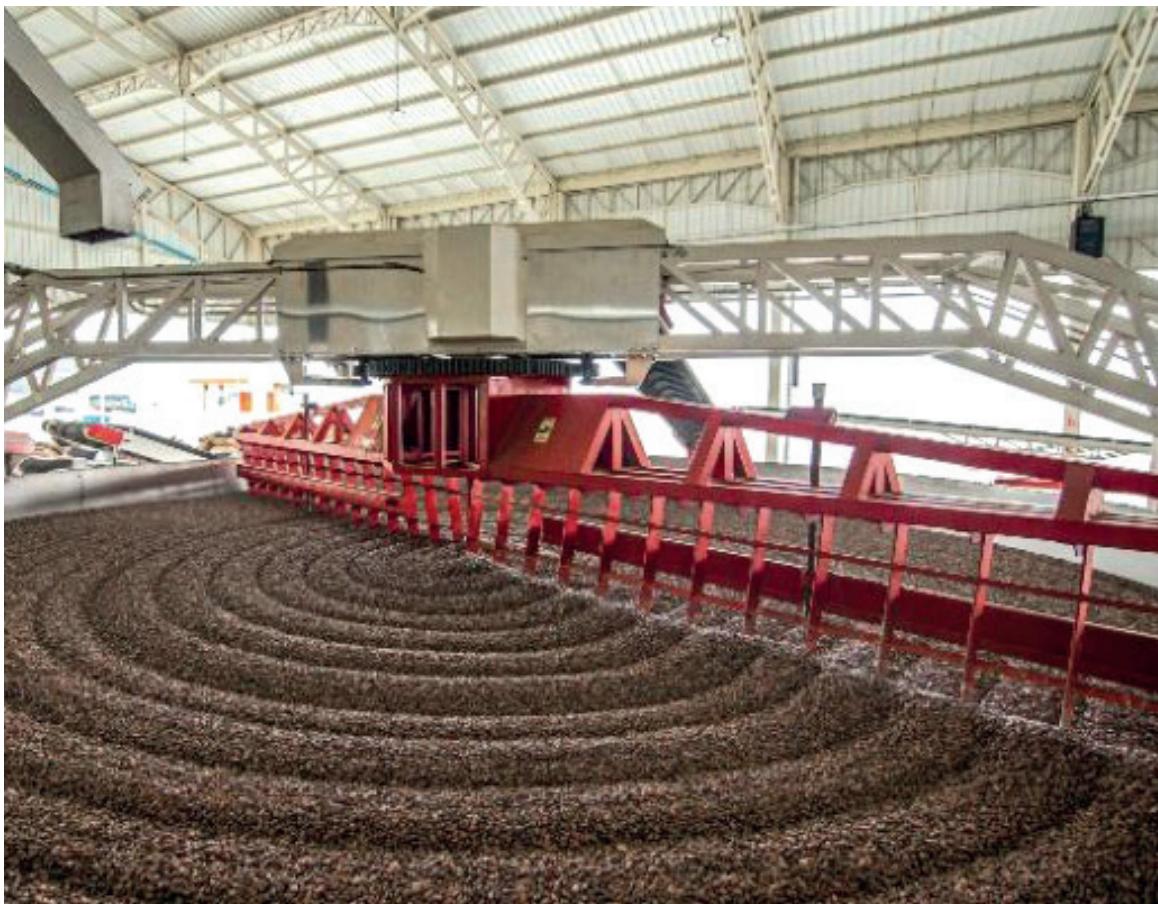
Premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire mise de plus en plus sur la transformation locale de sa production. Et les indicateurs montrent une dynamique encourageante.

► Par Alakagni HALA

La Côte d'Ivoire produit en moyenne deux millions de tonnes de fèves de cacao par an, ce qui en fait le premier producteur mondial. Jusqu'à récemment, l'essentiel de cette production était exporté à l'état brut. Mais depuis le milieu des années 1990, le pays a engagé un virage stratégique visant à valoriser localement sa production afin d'augmenter sa valeur ajoutée. Dans cette optique, l'État a

mis en place une série de mesures incitatives, notamment fiscales et douanières, pour attirer les investissements, aussi bien étrangers que locaux, dans la transformation du cacao. Une politique qui commence à porter ses fruits. Grâce à la création de nouvelles unités industrielles et à l'extension de plusieurs installations existantes, le volume de cacao transformé localement dépasse aujourd'hui 972 000 tonnes, soit environ 35 % de la production

nationale. Cette transformation concerne principalement la fabrication de poudre et de beurre de cacao. Le pays compte au total 14 unités de transformation en activité. La plus récente est celle du groupe malaisien GCB Cocoa Côte d'Ivoire, implantée à San Pedro (sud-ouest), pour un coût de 46 milliards de FCFA. Opérationnelle depuis le 21 juillet 2023, cette usine affiche une capacité de broyage initiale de 60 000 tonnes par an, qui devrait at-



teindre 240 000 tonnes à terme. D'autres projets d'usines de grandes capacités sont en cours. C'est notamment le cas de l'usine Atlantic Cocoa Corporation, pour un investissement de 73 milliards de FCFA. L'unité prévoit d'assurer le broyage, la torréfaction, le pressage de la liqueur, la production de nibs de cacao et l'alcalinisation. Sa capacité de transformation sera de 64 000 tonnes par an, extensible à 100 000 tonnes. Avant l'arrivée de ces nouveaux acteurs, plusieurs multinationales opéraient déjà en Côte d'Ivoire depuis des décennies. Il s'agit de Barry Callebaut, avec une capacité de 215 000 tonnes depuis 2018, Cargill Cocoa, plus de 170 000 tonnes par an, Cémoi, au-delà de 100 000 tonnes, et de Olam, 75 000 tonnes par an.

Une rémunération en hausse

L'un des effets attendus de la transformation locale du cacao est une amélioration durable de la rémunération des producteurs, qui perçoivent déjà 60 % du prix CAF. Si l'objectif reste de transformer, à terme, l'intégralité des fèves produites afin de démultiplier les revenus, les producteurs voient déjà, campagnes après campagnes, le prix du kilogramme de cacao monter grâce à l'envolée des cours mondiaux. Le prix minimum garanti du kilogramme de cacao a connu une progression significative ces deux dernières campagnes passant de 1 000 FCFA pour la campagne principale 2023-2024 à 1 800 FCFA pour la principale 2024-2025, puis à 2 200 FCFA pour la campagne intermédiaire 2024-2025. La courbe de rémunération est clairement ascendante. Les producteurs s'en réjouissent, même si certains estiment que le potentiel de hausse est encore loin d'être atteint. Ils espèrent mieux.

A. HALA



Secteur de l'anacarde ivoirien Place à la transformation

Premier producteur mondial de noix de cajou, la Côte d'Ivoire a résolument la transformation locale. Depuis une décennie, le gouvernement déploie un arsenal de mesures pour industrialiser la filière.

► Par Alakagni HALA

Avec une production moyenne d'un million de tonnes par an, soit près de 40 % de l'offre mondiale, la Côte d'Ivoire s'est hissée, depuis plusieurs années à la première place du classement mondial des pays producteurs de noix de cajou brute. Mais la quasi-totalité de cette production est exportée à l'état brut, principalement vers l'Inde, le Vietnam, les États-Unis, l'Indonésie et la Chine, où les noix

sont décortiquées, transformées puis réexportées. Le résultat est qu'une grande partie de la valeur ajoutée échappe au pays. Dans le but de permettre aux acteurs locaux de capter une part plus importante de la chaîne de valeur tout en générant davantage d'emplois, la Côte d'Ivoire a décidé d'accélérer la transformation locale. La stratégie mise en place par le gouvernement commence à porter ses fruits. La Côte d'Ivoire est désormais le troisième

transformateur mondial de noix de cajou, derrière le Vietnam et l'Inde, une position arrachée en 2021 au Brésil, avec 136 800 tonnes transformées. Fin 2024, ce volume atteignait 344 000 tonnes, soit 36,4 % de la production commercialisée. Entre 2014 (266 000 tonnes) et 2024, la progression est de 30 % sur dix ans. La tendance est clairement haussière. L'objectif officiel est de transformer au moins 50 % de la production locale d'ici 2027.



Pour y parvenir, les autorités multiplient les appels aux investisseurs. Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des petites et moyennes entreprises Souleymane Diarrassouba, s'est érigé en porte-voix de cette ambition. Il rappelle régulièrement les mesures incitatives mises en place par l'État pour soutenir les unités de transformation. Ce dispositif repose sur trois mesures phares. La première est l'octroi d'une subvention à la transformation de l'anacarde aux unités locales – 37 conventions ont été signées entre l'État et les opérateurs économiques. La deuxième est une enveloppe de 107 milliards de francs CFA décaissée grâce à un soutien de la Banque mondiale pour un appui à l'amélioration de la chaîne des valeurs. La troisième mesure est l'octroi de mesures additionnelles d'incitations fiscales et non-fiscales aux industries locales.

Ces efforts commencent à porter leurs fruits. Les initiatives privées se multiplient, avec l'implantation de nouvelles usines et l'extension des sites existants. Des géants internationaux s'installent. C'est le cas de Valency International, société singapourienne qui a inauguré, fin janvier 2025, une unité de transformation d'une capacité annuelle de 45 000 tonnes, pour un investissement de 24 milliards de francs CFA (environ 15,8 millions de dollars). En 2024, deux autres unités de transformation ont été ouvertes. Au nombre desquelles, celle de la société Ecocajou d'une capacité annuelle de 15 000 tonnes et celle de l'émirat Pan African Agro Commodities (PAAC) d'une capacité initiale de 18 000 tonnes extensible à 150 000 tonnes à terme. Dans leur sillage, plusieurs coopératives agricoles s'organisent pour acquérir des équipements de transformation

de petite taille, signe d'une mobilisation croissante à la base. Si les autorités misent autant sur la transformation, c'est parce que les enjeux économiques sont majeurs. Le prix du kilogramme d'amandes de cajou transformées peut atteindre jusqu'à cinq fois celui de la noix brute. Développer la transformation locale, c'est donc augmenter mécaniquement les recettes d'exportation du pays. Mais c'est aussi, et surtout, un levier de création d'emplois. L'industrialisation de la filière génère des milliers de postes, notamment pour les femmes, dont la main-d'œuvre est fortement sollicitée dans les unités de transformation. De plus, la transformation permet de valoriser les sous-produits. La coque, par exemple, peut être transformée en huile ou biocarburant, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives économiques pour le secteur.



Chaque chantier, une *expertise* dédiée !

Choisissez l'excellence du BTP en Afrique.





Industrie extractive

Une accélération vers le cercle des pays producteurs

Longtemps présentée comme une économie reposant sur l'agriculture, la Côte d'Ivoire semble désormais miser sur l'industrie extractive pour tirer parti des ressources enfouies dans son sous-sol.

► Par Alakagni HALA

Abidjan, on ne se targue plus uniquement de son statut de puissance agricole, comme c'était le cas durant les premières décennies d'indépendance. Sans pour autant tourner le dos à une agriculture toujours florissante, la Côte d'Ivoire oriente de plus en plus ses efforts vers les ressources minières et pétrolières. Les discours officiels sont désormais colorés par des références aux hydrocarbures, à l'or, au man-

ganèse et à d'autres minerais. Les faits semblent donner raison à cette réorientation. En 2021, un événement historique s'est produit : la firme pétrolière italienne Eni annonçait la découverte d'un gisement majeur, baptisé Baleine. Ce champ pétrolier offshore recèle un potentiel estimé à 2 milliards de barils de pétrole et 2 400 milliards de pieds cubes de gaz. Ce fut un tournant pour la Côte d'Ivoire qui marquait un pas important vers le cercle restreint des pays producteurs d'hydro-

carbures. La suite a confirmé cet élan, avec la découverte de Calao, une extension du gisement initial, portant les réserves à 2,5 milliards de barils de pétrole et 3 300 milliards de pieds cubes de gaz. Le 23 novembre 2023, le lancement officiel de la production de ce gisement « exceptionnel » a été célébré par les autorités étatiques, qui ont salué ce moment comme un signal fort de l'entrée du pays dans la cour des grands. Le Premier ministre Robert Beugré Mambé et le

ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, Mamadou Sangafowa Coulibaly, s'en sont félicités. « La découverte de ce gisement de classe mondiale étant une première pour notre pays, la cérémonie de ce jour est en réalité la célébration de l'entrée très prochaine de notre pays dans le cercle envié des pays producteurs de pétrole », s'est réjoui le ministre Coulibaly. Ce bond en avant est d'autant plus significatif que la production de ce seul gisement devrait atteindre 150 000 barils par jour à l'horizon 2027, ce qui porterait la production totale du pays à près de 200 000 barils/jour. En mars 2025, elle a atteint 73 000 barils/jour en mars 2025, grâce à Baleine et à la performance d'autres blocs). Quant aux énormes réserves de gaz naturel de ce gisement, la production est attendue à 200 millions de pieds cubes par jour d'ici 2027. Mais la Côte d'Ivoire ne compte pas s'arrêter là. Le ministère de tutelle accélère l'exploration. Depuis 2012, près de 60 contrats de recherche ont été signés. Le bassin sédimentaire ivoirien est en pleine ébullition, notamment dans les eaux territoriales.

De plain-pied dans les mines

Sur la terre ferme, la Côte d'Ivoire peut d'ores et déjà se prévaloir d'un statut de pays minier. Ces dernières années, l'actualité est marquée par de multiples annonces de découvertes d'importants gisements d'or. La plus récente remonte au 16 juin 2025, lorsque la société minière australienne Resolute Mining a révélé la présence d'un gisement de classe mondiale estimé à 100 tonnes d'or, situé à Doropo, dans le nord-est, près de la frontière avec le Burkina Faso. Un investissement de 300 milliards de francs CFA est prévu pour une exploitation qui devrait

s'étendre sur plus de 20 ans. Avant cela, le 2 mai 2024, c'est le gisement de Koné (nord du pays) qui avait été présenté comme la plus grande découverte aurifère de l'histoire ivoirienne : 5 millions d'onces, soit 155,5 tonnes d'or, avec une teneur moyenne de 0,72 g/t. Le groupe canadien Montage Gold, opérateur de cette mine, prévoit un investissement initial de 400 milliards de francs CFA pour son développement. À l'est du pays, un troisième gisement de classe mondiale, Tanda-Iguéla, a été découvert en 2022. Sa mise en exploitation, prévue pour 2028, devrait permettre une production estimée à 150 tonnes sur 15 ans. La société Endeavour Mining, déjà présente à Ity et Lafagué, y investira 530 milliards de francs CFA (environ 807 millions d'euros). La Côte d'Ivoire renforce ainsi, année après année, sa place sur l'échiquier mondial de l'or. La production nationale est en constante progression. Elle est passée de 13 tonnes en 2012 à, 58 tonnes en 2024, avec un objectif de 62 tonnes pour 2025. Le potentiel aurifère est évalué à 600 tonnes, et le pays ambitionne de rivaliser avec les

grands producteurs d'ici 2030. Un indicateur significatif de cette ambition est que sur 174 permis d'exploitation minière délivrés entre 2015 et 2022, 93 % concernent l'or.

Des ressources à valoriser

Mais l'or n'est pas la seule richesse du sous-sol ivoirien. Le gouvernement mise également sur le manganèse, dont le potentiel est estimé à 12 millions de tonnes. La production a connu une progression à partir de 2017 pour atteindre un pic de 1 325 526 tonnes en 2020, avant de décliner en 2021 et 2022. Elle est repartie à la hausse en 2023 grâce à la relance d'une des quatre mines actuellement en activité. La bauxite, autre ressource minière, fait aussi l'objet d'attention. Le pays, voisin de la Guinée, terre d'excellence de ce minéral, a fait ses premières exportations vers la Chine en 2020. D'autres projets d'exploration sont en cours sur divers minéraux stratégiques. L'objectif est clair : faire passer la contribution de l'industrie extractive à 6 % du PIB, voire les dépasser. Le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie fait des mains et des pieds pour y parvenir.







Côte d'Ivoire

Le hub énergétique se met en place

La Côte d'Ivoire ambitionne de devenir le plus grand marché de l'électricité en Afrique de l'Ouest. Et les investissements dans le secteur ne faiblissent pas.

► Par Alakagni HALA

Le 5 mai 2025, le gouvernement annonçait solennellement que la production électrique nationale s'était enrichie de 112 MW, avec la mise en service du barrage hydroélectrique de Gribô-Popoli, dans le sud-ouest du pays. Cet ouvrage, construit en aval du barrage de Soubré, le plus grand du pays, marque une nouvelle étape dans la stratégie énergétique nationale. Mis en service en 2017, le barrage de Soubré dispose d'une capacité installée de 275 MW pour un coût total estimé à 331 milliards FCFA (environ 504 millions d'euros). Il constitue, indiscutablement, une infrastructure emblématique

du secteur électrique ivoirien. Cet investissement traduit une nouvelle fois la ferme volonté du pays de s'imposer comme un hub énergétique sous-régional. Grâce à ses ressources naturelles et à des infrastructures en constante amélioration, la Côte d'Ivoire déploie des efforts considérables pour renforcer sa production, diversifier son mix énergétique et optimiser sa capacité d'exportation. En 2024, le pays disposait d'une capacité installée de 3 118 MW. Celle-ci devrait atteindre 3 500 MW en 2025, avec l'entrée en production de nouvelles unités. À l'échelle régionale, le secteur électrique ivoirien est considéré comme relativement

avancé. Comparée à d'autres pays de la sous-région, la Côte d'Ivoire dispose d'une marge confortable pour répondre à une demande intérieure en hausse tout en conservant un potentiel d'exportation conséquent. Pour devenir le plus grand marché de l'électricité en Afrique de l'Ouest, le pays a lancé un programme massif d'investissement dans les infrastructures, avec pour objectif l'accroissement et la diversification de la production. La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui huit barrages hydroélectriques à savoir Kossou, Buyo, Taabo, Soubré, Ayamé I et II, Fayé et Gribô-Popoli. Plusieurs autres projets hydroélectriques

sont en cours de développement et figurent déjà dans le pipeline énergétique national. Si historiquement l'hydroélectricité a constitué la principale source d'électricité, la production thermique s'est imposée depuis 1995 avec l'entrée en service de la centrale CIPREL, premier producteur indépendant d'électricité du pays, et l'un des pionniers du secteur en Afrique. Le pays dispose actuellement de deux centrales thermiques majeures : CIPREL et AZITO. Ces installations ont connu plusieurs phases d'extension et atteignent aujourd'hui des capacités de production respectives de 556 MW et 710 MW. La production thermique représente désormais 76 % de l'électricité produite en Côte d'Ivoire (données 2024). Plusieurs autres unités thermiques sont également en projet pour les années à venir.

L'entrée fracassante du solaire

La Côte d'Ivoire s'engage résolument dans la transition énergétique, avec des objectifs ambitieux pour les énergies renouvelables. D'ici 2030, le pays vise à porter la part des énergies renouvelables à 45 % du mix énergétique, en mettant l'accent sur le solaire. L'objectif est d'atteindre 400 MW de capacité installée d'ici cette échéance. Le premier jalon de cette stratégie est la centrale solaire de Boundiali, dans le nord du pays, d'une capacité de 37,5 MWc (mégawatts crête). Une seconde phase de 45,5 MWc est actuellement en cours de réalisation. Parallèlement, une demi-douzaine d'autres projets solaires sont en développement. Profitant de son statut de pays agricole par excellence, la Côte d'Ivoire mise aussi sur la biomasse pour élargir son offre d'énergie renouvelable. Le projet phare en la matière est la centrale de Biovea, en

cours d'installation, avec une capacité de 46 MW. Alimentée par les résidus de palmiers à huile, elle est annoncée comme la plus grande centrale biomasse d'Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire semble bien engagée pour transformer son ambition de hub énergétique en réalité tangible. Grâce à ses investissements continus et à une volonté affirmée d'intégration régionale, le pays est en passe de jouer un rôle pivot dans l'avenir énergétique de l'Afrique de l'Ouest.

L'interconnexion, levier du hub

Pour concrétiser cette ambition, l'interconnexion régionale est

un levier essentiel. À ce titre, la Côte d'Ivoire fait figure de bon exemple par sa participation active aux initiatives régionales, notamment le West African Power Pool (WAPP), dont l'objectif est de créer un marché intégré de l'électricité en Afrique de l'Ouest. Grâce à ces interconnexions, le pays exporte actuellement plus de 11 % de sa production électrique. Les principaux pays clients sont le Ghana, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée. Sur le plan domestique, le pays affiche désormais un taux d'électrification proche de 100 %. Peu de zones restent encore à couvrir.

Une posture d'intégration

L'émergence de la Côte d'Ivoire comme hub énergétique en Afrique de l'Ouest pourrait générer des retombées considérables pour l'ensemble de la sous-région. Elle favoriserait une intégration économique plus poussée, en garantissant un approvisionnement énergétique stable et abordable pour ses voisins. En se positionnant en leader de la production électrique, y compris à partir de sources renouvelables, la Côte d'Ivoire contribue également à la sécurité énergétique régionale et à la lutte contre le changement climatique. Le succès de cette ambition ivoirienne pourrait servir de modèle pour d'autres pays du continent.

A. HALA





“ Au cœur d'une Afrique qui bouge ”

NOS SECTEURS D'ACTIVITÉS



Construction & BTP



Automobile



Hydrocarbures



Santé



Distribution & équipements



Imprimerie



Agropastoral



Mines



Services

NOURMONY HOLDING EN CHIFFRES

10
secteurs d'activités

1650
collaborateurs engagés et motivés

16
années d'expérience



Loisirs

Nos filiales



📞 (+225) 27 22 22 36 47

📍 Cocody II Plateaux Vallon, Rue du BURIDA adjacent à SOROUBAT

🌐 Nourmony Holding SA LinkedIn NOURMONY HOLDING

Plus d'infos sur



www.nourmony.com



**PIERRE GOUDIABY
ATEPA,**

Le bâtisseur africain au nez creux

Parler de l'architecte-ingénieur et homme d'affaires sénégalais Pierre Goudiaby Atepa est loin d'être chose aisée tant l'électisme de ce profil bouillonnant d'idées novatrices étonne et détonne aux quatre coins du continent.

► Par MLDIATTA

D'abord, son sobriquet Atepa, le bâtisseur en diola, la langue de son terroir, lui vient de Baïla, une localité de cette Casamance nichée au sud du Sénégal, connue pour être un espace de brassage ethnique. Bref, c'est cette région naturelle cosmopolite, dotée de ressources naturelles insoupçonnées, qui a donné à l'Afrique et au monde entier ce métis culturel qui n'a pas fini d'imposer

l'originalité de son empreinte architecturale en Afrique et ailleurs dans le monde. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il reste encore l'inamovible président du Collectif des cadres casamançais. Ce qui dénote, si besoin en était, son attachement viscéral à la partie méridionale du Sénégal. Dès 1977, Pierre Goudiaby a eu l'ingéniosité et le courage de lancer son cabinet d'architecture. Puis, sentant qu'il devait toujours s'adapter à l'air du temps,

il crée en 1985 ATEPA TECHNOLOGIES, une société d'ingénierie technique, financière et immobilière. Concepteur de nombreux édifices de renom, dont le Monument de la Renaissance africaine (statue de bronze de 49 mètres), le siège de la BCEAO et la Place du Souvenir à Dakar, et tant d'autres sur le continent, notamment en Guinée-Équatoriale, il a depuis longtemps gagné ses galons mérités d'Africain intégral, impactant et utile à la qualité de notre vivre-ensemble. C'est ainsi que le terminal de l'aéroport international de Banjul, le siège de la BIDC à Lomé, la Place de la Nation à N'Djamena portent également sa touche artistique unique. Pour asseoir sa solide réputation de bourreau de travail, il a ouvert des bureaux en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, au Togo, en Mauritanie, au Tchad, en RDC, au Burkina... Il dispose également de locaux à Paris depuis 2006 et à Pékin depuis 2010. Ensuite, ses qualités intrinsèques de visionnaire coulent de source, pour avoir très tôt compris l'importance d'une solide formation sur les fondamentaux de sa passion originelle : l'architecture. Titulaire d'un baccalauréat, il intègre le prestigieux Rensselaer Polytechnic Institute de New York où il décroche un diplôme d'ingénieur en sciences de la construction, puis complète sa formation par un diplôme d'architecture. Sa thèse de fin d'études porte sur : « La Ville idéale africaine ». Assez prémonitoire pour cet as du BTP ; ce qui en dit long sur son engagement légendaire pour l'essor du continent. À y voir de près, Atepa offre toujours l'image d'un cérébral qui adore défier le temps pour être souvent en avance sur ses contemporains. Il a récemment eu l'insigne honneur d'être choisi par le président gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema pour concevoir le grand projet dit LIBREVILLE II, la future capitale administrative du Gabon. Le célèbre architecte sera à la tête d'une équipe pluridisciplinaire, et le financement du projet, estimé à 1,4 milliard de dollars US, repose sur une approche diversifiée. Lors du 2^e forum Gabon-Chine en septembre 2024, des investisseurs chinois avaient déjà annoncé une contribution de 830 milliards de francs CFA (1,407 milliard de dollars) pour soutenir Libreville II. Pierre Goudiaby est par ailleurs appelé à collaborer étroitement avec les PME locales du Gabon afin qu'elles bénéficient pleinement de ce projet structurant. L'idée directrice étant qu'au-delà de l'expertise mondialement connue et reconnue du génie sénégalais, l'appropriation de LIBREVILLE II par le secteur privé gabonais est capitale. Bien avant, il avait eu la folle et ambitieuse idée de tracer ce qu'il appelle la « nouvelle route de l'acier et de l'aluminium », qui rappelle vaguement la fameuse route de la soie des Chinois. Lancé en grande pompe le 24 mai 2019 à Dakar, ce projet

futuriste repose essentiellement sur un postulat : l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest et la création d'emplois massifs à travers la transformation in situ des minerais de fer et de bauxite. De même, ce projet ouest-africain, conçu sous forme de partenariat public-privé, cible particulièrement sept pays : la Guinée-Bissau, la Guinée-Conakry, la Sierra Leone, le Mali, la Mauritanie, le Liberia et le Sénégal. Détail important : rien que la première phase de ce projet gigantesque nécessite un financement d'environ 3 000 milliards de dollars... Sa dimension de digne fils du continent se renforce le 8 novembre 2019, lorsqu'il présente au siège de l'Union africaine (Addis-Abeba) la Fondation économique Inde-Afrique, dont il est co-initiateur avec l'Indien Ratna Velu, en présence des ambassadeurs des 55 pays membres de l'organisation panafricaine. Dans la foulée, il dévoile d'une part le projet de construction d'Africa-India House (immeuble des 54 États membres de l'UA), et d'autre part celui du projet futuriste et innovant de la nouvelle route de l'acier et de l'aluminium. Désigné Homme de l'année au Sénégal (2001), au Tchad (2011), et en Guinée-Équatoriale, Atepa a franchi un nouveau palier dans l'organigramme du secteur privé en devenant, en 2023, président du Club des Investisseurs du Sénégal (CIS). Bien avant, son éclectisme s'était déjà manifesté au grand jour, lorsqu'il avait été élu, en juin 2015, président des conseils d'administration de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM/UEMOA), ayant son siège à Abidjan. Un challenge relevé avec brio. Désigné Homme de l'année à plusieurs reprises, entre le Sénégal (2001 et 2010), le Tchad (2011) ou encore la Guinée-Équatoriale, il a récemment fait de la protection de l'environnement un de ses violons d'Ingres, en acceptant la tunique de président d'honneur de la Plate-forme pour l'environnement et la réappropriation du littoral sénégalais (PERL). Une manière comme une autre de réaffirmer son engagement au service de la cité.





**BONKOUNGOU
DISTRIBUTION**
Filiale du Groupe EBOMAF

BKG DISTRIBUTION, AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST !



**Nous contactez:
00228 98 50 0110 / 70 9176 95**



bkgdistributiontogo@gmail.com
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B21-00024 NIF: 100 1 80 6012
IB bank N° TG 024 01030 02680610010117



Habyba THIERO, Présidente d'Africa Currency Network (ACN)

« Ce que nous bâtissons aujourd’hui est plus grand que nous. C'est un héritage, un tournant, un pacte ! »

À la tête du groupe Africa Currency Network (ACN), Habyba THIERO est une femme d’affaires et de vision. Ses entreprises se positionnent clairement pour la transformation du continent africain. Rencontre avec une femme qui reste concentrée sur l’action et l’impact.

► Propos recueillis par Jesdias LIKPETE

Vous dirigez Africa Currency Network (ACN), un groupe stratégique d’experts panafricains engagé dans la transformation structurelle du continent, membre du Kigali International Financial Centre (KIFC). Présentez-nous les différentes activités du groupe.

Africa Currency Network (ACN) est une alliance panafricaine d’experts, d’entrepreneurs et de bâtisseurs déterminés à structurer la transformation

du continent à partir de ses propres ressources, récits et talents. Notre conviction est simple : l’Afrique ne manque pas d’idées, mais de modèles capables de conjuguer vision, exécution et impact. C’est pour répondre à cette urgence que nous avons conçu un modèle intégré d’action, le ACN Impact Model, qui fédère nos activités autour de trois piliers fondateurs : l’inclusion financière, l’impact transgénérationnel et la promotion de l’Afrique sur la scène mondiale. Basé sur ce modèle, ACN développe des projets structurants dans les secteurs de la finance et de la technologie via I-MONEY AFRICA, dans l’industrie culturelle et créative via ORUN STUDIOS,

ainsi que dans l'agriculture et les logements durables via AFRICA SMART FARMING. Notre ambition est claire : repositionner l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales, en garantissant que chaque projet porte un héritage, une utilité concrète et un potentiel de rayonnement durable.

Africa Currency Network (ACN) est-il un groupe africain pour les défis de construction d'une future Afrique puissante ? Quelles sont les ambitions de ce groupe ?

Non, ce n'est pas cela. ACN part d'un postulat simple : l'Afrique est déjà puissante. Notre rôle n'est pas de rêver un avenir lointain, mais d'agir ici et maintenant, avec lucidité et ambition. Le futur, pour nous, commence dès l'instant où nous nous souvenons de ce que nous avons toujours été : des bâtisseurs d'empires, des créateurs de savoirs, des porteurs de flamme. C'est pourquoi ACN se positionne dans un « présent futuriste », un présent qui refuse les narratifs d'attente, de dépendance ou de permission. Notre modèle s'adresse à une jeunesse qui n'a plus le luxe d'attendre ; il s'adresse également à tous ceux qu'on n'attendait pas, surtout l'Afrique elle-même. Nos ambitions sont à la hauteur de notre mémoire : rebâtir les piliers d'une souveraineté africaine intégrale, accélérer les écosystèmes de création, d'inclusion et d'innovation, et surtout, mettre tout en œuvre afin que plus aucun rêve africain authentique ne soit brisé, faute de structure, de soutien, ou d'espoir. ACN, c'est un pacte, un pacte contre l'impossible, un pacte pour réconcilier héritage et avenir, pour faire jaillir des oasis dans les zones désertées du possible. C'est la mission que nous portons à travers chaque projet, et notamment à travers Orun Studios, qui transmet aux nouvelles générations ce qu'aucune école n'enseigne : la mémoire comme moteur de création.

Africa Currency Network (ACN) était justement récemment au centre de toutes les attentions avec le lancement d'Orun Studios à l'occasion du Salon international du contenu audiovisuel (SICA) à Abidjan. Quels sont les objectifs de ce studio panafricain de narration visuelle, d'animation et de création immersive ?

Orun Studios est né d'un besoin vital : reprendre la maîtrise de notre récit. Pendant trop longtemps, l'Afrique a été racontée par d'autres. Il est temps

que nos voix, nos images, nos rythmes prennent toute leur place dans l'imaginaire mondial. L'objectif d'Orun Studios n'est pas simplement de produire des contenus visuels. Il s'agit de reconstruire une mémoire vivante, d'ancrer l'Afrique dans les langages du futur — animation, bande dessinée, spatialisation sonore, réalités immersives — tout en honorant la force de ses héritages. C'est un studio, oui, mais avant tout un acte de souveraineté culturelle. Orun Studios ne vend pas des histoires. Il réveille notre vraie histoire et la transmet aux générations futures. Il porte à notre jeunesse un miroir qu'elle n'a jamais eu, pour qu'enfin elle se voie grande, digne et capable. Dans un monde qui court vers le futur, Orun Studios propose un futur enraciné. Un futur où l'innovation ne rime pas avec aliénation, mais avec renaissance.

Pensez-vous que les Africains sont prêts à assumer et à assurer leurs récits liés au continent et au reste du monde ? La colonisation n'a-t-elle pas laissé trop de séquelles ?

Je crois qu'il est essentiel de commencer par les mots. Je n'utilise pas le terme "colonisation" dans notre contexte. La France a été colonisée. L'Inde, les Amériques aussi. Ce que l'Afrique a subi va bien au-delà. L'Afrique a été victime d'un épistémicide : une tentative systémique d'aliéner ses savoirs, ses langues, ses codes, ses rythmes, ses généralogies, jusqu'à ses propres repères du vrai et du beau. Et pourtant, nous sommes encore là. Non seulement vivants, mais vibrants. Nous n'avons jamais cessé d'être prêts. Ce que nous avons perdu, ce n'est pas notre puissance, c'est le souvenir de cette puissance. Ce que je crois profondément, c'est que la mémoire est le bien le plus précieux que nos ancêtres nous ont laissé. Elle n'a jamais été détruite. Elle est inaltérable, enfouie, mais intacte. Elle est inscrite dans notre ADN. Alors oui, nous sommes prêts et nous l'avons toujours été. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est pas nous "préparer", c'est raviver cette mémoire. Redonner à nos peuples le droit de se voir tels qu'ils sont, dans toute leur complexité, leur beauté, leur grandeur. Et c'est exactement ce que nous faisons avec Orun Studios, avec ACN et avec tous ceux qui refusent que le continent soit raconté sans ses propres mots.

Comment comptez-vous développer Orun Studios ?

Orun Studios a été pensé dès le départ comme un studio panafricain à rayonnement mondial. Notre objectif n'est pas simplement de produire

des contenus localement, mais de créer une architecture narrative globale, capable de rivaliser avec les plus grands studios internationaux, tout en restant enracinée dans nos imaginaires africains. Le développement d'Orun repose sur trois leviers essentiels : d'abord, l'expansion territoriale, avec des antennes sur le continent et dans la diaspora, pour capter les talents, les récits et les énergies créatives là où elles vibrent ; ensuite, les alliances stratégiques avec des studios internationaux, des plateformes, des écoles, pour accélérer la formation, la coproduction et la diffusion ; enfin, la structuration d'univers propriétaires forts, porteurs de sens, capables de générer une économie culturelle durable au-delà de la production audiovisuelle seule. Mais plus encore que l'expansion, ce qui nous guide, c'est le devoir de transmission. Orun Studios est un levier de souveraineté symbolique. Chaque création doit éveiller, connecter et renforcer. Nous ne voulons pas simplement « raconter des histoires africaines », nous voulons réactiver des mémoires endormies et les projeter dans l'avenir. Le monde est prêt à écouter. L'Afrique est prête à raconter. Et Orun est là pour bâtir ce pont.

Votre groupe a également lancé I-MONEY en 2021 avec pour ambition d'être une Fintech panafricaine et éco-responsable qui se veut moteur de l'inclusion financière en zone UEMOA et en Afrique. Quel bilan pourriez-vous faire de cette activité ?

"Together we rise !" Cette phrase résume à elle seule l'esprit qui anime I-MONEY depuis le premier jour. Lancée en 2021, I-MONEY a su tisser des partenariats stratégiques solides, dans des secteurs à fort potentiel, pour devenir en peu de temps une Fintech panafricaine active dans 10 pays. Mais plus encore que l'expansion, c'est la cohérence de notre vision qui fait aujourd'hui notre force. À nos débuts, notre ambition de structurer le secteur informel avait été perçue comme trop ambitieuse, parfois même irréaliste. Pour tenir, nous avons dû innover, adapter notre offre aux besoins concrets des entreprises, tout en continuant à bâtir, dans l'ombre, les solutions que nous voulions vraiment porter. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'avoir tenu le cap. Nous avons une longueur d'avance sur le marché, car notre vision n'a jamais dévié : bâtir une inclusion financière véritable, durable et africaine. Et surtout, nous sommes sur le point d'impacter des milliers de vies. C'est cela, notre plus grande victoire : faire du progrès une réalité partagée.

Vous insistez souvent sur l'impact durable de vos actions. Pourquoi ce souci de durabilité et d'impact ?

Parce que nous n'avons pas le luxe de faire autrement. Nous, Africains, ne pouvons pas vivre notre vie sans nous soucier de notre impact. Notre histoire est trop profonde, trop marquée par le sacrifice, par les silences subis, par les mémoires volées. Nous insistons sur l'impact parce que nous pesons le poids de ce passé. Et parce que nous voulons être dignes de ceux qui se sont tenus debout pour que nous soyons là aujourd'hui. Dans notre vision, l'impact n'est pas une option stratégique : c'est une exigence morale. La dignité, c'est aussi cela : ne pas tendre la main pour faire ce que nous devons faire nous-mêmes. C'est pourquoi, au lieu de choisir la voie des levées de fonds dans nos débuts, nous avons toujours préféré construire, prouver afin de rester souverains de nos récits et de nos projets. Nous insistons sur l'impact parce que nous ne nous définissons pas comme "un simple projet rentable ou banquable", mais parce que nous croyons fermement qu'un projet rentable n'est pas nécessairement impactant, mais qu'un projet qui impacte des milliers de vies devient forcément rentable, à condition de le structurer objectivement et durablement en préservant la vision. Notre objectif est donc de combiner impact, rentabilité et souveraineté. Pas au service de notre image, mais au service de notre héritage.

Votre mot de fin pour clore cet entretien.

Africa Currency Network est un manifeste vivant. La preuve que nous n'avons pas besoin de permission pour briller et que nous pouvons créer notre propre lumière. Il est temps de changer le narratif sur notre continent. C'est un devoir de mémoire envers ceux qui nous ont précédés. Il en va de notre dignité. À ceux qui liront ces lignes, nous voulons dire ceci : « Ce que nous bâtissons aujourd'hui est plus grand que nous. C'est un héritage. Un tournant. Un pacte. Nous sommes les ancêtres de demain. Soyons dignes de ceux d'hier. » Aujourd'hui, c'est à notre tour de porter la flamme. C'est notre responsabilité d'écrire un nouveau chapitre de l'histoire du continent. Et surtout, c'est notre privilège de contribuer à l'émergence de cette Afrique longtemps rêvée par nos prédécesseurs, une Afrique qui n'attend plus l'approbation, mais qui avance avec dignité, dans les sillages de ceux qui l'ont représentée autrefois au sacrifice de leurs vies, dans toute sa grandeur et sa splendeur.



HABYBA THIERO, Femme d'impact !

CEO d'Africa Currency Network, Habyba Thiero est une dirigeante qui sait propulser ses entreprises, alliant sens des affaires et le souci permanent d'impacter les générations présentes et futures.

► Par Léon Anjorin Koboudé

L'allure élégante, le verbe posé et la conviction dans ses propos, Habyba Thiero ne met pas beaucoup de temps pour convaincre son interlocuteur. À l'instar d'un coach certifié, elle pose des postulats, les argumente avant de proposer des conclusions raisonnées. Un atout naturel pour cette femme d'affaires qui, petite, rêvait de devenir enseignante. Le besoin de comprendre et de transmettre fait partie de son ADN.

« Mon parcours professionnel s'est construit autour de cette exigence intérieure : être utile, être cohérente et avoir de l'impact. » Voilà en résumé les motivations de cette femme qui, après plusieurs années dans le secteur bancaire et financier, notamment chez UBA, a fondé, avec des partenaires, I-MONEY, afin de contribuer à l'inclusion financière dans la zone UEMOA. Le groupe Africa Currency Network (ACN), un groupe panafricain d'experts

qu'elle dirige, est engagé dans la transformation structurelle du continent. Dernièrement, le groupe a lancé ORUN Studios, un espace de narration immersive où l'Afrique reprend enfin la maîtrise de son propre récit. Lire l'interview aux pages...

Quand l'éducation façonne les convictions...

Habyba a vécu toute sa vie en Côte d'Ivoire, une partie de son enfance à Bouaké, avant de s'installer dans la capitale. « Mon père souhaitait que je devienne expert-comptable, aussi, après le BAC, j'ai entamé les cours pour l'obtention de ce diplôme. Très vite, j'ai réalisé que ce n'était pas le domaine dans lequel je souhaitais évoluer. Après l'obtention de mon bachelor, je suis donc entrée directement dans la vie active », raconte Habyba. L'ambition d'entreprendre et d'impacter, elle la tire de l'éducation reçue de ses parents. Issue d'une famille modeste, elle fait du travail un véritable ascenseur social et professionnel. La méritocratie reste son crédo. « Peu importe nos origines et notre parcours, on se doit de donner le meilleur de soi-même, avec sérieux, honnêteté et sans jamais oublier l'impact que nos actions ont sur les autres », conseille-t-elle. Habyba bâtit patiemment son empire, en se guidant par cette philosophie. Fille d'un économiste (ancien coordonnateur de projet pour la mairie de Bouaké) et d'une commerçante activiste, elle chérit profondément les valeurs familiales africaines. Seule fille d'une fratrie de cinq, elle reconnaît la solidarité familiale : « Quatre frères... et une sœur unique qui n'a jamais souhaité en avoir d'autres –

et eux non plus ! Ils sont ma force », confie-t-elle.

L'Afrique et la transmission

Dans toutes ses entreprises, Habyba et ses partenaires placent la valorisation du continent au cœur de leur modèle. Pas seulement dans le branding, mais aussi dans la structure de l'entreprise et sa durabilité. « Ma conviction profonde que l'Afrique doit se tenir debout sur ses propres fondations ne vient pas seulement d'une construction intellectuelle ou d'un héritage militant. Elle s'est imposée à moi au fil de différentes épreuves dans mon parcours entrepreneurial, où j'ai dû puiser ma force dans nos valeurs intrinsèques », confie la présidente d'ACN, qui reconnaît que « cette conviction a atteint une autre dimension à la suite d'un évènement brusque : la perte de mon père, en novembre 2024. » Dans le deuil, et grâce à une grand-mère aimante, elle a compris l'importance de la transmission. « J'ai compris que tant que nos actes perpétuent la légende de ceux qui nous ont précédés, ils vivent encore. Ils ne sont pas absents : ils sont dans notre façon de marcher, de créer, de transmettre. », explique-t-elle. Passionnée par l'Afrique, Habyba Thiero défend la lignée des héritiers dignes pour perpétuer la légende africaine. Dans cette optique, le lancement de ORUN Studios trouve tout son sens. Ce projet témoigne de la fidélité de cette femme d'affaires à ses convictions profondes, même dans l'entrepreneuriat. Un modèle de businesswoman qui bouscule les codes, mais pour de bonnes raisons.





**RICHARD GAUTIER
ODJRADO,
L'ambition d'une nouvelle
Afrique technologique**

Richard Gautier Odjrado, entrepreneur, informaticien et spécialiste du marketing digital, est le prototype du jeune Africain ambitieux qui se bat pour réussir sur son continent. Né le 3 avril 1989 à Cotonou, son parcours est marqué par la détermination et un désir ardent de résoudre les problèmes de son temps à travers l'innovation technologique.

► Par Jesdias LIKPETE

Richard Odjrado a grandi avec des défis, mais aussi une volonté de se relever et de transformer chaque difficulté en opportunité. « Parti de rien », comme il se décrit, il a développé très tôt une passion pour la technologie, soutenue par une éducation pragmatique de son père, commerçant et passionné de tech. « Grâce à mon enfance

atypique et à la formation reçue de mon père, j'ai développé une passion pour tout ce qui touche à la technologie », témoigne-t-il. Son ambition était claire : « Réussir et aider le maximum de jeunes Africains à réussir en restant sur le continent. » Malgré les échecs et les obstacles, Richard ne se laisse jamais décourager. « J'ai eu la chance d'avoir connu beaucoup de difficultés et d'échecs très

tôt », confie-t-il. Ces épreuves, loin de le briser, ont forgé sa capacité à s'adapter et à persévérer. « J'ai appris à apprécier et à chérir chaque problème du quotidien pour y apporter des solutions », dit-il. En dix ans, Richard a fondé une vingtaine d'entreprises, allant de Scoopme à AS World Tech, en passant par easyContact et ANC. Ces projets ont permis de créer plus de 560 emplois directs et indirects, tout en offrant à plus de 5000 personnes des opportunités de croissance. À travers ses initiatives, il entend prouver qu'il est possible de réussir en Afrique sans quitter le continent. « Mon rôle est de montrer que l'on peut naître, grandir, étudier et réussir en restant sur le continent », affirme-t-il.

Un pionnier du secteur technologique en Afrique

En 2021, Richard fonde AS World Tech, une entreprise innovante qui crée des équipements informatiques pour le marché africain. L'ordinateur Asuka Spirit, produit phare de l'entreprise, illustre parfaitement sa vision : bâtir une marque africaine qui rivalise avec les géants mondiaux. Après seulement trois ans d'existence, l'entreprise est leader sur le marché béninois, avec plus de 4000 équipements vendus, et s'étend en Afrique, en Europe et en Amérique. Malgré les défis initiaux, comme la difficult-

té de croire qu'une telle réussite était possible au Bénin, la demande pour ses produits ne cesse d'augmenter. « Aujourd'hui, nous visons le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et bien d'autres pays », annonce-t-il avec détermination.

Des valeurs fortes et un leadership inspirant

À travers ses réussites, Richard se distingue par sa détermination et son authenticité. Ses amis le décrivent comme « un rêveur, acteur et profondément humain ». Il affirme que l'une des clés de son succès réside dans son attitude face aux échecs. « J'ai appris à transformer les échecs en tremplins », dit-il. Cette philosophie se reflète dans sa propre expérience : après l'échec de son projet easyContact, il découvre WhatsApp, une application qui concrétisait une idée qu'il avait eue quelques années auparavant. « Ce fut une grande leçon : il ne faut jamais abandonner », assure-t-il. L'engagement de Richard Odjrado en faveur de l'innovation et du progrès social est manifeste, et il incarne la génération d'entrepreneurs déterminés à bâtir une Afrique prospère. Pour lui, l'Afrique doit être une référence mondiale en matière d'innovation. « L'Afrique est l'avenir », affirme-t-il.



DISTRIBUTEUR UNIQUE AGRÉÉ DE LA MARQUE
DANS L'AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE !

AVEC OKI, VALORISEZ VOS IMPRESSIONS ET FAITES DES ÉCONOMIES !!!

OKI

Les imprimantes **OKI-DICOM**,
une innovation pour l'imagerie médicale.



Imprimez
à 300 FCFA HT
sur du papier
au lieu de
2000 FCFA HT
sur du film !



Imagerie médicale

Impression pour la radiologie, la médecine nucléaire, IRM, scanners et les échographies

Technologie LED Numérique

Images médicales et très haute qualité

Intégration DICOM

Impression directe depuis l'équipement médical

3ème étage du centre commercial, Orca Deco, Bvd VGE

Abidjan Direction Commerciale : Mme EL MATROJI Mob.: 07 57 75 66 20 - Tél.: 27 21 26 06 32

www.isalex-africaine.com



ALICE
GNAPA,

Une entrepreneure inspirante pour la jeunesse africaine

À seulement 26 ans, Alice Gnapa incarne l'essence de la jeunesse africaine dynamique et déterminée. Créatrice de la marque de maroquinerie à succès Aliwax Collection, elle est l'exemple d'une entrepreneure passionnée et ambitieuse.

► Par Ronie Floride AGAMMA

Aux âmes bien nées la valeur n'attend pas le nombre des années ». Cette citation de Pierre Corneille dans Le Cid résume parfaitement la personnalité et le parcours d'Alice Gnapa, une jeune femme qui, en quelques années, est devenue une figure incontour-

nable de l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire et au-delà. De son rêve d'enfant à sa position actuelle de leader d'une entreprise florissante, Alice incarne cette génération de jeunes Africains capables de transformer leur rêve en réalité. En seulement huit ans, elle a su braver les obstacles et affirmer

son identité en tant que Women Working de talent, porteur d'espoir et de réussite pour une jeunesse africaine en quête de modèles inspirants.

Une entrepreneure visionnaire

Mère de quatre enfants et épouse dévouée, Alice est la preuve vivante qu'on peut allier vie familiale et succès professionnel, sans compromis sur ses valeurs. À la tête d'Aliwax, une marque de maroquinerie fabriquée en Côte d'Ivoire, elle est devenue un symbole de la réussite du "Made in Africa". Ses produits, qui allient luxe, raffinement et identité africaine, ont déjà conquis 17 pays du continent, et son ambition n'a de limites que celles qu'elle s'impose elle-même. Pour Alice, chaque sac, chaque pièce qu'elle crée est bien plus qu'un simple accessoire : c'est le reflet d'un combat, celui de la jeunesse africaine déterminée à s'affirmer face aux géants de l'industrie, tels que Louis Vuitton, Versace ou Christian Dior. Ce combat, bien qu'inégal, repose sur la foi, la discipline et une détermination sans faille. Aujourd'hui, Aliwax est devenue une marque de référence pour celles et ceux qui croient en la qualité et en la consommation locale. Si Alice Gnapa a fait sa première apparition sur la scène internationale en 2021, lorsqu'elle a représenté la Côte d'Ivoire à la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF) à Durban, en Afrique du Sud, son rêve de devenir entrepreneure a pris racine bien plus tôt. Avec une formation en couture, Alice s'est d'abord lancée dans la fabrication de bombes, de sets de tables, de coussins et de torchons. Ces premières créations, vendues à une clientèle locale, ont marqué le début de son ascension. « Je fabrique moi-même tout et cela m'a beaucoup appris. J'ai gagné en maturité et en autonomie, me permettant d'être indépendante à 18 ans, sans avoir à demander de l'argent à mes parents », confie-t-elle dans une interview à Trace Academia. Si l'impact de ses produits n'était pas immédiat, sa persévérance et la confiance des clients l'ont progressivement propulsée au sommet. Aujourd'hui, Aliwax s'impose comme une marque iconique, portée par des créations qui célèbrent l'Afrique tout en répondant aux standards de qualité internationale. Ce succès n'est pas seulement dû à sa vision, mais aussi au soutien constant de sa clientèle fidèle.

L'Afrique en pleine lumière

Dans un continent où les femmes entrepreneures sont encore trop peu nombreuses à briller à l'échelle mondiale, Alice Gnapa continue de tracer son chemin avec audace. En 2024, elle a exposé ses collections sur les Champs-Élysées à Paris, conquérant le cœur d'une clientèle in-

ternationale. Sa marque n'est plus seulement un produit de consommation ; elle incarne un symbole de la réussite africaine, une réponse directe à la domination des marques occidentales. Mais au-delà du glamour et du prestige, Alice Gnapa reste fidèle à ses principes. En 2025, grâce à une seconde unité de production entièrement autofinancée, elle prévoit la création de 100 emplois directs, dans des conditions de travail et de logement dignes, permettant à ses employés de s'épanouir professionnellement et personnellement. "Avec Aliwax, mon objectif n'est pas seulement de bâtir une marque qui a du sens, mais aussi de fournir un travail digne, bien rémunéré, et de contribuer à l'autonomie de nombreux Ivoiriens", explique Alice, toujours animée par son leitmotiv : le développement humain et professionnel.

Un modèle pour la jeunesse africaine

Alice Gnapa n'est pas simplement une créatrice de sacs. Elle est une créatrice de destinées. À travers ses projets, elle forme, embauche et élève de jeunes talents, leur offrant une chance de s'épanouir dans un environnement propice à leur développement. Son ambition va bien au-delà de la mode ; elle souhaite impulser un changement durable dans le secteur de l'entrepreneuriat en Afrique, en contribuant à la croissance de l'économie ivoirienne et en inspirant une jeunesse africaine debout. Son rêve est clair : dynamiser l'unité de production d'Aliwax pour, dans un avenir proche, peser lourdement dans l'économie ivoirienne et offrir des opportunités de travail et d'autonomie à des milliers de jeunes.





Filiale de



REPRÉSENTANT OFFICIEL DES MARQUES



DEVELON



**SINOTRUK
HOHAN**



Bobcat



Tél.: (+225) 07 69 75 97 83 • (+225) 07 69 75 98 24

Email : contact@sammotors.ci / Site web : www.sammotors.ci

- ◎ Siège : PK22, près de la station de pesage sur l'Auroute du Nord
- ◎ Showroom GAC : Marcory - Zone 4C, Rue Paul Langevin
- ◎ Showroom BESTUNE : Marcory - Zone 4C, Angle Boulevard de Marseille
- ◎ Showroom DFSK : Cocody - II Plateaux Boulevard des Martyrs Angle Carrefour MACACI



+160
Collaborateurs



Port d'Abidjan

75 ans d'histoire, 13 ans de transformation

Depuis son ouverture en 1950, après le creusement du canal de Vridi, le Port d'Abidjan est devenu un levier stratégique de l'économie ivoirienne. Il représente aujourd'hui 77 % des échanges extérieurs du pays, génère 79,2 % des recettes douanières nationales et 50% du tissu industriel de la Côte d'Ivoire. Plateforme logistique majeure pour l'exportation des produits agricoles, il s'est affirmé comme un hub régional au service de la Côte d'Ivoire et des pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger). Avec un trafic initial de 701 949 tonnes en 1951,

le port d'Abidjan a accompagné les économies ivoirienne et sous-régionale (son hinterland) dans leurs évolutions remarquables, pour réaliser un trafic de plus de 40 millions de tonnes en 2024. Après une période de ralentissement dans les années 1980-2000, une nouvelle dynamique s'est enclenchée dès 2012 sous l'impulsion du Président de la République, SEM. Alassane OUATTARA. Portée par une vision ambitieuse « faire du Port d'Abidjan un leader sous régional et un hub de référence sur la façade atlantique de l'Afrique » cette relance s'est traduite par un vaste programme d'investissements à hauteur de 1 100 milliards

de FCFA entre 2012 et 2024 initié par Hien Y. SIÉ, directeur général du Port Autonome d'Abidjan. Plusieurs projets structurants ont été réalisés notamment : l'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi, la construction d'un second terminal à conteneurs, d'un terminal roulier, d'un terminal céréalier, la modernisation du terminal à pêche, la création de 43 hectares de terrains industriels par remblaiement ainsi que le rempiètement des quais du terminal vraquier. Cette modernisation a permis au Port d'Abidjan de retrouver sa compétitivité, avec un trafic conteneurisé qui a atteint 1,6 million de TEU en 2024, dont plus de 500 000 en transbordement. Le Port d'Abidjan joue également un rôle clé dans la fluidité logistique. Pour faire face à la congestion, plusieurs voies internes ont été réhabilitées. Le principal boulevard du port est actuellement en réhabilitation avec une livraison prévue en mai 2025. Parmi les perspectives, le développement du transport des conteneurs par barges est envisagé pour désengorger les axes routiers, rapprocher le port des zones de consommation et réduire l'empreinte environnementale de la

logistique urbaine. La densification du réseau routier dans la zone portuaire et la réalisation d'un franchissement du canal de Vridi figurent également parmi les priorités, afin d'améliorer la desserte et l'efficacité des opérations. Sur le plan technologique, la digitalisation s'accélère avec l'opérationnalisation du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE) et l'introduction progressive de l'intelligence artificielle dans les processus portuaires. Certifié ISO 9001, ISO 14001, ISO 27001 et conforme au Code ISPS, le port bénéficie également d'une notation financière « AA/A1 » avec perspectives stables par Bloomfield, confirmant sa solidité et son attractivité. En 13 ans, sous l'impulsion de SEM. Alassane OUATTARA, Président de la République, le Port d'Abidjan a retrouvé sa place de leader régional et amorce désormais une nouvelle phase de sa modernisation via une extension sur les réserves foncières existantes avec une attention particulière pour les enjeux de l'innovation, de la performance et de la durabilité.





7ème édition des Rencontres de la RSE

Pari gagné pour le cabinet MinDo Consultants et ses partenaires

À Cotonou, vendredi 27 juin 2025, les locaux de Concentrix Bénin ont accueilli la 7ème édition des Rencontres de la RSE – Trophées RSE/ODD. Un événement majeur organisé par le cabinet MinDo Consultants pour promouvoir et mettre en lumière la pratique de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au Bénin. Cette année, le thème était : « Le développement durable est-il rentable en entreprise ? »

► Par Ronie Floride AGAMMA

Lancées en septembre 2018, les Rencontres de la RSE se veulent un creuset d'échanges et de réflexion sur les enjeux de cette approche au Bénin. Leur objectif est de vulgariser le concept de la RSE et d'encourager son adoption

par les entreprises béninoises. La 7ème édition n'a pas dérogé à cette noble ambition en mettant en avant son rôle dans la performance, la compétitivité et la création de valeur ajoutée des entreprises, quel que soit leur secteur ou leur taille. En souhaitant la bienvenue aux

participants, Charlène NAUD, directrice des opérations de Concentrix Bénin, partenaire de l'événement, a partagé l'expérience et la stratégie de son entreprise en matière de RSE. D'après elle, Concentrix est une entreprise internationale, présente dans 70 pays, qui a

démarré ses activités au Bénin en 2021 et évolue dans la relation clientèle. Elle a une vision RSE globale avec une démarche et un plan d'action très clairs, orientés vers la protection de l'environnement, l'inclusion, la promotion et le bien-être de ses employés. Lançant la rencontre, la présidente du comité d'organisation, Lorie Séphora Adomou, a rappelé que depuis 2018, MinDo Consultants organise les Rencontres de la RSE pour « vulgariser un concept encore méconnu, mais pourtant très utile aux entreprises dans un monde de compétition. » Selon elle, en sept éditions, la RSE a réuni plus de 2000 participants, en présentiel et en ligne, avec plus de 150 retombées médiatiques. Le cabinet MinDo Consultants est, d'après elle, fier de participer à la promotion de la RSE au Bénin. Une fois la 7ème édition lancée, le PDG du cabinet MinDo Consultants, Léon Anjorin KOBoudé, a présenté un master class sur la communication de la RSE.

Pas de RSE sans communication de la RSE !

Si la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) prend en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux, elle demeure un concept encore méconnu du grand public, soutient Léon Anjorin Stanislas Koboudé, président-directeur général de MinDo Consultants. Selon lui, contrairement à ce que beaucoup d'entreprises pensent, la RSE ne se résume pas à la construction d'écoles ou aux dons de sang. C'est une notion beaucoup plus complexe qui s'articule autour d'un ensemble d'actions impliquant à la fois les dirigeants, les collaborateurs et d'autres parties prenantes. Selon ses explications, une pratique RSE efficace commence

par la raison d'être, voire la mission de l'entreprise dans la société ou l'environnement dans lequel elle évolue. Pour lui, si l'entreprise n'arrive pas à clarifier cette mission et son positionnement, toute volonté de mettre en place un plan RSE de qualité est vouée à l'échec. En conséquence, souligne le PDG de MinDo Consultants, il est indispensable d'informer, de former, mais aussi de réussir une bonne vulgarisation à travers une excellente communication sur la RSE. Par ailleurs, au cours de sa communication, Léon Anjorin Koboudé est revenu sur la nécessité de bien distinguer la communication RSE de la communication commerciale. Selon lui, les deux n'ont ni les mêmes objectifs, ni le même ciblage. Une mauvaise communication RSE pourrait, selon lui, causer autant de torts à la réputation de l'entreprise que n'importe quel autre type de communication. Dans cette optique, la communication RSE doit s'appuyer sur des outils appropriés, un

schéma adapté à chaque réalité afin d'éviter la confusion dans le ciblage et la programmation des activités, tout en mobilisant des équipes inventives. C'est d'ailleurs dans cette logique que s'inscrit le cabinet MinDo Consultants dont la mission est d'accompagner les entreprises et d'être leur bras opérationnel pour la communication de la RSE. L'un des temps forts de cette 7ème édition des Rencontres de la RSE – Trophées RSE/ODD a été le panel thématique : « Le développement durable est-il rentable dans le secteur du BTP ? » Modéré par le journaliste Charles-Andy ADJANOHOOUN, ce panel a permis aux participants de comprendre les enjeux du développement durable à travers la RSE dans les entreprises privées et publiques évoluant dans le domaine du génie civil, du bâtiment et des travaux publics. Un concept bien développé dans ces sociétés, malgré l'absence d'un cadre réglementaire.





"La synergie de nos compétences à votre service"



GUICOPRES BTP
INFRASTRUCTURES
ROUTIERES ET BATIMENT



KAKANDE INDUSTRIE
AGRO-INDUSTRIE
MINES



GMI
NEGOCE ET COMMERCE
INTERNATIONAL

KAKANDE IMMO
PROMOTION IMMOBILIERE
GESTION PATRIMONIALE



NALOU TRANSIT
LOGISTIQUE,
TRANSIT ET FRET

CONSTRUISSONS ENSEMBLE NOTRE AVENIR



BP: 2150 Kagbelen plateau Commune de Kagbelen Conakry Republique de Guinee



www.groupe-guicopres.com info@groupe-guicopres.com +224 655 44 00 00



RSE et ISR

Deux leviers stratégiques pour une économie durable en Afrique

Dans un monde où les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) prennent une place prépondérante, les entreprises et les institutions financières sont appelées à repenser leurs modèles économiques. Catherine Diop, Directrice Générale du Cabinet Conseil-RSE en Côte d'Ivoire, nous éclaire sur les concepts de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et d'Investissement Socialement Responsable (ISR), ainsi que sur leur impact dans le contexte africain.

► Par Kevin da SILVA

La RSE et l'ISR sont deux concepts proches mais avec des nuances. Expliquez-nous-en quoi consiste chacun des deux et quels en sont les

domaines d'application ?

En premier lieu, il faut savoir que la RSE est l'acronyme utilisé pour parler de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise. L'acronyme ISR, quant à lui, fait référence à l'Investissement Socialement Responsable, un pan de la

finance durable. La RSE est une démarche qui définit la stratégie de durabilité d'une entreprise. Plus précisément, la RSE est, par définition, le principe par lequel une entreprise décide volontairement d'intégrer, dans ses processus opé-

rationnels et ses décisions stratégiques, les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de son époque. L'ISR, en revanche, est une stratégie d'investissement à double niveau qui consiste à concilier performance financière et impact social/environnemental. L'ISR concerne essentiellement les institutions financières de développement et les banques. Il s'agit pour elles de privilégier les investissements qui contribuent au développement d'une économie durable et inclusive, tandis que la RSE consiste, pour une entreprise, à marquer son engagement volontaire à s'inscrire dans un processus de transition durable. La RSE est une nouvelle dimension qui nécessite que les entreprises revoient leur modèle économique et leur stratégie de croissance en mettant davantage l'accent sur les indicateurs du développement durable. Les entreprises sont aujourd'hui confrontées aux exigences d'un marché mondial qui évolue en tenant désormais compte des défis climatiques, écologiques et sociétaux. Elles sont invitées, à travers un cadre réglementaire international qui se corse de plus en plus avec des normes, directives et lois, à considérer ces défis comme majeurs et à mener des initiatives pour les intégrer dans leur stratégie de développement. La RSE est l'unique canal par lequel une entreprise passe pour intégrer ces enjeux de durabilité. L'ISR est l'un des labels les plus reconnus dans le secteur financier, permettant à une institution financière de décliner sa stratégie RSE et d'impacter l'écosystème économique et financier.

Quels sont les objectifs principaux de la RSE et de l'ISR ? Qui sont les

principaux acteurs ou bénéficiaires de chacune de ces démarches ?

Comme déjà mentionné précédemment, le principal objectif de la RSE est d'inscrire une entreprise dans l'univers de la durabilité. Lorsqu'on devient une entreprise responsable, le profit n'est plus l'unique intérêt. Les Anglo-Saxons ont pour habitude d'utiliser le triptyque « people – planet – profit » pour résumer la notion de RSE. La croissance n'est plus mesurée uniquement par la performance financière, mais aussi par la performance extra-financière, c'est-à-dire les initiatives que l'entreprise mène pour impacter durablement le monde. La RSE s'articule autour de trois volets : la prise en compte des enjeux sociaux et communautaires, la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques et la prise en compte des indicateurs d'une bonne gouvernance. Il s'agit là de trois niveaux d'enjeux que l'on appelle communément l'ESG. Le premier bénéficiaire de la RSE est l'entreprise elle-même, car elle embarque l'ensemble de ses parties prenantes internes et externes dans un processus vertueux qui, lorsqu'il est bien mené, améliore inéluctablement la performance globale de l'entreprise. En effet, une RSE bien structurée et alignée sur les recommandations internationales telles que la norme ISO 26000, le Global Reporting Initiative (GRI), les référentiels sectoriels ou encore les normes de performance des institutions financières de développement, communément appelées DFI, permet à l'entreprise d'améliorer ses processus métiers, de réduire sa consommation énergétique, d'améliorer les conditions de travail et de renforcer le sentiment d'appartenance du personnel.

La démarche RSE déclenche généralement un processus de conduite du changement avec des collaborateurs plus motivés et donc plus engagés. Par ailleurs, grâce au principe d'analyse de double matérialité (matérialisation de l'impact de l'entreprise sur l'environnement et la société, et matérialisation de l'impact financier de la RSE sur l'entreprise), qui s'applique dans la construction de la stratégie RSE/ESG de l'entreprise, les enjeux environnementaux et climatiques, jadis ignorés par les entreprises, sont mieux considérés et pris en compte, tant dans les décisions stratégiques que dans les investissements. Enfin, il est rare de voir une entreprise pratiquer la RSE de façon structurée en respectant les normes exigées par les référentiels internationaux et se retrouver confrontée à un problème de gouvernance. La RSE permet de réduire considérablement l'exposition aux risques métiers et à la mauvaise gouvernance. L'ISR, quant à lui, est un label généralement utilisé dans le monde de la finance. Il s'agit d'un principe qui vise à faire l'intermédiation entre les acteurs à capacité de financement et les acteurs ayant des besoins en financement, en vue d'orienter les capitaux vers des investissements dits « vertueux » et durables. Ces investissements contribuent à relever certains défis, notamment la lutte contre les effets néfastes du changement climatique sur l'environnement, les économies et, par ricochet, les populations.

Comment la RSE influence-t-elle la stratégie des entreprises, et en quoi l'ISR guide-t-il les décisions des investisseurs ? Pouvez-



vous nous donner des exemples concrets ?

La RSE, lorsqu'elle est bien structurée, devient un levier stratégique pour les entreprises. Elle permet de se différencier sur le marché et de s'aligner sur les tendances économiques mondiales du moment, qui exigent de prendre en compte des défis sociétaux très sérieux tels que la transition énergétique, les émissions de gaz à effet de serre (GES), la réduction de la pauvreté, la croissance économique, l'inclusion financière ou encore la gestion du genre en société. Aujourd'hui, nul n'est censé ignorer que ce sont là les préoccupations majeures de notre ère. La suite logique pour une

banque engagée dans une démarche RSE est de viser le label ISR. Lorsqu'une banque sollicite un bailleur de fonds pour combler ses besoins en financement, bien souvent, les conditions attachées à cet appui financier exigent qu'elle privilégie le financement de projets verts ou dans les secteurs prioritaires de l'économie. En somme, à travers l'ISR, les investissements ne sont plus uniquement orientés vers le profit, mais également vers le développement économique durable.

Quels sont les défis spécifiques liés à la mise en œuvre de la

RSE et à l'adoption de l'ISR en Côte d'Ivoire? Comment votre cabinet accompagne-t-il les entreprises et les investisseurs dans cette démarche ?

L'implémentation de la RSE dans le tissu économique ivoirien devient une réalité, mais reste encore timide. Rappelons que les PME représentent plus de 90 % des forces vives de notre économie, mais bon nombre d'entre elles ne se sentent pas encore concernées par la RSE. Certaines ne disposent pas de budget alloué à ce type d'initiative et d'autres, bien que disposant de suffisamment de

ressources pour investir dans une démarche RSE, ne la perçoivent pas comme prioritaire. La raison est simple : il n'existe pas, à ce jour, de cadre réglementaire national fort qui oblige les entreprises à s'engager dans la RSE. Pour l'heure, la RSE n'est pas contraignante. Elle reste une initiative volontaire. Il faut souligner toutefois qu'avec la montée des normes, directives et réglementations à l'échelle internationale, les entreprises ivoiriennes seront contraintes, à terme, de s'engager dans une démarche RSE, surtout si elles interagissent avec des prestataires de services, des fournisseurs ou des clients à l'étranger. Prenons l'exemple de l'Europe : depuis janvier 2024, nous avons assisté à l'entrée en vigueur d'une nouvelle directive, la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), qui renforce le cadre réglementaire européen en matière de durabilité. La CSRD concerne un grand nombre d'entreprises et l'ensemble de leur chaîne de valeur (fournisseurs, prestataires, clients). À titre d'exemple, une PME ivoirienne qui travaille dans la chaîne de valeur agricole sera contrainte de disposer, au minimum, d'une politique RSE si elle ambitionne de conquérir des parts de marché sur l'espace européen. Le cabinet Conseil-RSE Côte d'Ivoire, que je dirige aujourd'hui, a pour mission principale d'accompagner les entreprises dans la mise en place de leur démarche RSE. Nous avons trois domaines d'activités, qui sont le Conseil en structuration, le Conseil en déploiement de stratégie ESG élaborée par les sièges des multinationales, mais difficile à implémenter dans notre contexte africain et la Formation des équipes aux thématiques liées à la RSE et au développement durable.

Observez-vous une évolution dans la manière dont les entreprises et les investisseurs perçoivent la RSE et l'ISR en Côte d'Ivoire et en Afrique ? Quelles sont les tendances actuelles et futures dans ce domaine?

La RSE évolue plutôt bien en Côte d'Ivoire, malgré la réticence de certains opérateurs économiques à s'y engager. Certaines institutions fortes, telles que la CGECI, qui compte 27 groupements et associations professionnelles et représente près de 80 % du secteur privé moderne, s'intéressent de plus en plus à l'évolution de la RSE dans le tissu économique ivoirien. Elle dispose d'une commission dédiée à cette question. Les partenaires au développement travaillent également à créer un cadre incitatif pour la promotion de la RSE. Tout ceci est prometteur et les perspectives sont bonnes. Nous sommes optimistes et croyons que le domaine du conseil en RSE et développement durable sera très porteur dans les prochaines années.

Quels conseils donneriez-vous à une entreprise ou à un investisseur qui souhaite s'engager dans une démarche RSE ou ISR?

Pour s'engager dans l'ISR, il faut d'abord s'engager dans une démarche RSE. Celle-ci répond à une méthodologie précise, qui part d'un diagnostic jusqu'à l'élaboration de la stratégie ESG. Une fois les enjeux bien définis, l'implémentation et le pilotage de la démarche deviennent aisés. Le monde est au seuil de grandes transformations structurelles et les économies sont

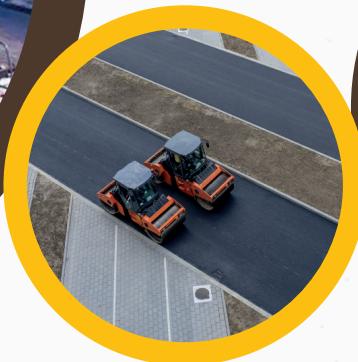
toutes en mutation vers un développement plus durable et plus inclusif. Pour y parvenir, la contribution des entreprises est essentielle. C'est à travers une démarche RSE bien articulée et respectueuse des indicateurs standardisés qu'elles pourront véritablement impacter leur environnement économique. Le conseil que je pourrais donc donner aux entreprises, de façon générale, est de ne pas hésiter à s'engager dans une démarche RSE, car c'est le fer de lance d'un modèle économique durable. Nous proposons des formules adaptées à la taille de l'entreprise et veillons à contextualiser les démarches. D'ici à 2027-2028, la RSE deviendra obligatoire sur les marchés occidentaux, américains et peut-être même asiatiques. Alors, de toute évidence, elle le sera également sous nos tropiques. S'engager dès aujourd'hui est un atout stratégique pour rester compétitif dans un monde en pleine transition.





SOROUBAT-CI

Société de Routes et de Bâtiments



ENSEMBLE, CONSTRUISONS L'AVENIR...

- ROUTES ET AUTOROUTES
- VOIRIES ET RÉSEAUX DIVERS
- OUVRAGE D'ART
- IMMOBILIER ET BÂTIMENTS

 3870 unités
de matériel

 +12.000
collaborateurs

 +7500 Km
de projets réalisés

 +1550 Km
de projets en cours de
Réalisation

 135
Projets de constructions
de bâtiments

Nos Filiales &
Succursales

Tunisie • Libye • Algérie • Côte d'Ivoire • Burkina Faso
Bénin • Togo • Tchad • Cameroun • Niger

Contacts

 (+225) 27 22 54 97 00 / 05 04 04 08 57

 contact.ci@groupesoroubat.international

 II Plateaux vallon rue J81 01 BP B103 Abidjan 01

 www.groupesoroubat.international

Charles Balogoun, expert en gestion environnementale et sociale

« La RSE est l'un des bras techniques pour la mise en œuvre des ODD »

Expert reconnu en Afrique, Oyeoussi Charles Balogoun est un acteur clé dans la promotion des Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030. Engagé pour un avenir plus durable, il milite aux côtés des organisations de la société civile sur des enjeux cruciaux tels que le climat, la désertification et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

► Propos recueillis par Ronie Floride AGAMMA

M. Oyeoussi Charles Balogoun, quels sont, selon vous, les principaux défis pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030 dans le contexte africain, en particulier en matière de climat ?

Les Objectifs de Développement Durable 2015-2030 sont la suite logique des Objectifs du Millénaire pour le Développement. À l'occasion de la revue à mi-parcours (puisque'il nous reste pratiquement cinq ans avant l'échéance), de nombreuses études d'évaluation sont menées, tant au niveau des pays que des régions. Lorsqu'on considère le cas du continent africain, il est clair qu'atteindre tous les objectifs reste incertain, tant les besoins les plus élémentaires demeurent un véritable goulot d'étranglement pour de nombreuses nations. Parmi ces besoins, l'éradication de la pauvreté, la lutte contre la faim (sécurité alimentaire), l'amélioration de la santé et de l'éducation figurent en tête. Plus spécifiquement, dans notre contexte, les défis climatiques sont intimement liés à ces quatre premiers objectifs. Les ODD 6, 7, 11, 13 et 14, qui portent respectivement sur l'eau, l'énergie, les villes durables, le climat et la vie aquatique, sont tous associés aux négociations qui se tiennent à chaque Conférence des Parties. Il s'agit de sauver notre monde, notre écosystème, notre environnement. En effet, la dégradation de nos conditions de vie provient en grande partie du défi énergétique, de la terre (mère nourricière), plus de 64 % de laquelle est dégradée, et de la diminution drastique des ressources forestières jadis sources de captation des gaz à effet de serre, y compris des écosystèmes côtiers et marins, comme les mangroves.

Vous avez participé à la COP 16 de la CNULCD à Riyad, en Arabie Saoudite, tenue en décembre 2024, sur le thème



« Notre Terre. Notre avenir. ». Quelle est la place de l'Afrique dans les discussions internationales sur le climat, et comment renforcer l'engagement des OSC dans ces débats, notamment pour la COP à venir ?

J'ai eu la chance de participer à la COP16 sur la désertification en tant que président et représen-

tant de l'Afrique pour le réseau global des OSC accréditées auprès de la CNULCD. L'Arabie Saoudite, qui a accueilli la conférence, a accordé une attention particulière à la participation des acteurs non étatiques, prenant en charge près de 500 participants. C'est une première, et nous profitons de l'occasion pour remercier les plus hautes autorités saoudiennes pour ce geste fraternel. La désertification et la sécheresse ont souvent été perçues comme des fléaux environnementaux du tiers-monde. Or, ce phénomène touche désormais tous les continents et continue de s'aggraver. Je reviens de la 4e Conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Séville, en Espagne, et l'on se croirait en plein désert. Le réchauffement climatique est bien présent. Quant à la place de l'Afrique dans les négociations climatiques, globalement et spécifiquement en matière de désertification, elle est celle de celui qui subit les effets pervers du phénomène sans en être l'instigateur, comme c'est le cas pour d'autres conventions internationales. Il existe des groupes régionaux de discussion et de négociation, dont le Groupe Afrique, dirigé par un Ivoirien, le point focal national de la CNULCD. À Riyad, le Groupe Afrique, qui avait déjà affûté sa stratégie lors de la 10e Conférence régionale africaine des ministres en charge de l'Environnement en septembre 2024 à Abidjan, n'est pas parvenu à concrétiser son vœu d'un pacte sur la sécheresse, qui aurait permis une plus grande contribution des pays plus riches à la prise en charge des conséquences dramatiques sur le terrain. Loin de se décourager, les négociations se poursuivent, et nous nourrissons un grand espoir que les choses avanceront lors du CRIC23 en décembre 2025 au Panama, avant la COP17 en Mongolie en 2026. En ce qui concerne la plus grande implication des OSC dans les questions de désertification, je peux vous assurer que nous menons un travail colossal sur le terrain avec l'appui de partenaires. Cependant, bien souvent, les bonnes pratiques restent confinées à un espace restreint et nécessitent davantage de moyens pour être mises à l'échelle. Parmi les défis à relever, citons la mise en réseau des acteurs, la formation, le renforcement des capacités et, bien sûr, le financement. Lors des COP14 en Chine et COP15 en Côte d'Ivoire, l'accent avait déjà été mis sur l'implication des femmes dans l'appropriation des terres, ainsi que sur l'inclusion des jeunes et le financement de leurs ambitions entrepreneuriales autour de la restauration et de la préservation des terres.

Comment la RSE, et notamment son pilier environnemental, peut-elle être un

outil clé pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ?

La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) doit être mieux expliquée et faire l'objet d'ateliers nationaux de dissémination de ses objectifs. Depuis 25 ans, les Nations Unies ont mis en place le Pacte Mondial ou Global Compact, une initiative volontaire qui offre un cadre de référence aux entreprises, principalement du secteur privé, souhaitant adopter des pratiques RSE, en particulier en intégrant les 10 principes du Pacte Mondial et en s'alignant sur les enjeux du développement durable. Pour répondre à votre question, j'ai souvent dit que la RSE est un bras technique, voire l'un des bras techniques, pour la mise en œuvre des ODD. Le PAG II, qui est conçu avec un ancrage dans les ODD, doit nécessairement intégrer la RSE dans sa mise en œuvre. Les questions environnementales ne doivent pas être subsidiaires, mais plutôt mises en premier plan, dans une logique budgétaire, car leur prise en compte permet de résoudre les problématiques liées à l'atteinte de la plupart des ODD. Et puisque l'Agenda 2063 est arrimé aux ODD, il va de soi que ces questions doivent être considérées comme prioritaires et non facultatives, voire subsidiaires.

Avec votre expérience au sein de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification, que recommandez-vous pour atténuer les impacts combinés de la désertification et des changements climatiques ?

Pour faire court, l'État doit encourager les OSC dans leur travail sur le terrain, en leur fournissant une aide financière, technique et logistique pour mettre à grande échelle leurs bonnes pratiques. Il doit également collaborer avec le Parlement, les collectivités locales et toutes les parties prenantes pour résoudre les problèmes liés au régime foncier et aux droits des femmes sur la terre. L'implication des jeunes dans des projets d'entrepreneuriat en matière de restauration des terres et de préservation de la biodiversité doit recevoir l'appui et l'attention de l'État. Enfin, il est impératif que les acteurs non étatiques soient pris en compte dans la stratégie nationale de lutte contre la désertification (ce qui constitue un défi dans la relation entre les NFP et les OSC).

Comment les institutions internationales, comme le PNUE, peuvent-elles mieux soutenir les OSC dans leurs efforts pour protéger l'environnement et promouvoir le

développement durable ?

Souvent, l'accréditation auprès du PNUE et des conventions ne garantit pas directement de financement pour les OSC. Les accréditations permettent de reconnaître les OSC en tant que telles et de leur offrir de la visibilité auprès des partenaires. Cependant, les discussions évoluent de jour en jour, et ces institutions cherchent désormais à aller au-delà de leur rôle politico-diplomatique, en devenant un véritable outil pour financer les activités des acteurs non étatiques. Il faut également reconnaître que ces institutions nous soutiennent, directement ou indirectement, en renforçant nos capacités, tant en ligne qu'en présentiel.

À quoi ressemble, selon vous, un cadre stratégique efficace pour le climat et l'environnement post-2030, et comment les OSC peuvent-elles y contribuer activement ?

C'est une très belle question, Madame, et je vous remercie. Les institutions internationales, y compris les Nations Unies, nous attribuent le statut d'observateur. C'est-à-dire que nous sommes ceux qui restent assis à l'arrière des grandes salles plénières lors des COP, prenant la parole de manière formelle. Cet état de fait nous conduit directement à l'exclusion des contributions et des débats, tandis que les parties ayant la pleine jouissance de leurs prérogatives continuent à dominer. C'est ce que j'appelle ma "théorie de l'arbre" ou la "théorie de Riyad", qui prône la coopération et le partenariat pour atteindre les ODD. Or, ce n'est pas réellement ce que nous observons actuellement. Selon cette théorie, la racine de l'arbre représente le Gouvernement, les institutions internationales le tronc, et la société civile les feuilles. Lorsque les populations à la base sont protégées face aux effets du changement climatique, les acteurs non étatiques sont présents pour soutenir. Alors, pour répondre à votre question, l'État doit reconsiderer sa relation avec les acteurs non étatiques sur le terrain par une nouvelle stratégie plus inclusive et participative. J'ai eu la chance de participer pendant deux ans aux travaux du Groupe de travail intergouvernemental pour la revue à mi-parcours du cadre stratégique 2018-2030 de la CNULCD. Je sou-

haite que notre leader, Emmanuel Seck, Directeur Exécutif de ENDA ENERGIE du Sénégal et PCA de GNDR, soit choisi pour représenter la société civile globale au sein du Groupe de travail intergouvernemental, afin de réfléchir sur le cadre stratégique post-2030 de la CNULCD. Notre place n'est pas à l'arrière des salles de négociations, mais bien à l'avant.



Une expertise avancée, dans l'exploitation minière ou carrière de concassage de roches !

Burkina - Bénin - Côte d'Ivoire - Togo





**Entretien avec Mahama Coulibaly, auteur de l'ouvrage
L'HERITAGE DE LA CAN**

« Immortaliser la performance des Éléphants champions de la CAN 2023 »

Cet après-midi d'avril, nous avons rendez-vous au plateau, le quartier d'affaire de la capitale économique ivoirienne. A quelques pas du siège de la Banque Africaine de Développement, se trouve l'immeuble Aniaman. Et c'est au 4^e étage de cet immeuble que nous retrouvons Mahama Coulibaly, cet expert en marketing sportif et organisation de grands événements sportifs et culturels. Il dirige une entreprise spécialisée en événementiel et marketing sportif et culturel, l'Agence Esprit d'Equipe. L'ambiance est toute chaleureuse, il nous présente ses collaborateurs et les locaux de l'agence aux couleurs de l'originalité africaine et encore des souvenirs de la CAN 2023 sur des pans de murs. Mahama Coulibaly a été de l'aventure de la CAN 2023. Discret, bosseur, créatif et passionné de sport, il est appelé au Comité d'organisation de la CAN 2023, avec pour mission de gérer le département marketing. Il a envie de marquer les esprits, donner une touche qui rende ce rendez-vous particulier. Il est l'auteur de la proposition du logo de la CAN et du fameux slogan « La CAN de l'hospitalité » ...

► Par Collaboration extérieure

Monsieur Mahama Coulibaly, un an après le sacre des Éléphants de Côte d'Ivoire dans cette aventure surréaliste qu'a été la CAN 2023, quel regard jetez-

vous sur la victoire de la Côte d'Ivoire, mais aussi sur cette organisation exceptionnelle ?

J'ai un regard de supporter, de fierté et de

nostalgie heureuse, de belle émotion inédite pour la victoire de la Côte d'Ivoire dans une ambiance festive et hospitalière. L'organisation fut en effet exceptionnelle et ça été le fruit de la bonne préparation qui est à mettre au profit du Chef de l'Etat et de tout le Comité d'Organisation du COCAN depuis la conception en 2017 à l'exécution en 2023.

Vous avez été aussi au cœur de l'organisation, comment les choses se sont dessinées de l'intérieur ?

Nous avons en effet eu le privilège d'avoir été le premier Président de la commission marketing et promotion à la constitution du COCAN 2017 et avons pris 4 ans pour concevoir la stratégie du COCAN, en collaboration avec les expertises extérieures. De l'intérieur ça été aussi comme un match de football avec ses remplacements, des situations imprévisibles à gérer. Mais heureusement le plan de match a été bien respecté et chaque remplaçant a eu la conscience patriote de rester discipliné selon les consignes du coach qui lui aussi est resté collé à la stratégie du jeu sous la supervision du propriétaire de la compétition (la CAF) et l'organisateur en chef (l'Etat de Côte d'Ivoire).

On peut le dire, vous avez réussi à immortaliser ces émotions, ces instants, pour la postérité, à travers votre ouvrage L'HERITAGE DE LA CAN. Comment cette idée, ce projet a muri jusqu'à la réalisation concrète ?

Oui on peut être heureux de cet héritage visuel et historique. C'est la conséquence de notre métier de marketer. C'est plus un support hors média de marketing qu'un ouvrage classique. Ce projet a été planifié depuis la mise en place du COCAN et n'était plus d'actualité pour des problèmes de budget et de priorité. C'est au cours de la réception des Eléphants champions et au vu des photographes plein d'envie que j'ai décidé de leur rendre hommage pour que leur travail soit gravé historiquement dans un beau livre héritage.

Un tel projet demande des moyens, un personnel en nombre, vu que les matches et les activités se sont déroulés sur toute l'étendue du territoire. Comment vous avez réussi à vous organiser pour y arriver ?

En effet on a été bien organisé en mettant en place une équipe de coordination des photographes qui ont vécu la CAN depuis le début et avons défini le chemin de fer pour faire revivre l'histoire en photo et en textes minimum, en prenant le soin de n'oublier quasi personne parmi les acteurs clés, sportifs et non sportifs, avec un devoir de mémoire pour ceux qui nous ont quittés. Quels sont les objectifs que vous vous étiez donnés pour ce projet ? Quel est l'intérêt d'un tel ouvrage pour un pays comme la Côte d'Ivoire ? Ce projet a une dimension de mémoire vivante et visuelle de la CAN afin de se retrouver dans la majorité des foyers, et être un outil de valorisation de l'expertise ivoirienne en matière d'organisation d'évènements sportifs.

Le livre est disponible depuis des mois, ils sont nombreux à se le procurer, et garder leur part d'héritage. Quels sont les retours que vous avez ?

Nous avons reçu les chaleureuses félicitations du Roi du Maroc, de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire avec une bonne commande, du Président de la FIFA, de la CAF, les institutions aussi ... Nous en sommes fiers et toutes les personnes qui ont eu accès sont très satisfaites de la qualité de la conception et de la production. Les félicitations de ces sommités en sont la preuve et nous en sommes honorés.

Quels sont vos prochains projets ?

Le projet le plus important c'est la mise en place de la 1ere agence ivoirienne, voire africaine en conseil stratégique aux États africains pour la structuration des territoires par le sport et l'organisation des grands évènements à vocation de diplomatie pays. De plus, nous avons lancé le think tank Sport Lab Africa qui est un réseau des experts africains en management du sport, pour mener des réflexions sur le bien-être de l'Afrique par le Sport.

L'Afrique accueille de plus en plus d'événements majeurs. Vous avez travaillé aussi sur les Jeux de la Francophonie en 2017, bientôt les J.O. de la jeunesse à Dakar, vous y serez ?

Je fais l'effort d'être à tous les grands événements sportifs en Afrique pour continuer à apprendre et m'enrichir afin de servir professionnellement et socialement dans le management marketing sportif notre domaine de compétence depuis plus de 25ans.

Le Spécimen 229

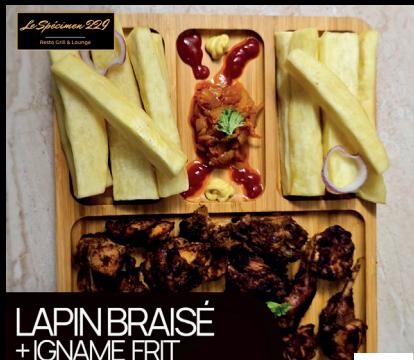
Resto Grill & Lounge



MOUTON BRAISÉ
+ ATTIEKE



KPÊTÊ DE PORC
+ PIRON (EBA)



LAPIN BRAISÉ
+ IGNAME FRIT



PORC BRAISÉ
+ ALLOCÔ



PORC BRAISÉ
+ IGNAME FRIT



PORC BRAISÉ
+ IGNAME FRIT

Ouvert tous les jours à partir de 11H

0777000102



Abidjan, Cocody non loin
de la Mairie Annexe
Djorogobité2



TRIBUNE

Par Mamadou Lamine DIATTA



Relations Côte d'Ivoire – Sénégal

S'inspirer du couple franco-allemand

À l'image du couple franco-allemand en Europe, la Côte d'Ivoire et le Sénégal tirent l'espace UEMOA vers plus de productivité et de création de richesses. Mais pour mieux jouer ce rôle moteur, les deux locomotives ouest-africaines devraient intensifier leurs échanges commerciaux, actuellement estimés à 250 milliards de FCFA. La relation entre la Côte d'Ivoire et le Sénégal est avant tout l'histoire d'un lien séculaire, renforcé dès les premières heures des indépendances par les présidents Félix Houphouët-Boigny et Léopold Sédar Senghor. Un héritage politique d'exception que perpétuent aujourd'hui leurs successeurs, Alassane Dramane Ouattara et Bassirou Diomaye Faye. Les dirigeants des deux États ont toujours eu conscience de leur lourde responsabilité : jouer un rôle moteur en Afrique de l'ouest, en particulier, et plus largement dans l'espace francophone en général. Cela explique en partie leur statut officieux de "chouchous" de la France en Afrique. D'un côté, la Côte d'Ivoire s'affirme comme le moteur économique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), représentant à elle seule près de 40 % du PIB de la zone. De l'autre, le Sénégal a réussi le tour de force de maintenir sa place de deuxième économie de l'union, avec un taux de croissance supérieur à 5 % sur la durée. Le récent démarrage de la production pétrolière et gazière, couplé à la relance du secteur minier, devrait permettre à Dakar d'accélérer encore ses performances économiques.

Cela étant, le niveau des échanges commerciaux entre les deux pays reste étonnamment faible au regard de leur poids économique et de leur potentiel de complémentarité. Une situation que le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a pointée lors de sa récente visite sur les bords de la lagune Ebrié. « Le Sénégal et la Côte d'Ivoire pèsent beaucoup dans l'économie de la zone monétaire ouest-africaine sur le papier. Mais les résultats ne suivent pas sur le plan de la coopération pour le moment », avait-il froidement constaté.

L'éloquence des chiffres

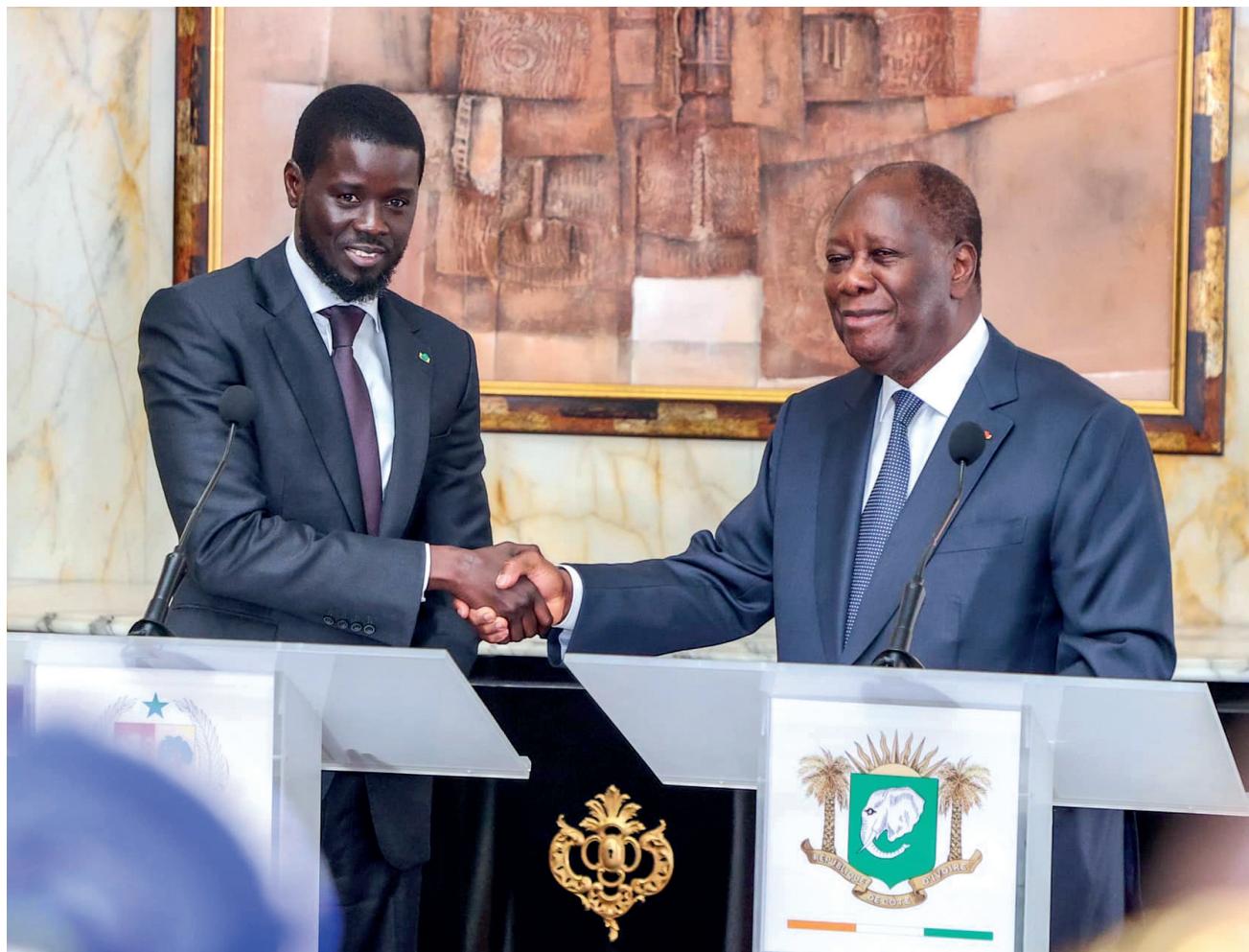
En 2023, les exportations sénégalaises environ 107 milliards de FCFA, contre seulement 52 milliards en sens inverse. Un déséquilibre relatif qui reflète surtout un niveau globalement insuffisant des échanges. Pourtant, le potentiel de coopération est immense, surtout dans un contexte de transformation technologique rapide et de connectivité croissante — sans oublier la nécessité de renforcer une culture de l'innovation. Les échanges bilatéraux ont culminé à près de 250 milliards de FCFA en 2023, un chiffre certes significatif, mais encore largement inférieur aux capacités économiques combinées des deux pays, selon les autorités ivoiriennes. D'où l'intérêt de densifier les flux commerciaux, notamment par une implication plus forte du secteur privé. À ce titre, la participation ivoirienne en tant qu'invitée d'honneur au Forum économique FIDAK à Dakar constitue un signal fort. Un autre chantier important serait la relance

du vieux projet de corridor économique Abidjan-Dakar, via Praia, Conakry, Bissau et Freetown. Cette initiative renforcerait l'intégration physique et logistique de l'ouest africain. Un autre défi de taille est le suivi effectif des accords signés par les deux pays. Car malgré la qualité des relations sociales, illustrée par la forte communauté sénégalaise installée en Côte d'Ivoire et l'accueil chaleureux dont elle bénéficie, la concrétisation des engagements reste trop souvent à la traîne. Il y a toutefois des signes encourageants. La dernière session de la Grande Commission mixte ivoiro-sénégalaise, tenue du 31 juillet au 1er août 2024 à Abidjan, a débouché sur la signature de douze accords couvrant des domaines variés : économie, justice, jeunesse, agriculture, élevage, communication.

Des ambitions partagées

Les deux États affichent des ambitions convergentes. Ils souhaitent renforcer leur coopération dans des secteurs stratégiques

comme la souveraineté alimentaire, la lutte contre la pauvreté, l'industrialisation, la recherche scientifique ou encore l'économie circulaire. La Côte d'Ivoire salue le leadership sénégalais et renouvelle sa confiance dans la capacité de son partenaire à jouer un rôle structurant pour le développement de l'Afrique de l'Ouest. En tant que piliers régionaux, les deux pays partagent une responsabilité commune : impulser une intégration africaine fondées sur la solidarité, la souveraineté et la durabilité. C'est dans cette optique que le Premier ministre ivoirien Beugré Mambé a évoqué l'idée d'une coopération sécuritaire et environnementale renforcée. Sur le plan sécuritaire, la collaboration sera resserrée face aux menaces régionales : terrorisme, criminalité transnationale, trafics illicites, cybercriminalité, piraterie maritime. Des programmes conjoints de formation, un échange structuré de renseignements et un rapprochement institutionnel sont d'ores et déjà envisagés.





▶ Par Noël YAO

Stabilité politique et développement économique

La paix, dit-on, est le préalable à tout développement. C'est une vérité évidente, logique et universellement prouvée. Pour la Côte d'Ivoire, dont l'économie est passée en revue dans ce numéro, l'histoire et les faits, depuis l'indépendance le prouvent et le démontrent à suffisance. Aussitôt l'indépendance acquise le 7 août 1960, grâce à une stabilité politico-institutionnelle exemplaire, la Côte d'Ivoire du premier Président de la République, Félix Houphouët-Boigny, a connu un formidable développement, un bond prodigieux qualifié de "miracle ivoirien". Fort malheureusement, à partir des années 1980, la chute brutale des prix des matières premières agricoles, causée par des facteurs exogènes d'origine capitaliste, a plongé ce pays dynamique d'Afrique de l'Ouest dans un marasme économique qualifié de "conjoncture" par les Ivoiriens, avec leur humour mordant et résilient. Tant bien que mal, grâce au charisme exceptionnel du père fondateur Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire a poursuivi son développement économique, jusqu'à la survenue de différentes et

multiples crises, dont le premier coup d'État du 24 décembre 1999, suivi par la rébellion armée du 19 septembre 2002. Le pays a alors été divisé en deux : la partie dite "utile", au Sud, sous le contrôle du gouvernement légal dirigé par M. Laurent Gbagbo, et la zone sous contrôle de Bouaké, au centre, s'étendant jusqu'au septentrion des savanes. Avec le pic atteint dans l'instabilité par cette guerre civile, suivie de la violente crise post-électorale de 2010-2011, qui a fait officiellement 3000 morts, la Côte d'Ivoire est entrée dans une période de fortes turbulences, jusqu'à la prise en main totale du pays, le 11 avril 2011, par l'actuel Président Alassane Ouattara et son gouvernement. Au cours des quinze dernières années de stabilité relative mais réelle, la Côte d'Ivoire a retrouvé une forte croissance, reconnue et saluée par les économistes du monde entier. L'évidence est que la stabilité a permis, depuis plus d'une décennie, de propulser le pays vers un progrès global. Bien sûr, tout n'est pas parfait dans le meilleur des mondes, mais de nets succès sont visibles, en particulier dans les domaines des infrastructures et de la transformation géné-

rale du pays, et ces progrès sont unanimement salués. Aujourd'hui, alors que de nouvelles échéances électORALES, notamment l'élection présidentielle du 25 octobre, se profilent à l'horizon, le défi de la paix et de l'indispensable stabilité politique se présente à nouveau à tous les Ivoiriens... de toutes obédiences. Ce défi doit être relevé, précisément pour garantir la poursuite du développement économique. Pour l'Afrique, qui cherche, depuis le début des années 60 et le mouvement des indépendances, à s'unir et à s'intégrer pour peser dans le monde, la stabilité interne de chaque pays reste fondamentale et incontournable. Pays phare en Afrique de l'Ouest, et sur tout le continent, la Côte d'Ivoire doit continuer à montrer la voie de la paix, de la stabilité et du progrès global. À l'instar du Président Félix Houphouët-Boigny, l'actuel Président Alassane Ouattara et l'ensemble de la classe politique savent pertinemment que le peuple ivoirien, tout entier, tient, comme à la prunelle de ses yeux, à la paix et à la stabilité, dans le but de favoriser le progrès et le bien-être des populations.



Une Référence Internationale



UN HUB PORT EN AFRIQUE



E-mail: info@paa.ci - Site Web: www.portabidjan.ci - Facebook: [portabidjan](https://www.facebook.com/portabidjan)





OSER, C'EST GAGNER !



Scannez ou téléchargez
l'application sur
www.sportcash.net



f SportCash Officiel
www.sportcash.net
www.lonacionline.ci
-18 | JOUONS RESPONSABLE
L'ES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PRESENT
EST DANGEREUX : PERTES D'ARGENT,
COMBATS FAMILIAUX, ADDICTION...
9900

ON A TOUS
UNE BONNE
RAISON DE JOUER

LONACI
LOTERIE NATIONALE DE CÔTE D'IVOIRE